

Règlementation

Inclusion financière

de Contrôle de la Microfinance en Tunisie

n Tunisie

icrofinance en Tunisie Supervision

Association

Croissance

ctroyés aux IMF Tunisie

Micro-entrepreneur

Règlementation

Inclusion financière

de Contrôle de la Microfinance en Tunisie

n Tunisie

icrofinance en Tunisie Supervision

Association

Croissance

a microfinance en Tunisie

Micro-entrepreneur

RAPPORT ANNUEL 2019



 **ACM**

Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

Autorité de Contrôle de la Microfinance

57 bis, Rue Mokhtar Attia - Tunis

Immeuble STB 3ème étage

Tél: 70 013 762

Fax: 71 257 796

Site Web: www.acm.gov.tn

RAPPORT ANNUEL 2019



ACM

Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

Conseil d'administration

Le Président

**M. Mahmoud Montassar
Mansour**

Directeur Général de l'Autorité de
Contrôle de la Microfinance

Les Membres

M. Ibrahim Ben Ammar

Magistrat de troisième grade

M. Hichem Zouaoui

Conseiller auprès du Tribunal Administratif

Mme Sonia Zoglami

Représentante du Ministère des Finances

M. Anis Ben Taarit

Représentant du Comité Générale des Assurances

M. Nabil Felfel

Représentant de la Banque Centrale de Tunisie

M. Salah Essayel

Représentant du Conseil National de Comptabilité

Mme Houda Ghozi Khelifa

Choisie pour son expérience dans le domaine de
la microfinance

Commissaire aux comptes



M. LOTFI HAMMI

Sommaire

08	—	I- Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance
09	—	1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance
09	—	2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions
09	—	2.1 Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément
10	—	2.2 Avis de l'ACM sur les projets des textes réglementaires relatifs à la microfinance
10	—	2.3 Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur de la microfinance
10	—	2.4 Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance
10	—	3. Participation de l'ACM aux événements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie
10	—	3.1 Participation de l'ACM à une conférence portant sur la transition du secteur financier vers les normes IFRS
11	—	3.2 Participation de l'ACM à la cérémonie du lancement du projet « Tamweeli »
11	—	4. Participation de l'ACM à des conférences internationales sur la microfinance
11	—	4.1 Participation de l'ACM au Forum mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière sous le thème « La technologie au service de l'inclusion des femmes et des jeunes »
12	—	4.2 Participation à la conférence sur le lancement du projet "la voix de 50 millions de femmes africaines"
12	—	4.3 Participation de l'ACM à la conférence internationale sur la finance verte inclusive
12	—	4.4 Participation de l'ACM à la conférence annuelle ACAMS sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et la criminalité financière dans la zone MENA
12	—	4.5 Participation de l'ACM à la conférence internationale relative à la lutte contre le Blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et du crime de traite des personnes
13	—	5. Rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur la microfinance
13	—	5.1 La centrale des risques de la microfinance
14	—	5.2 Le baromètre de la microfinance
15	—	5.3 Le traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance
15	—	5.4 La supervision des institutions de microfinance
15	—	a- Reporting des IMF et contrôle sur pièces
16	—	b- Missions de contrôle sur place
16	—	6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM
16	—	6.1 Programme de formation sur « les économies de plateformes et sa promesse d'inclusion financière »
--	—	
17	—	6.2 Programme de formation des Académies des officiers d'innovation sur la « Fintech pour l'inclusion financière »
17	—	6.3 Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel de l'institut « Boulder Institute of Microfinance »
17	—	6.4 Formation sur le ratio de solvabilité des IMF

- 17 — 6.5 Formation sur les normes comptables applicables aux Institutions de Microfinance
- 18 — 6.6 Formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en microfinance
- 18 — 6.7 Formation en ligne pour l'obtention du certificat d'Expert en Gestion des Risques
- 18 — 6.8 Formation en ligne pour l'obtention du certificat CAMS (Spécialiste certifié Lutte Anti-Blanchiment)
- 18 — 6.9 Formation sur les normes IFRS
- 19 — 6.10 Visite d'étude au Sénégal et en Côte d'Ivoire
- 19 — 6.11 Formation en ligne pour l'obtention du certificat d'Expert en Finance Digital
- 19 — 6.12 Formation en Excel avancé
- 19 — 6.13 Formation sur le logiciel SAS

20 — II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie

21 — 1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011

24 — 2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2019

- 25 — 2.1 Évolution des microfinancements accordés
 - 25 — a- Période (2017-2019)
 - 26 — b- Période (2010-2019)
- 27 — 2.2 Répartition des microfinancements accordés par région
- 28 — 2.3 Répartition des microfinancements par secteur d'activité
- 29 — 2.4 Répartition des microfinancements par genre
- 30 — 2.5 Répartition microfinancements par type de projet
- 31 — 2.6 Microfinancement moyen par catégorie d'IMF
- 32 — 2.7 Évolution de l'encours des microfinancements
- 33 — 2.8 Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA
- 36 — 2.9 Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2017-2019)
- 36 — 2.10 Données financières sur les IMF SA
 - 36 — a- Données bilancielles et données de l'état du Résultat
 - 38 — b- Indicateurs financiers des IMF SA
 - 39 — c- Ratio de Solvabilité des IMF SA
- 40 — 2.11 Données non financières sur les IMF SA

41 — III- Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie

42 — 1- Lancement du projet de restructuration des associations de microcrédits

42 — 2- Vers l'adoption d'une nouvelle loi sur l'Inclusion Financière

44 — IV- ANNEXES

Le Mot du Directeur Général de l'ACM

Au cours de l'année 2019, le secteur de la microfinance a bien maintenu son rythme de croissance accéléré, traduit aussi bien par le nombre des microfinancements octroyés que par le montant total alloué. En effet, le nombre des microfinancements et leur montant accordés par les IMF durant l'année 2019, se sont élevés respectivement à 476 318 microfinancements et 1 395 millions TND contre 455 871 microfinancements et 1 149,6 millions de TND durant l'année 2018 soit un fort taux de croissance de 21,4%.

Le 10 avril 2019, l'ACM a publié sa note n°23 à destination des IMF, portant sur les programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme et la prolifération des armes. Modifiant et complétant la note ACM n°13 du 15 mars 2017 portant sur le même objet, la nouvelle note vise essentiellement à préciser les nouvelles obligations mises à la charge des IMF en vertu notamment des nouveaux textes réglementaires parus au cours du premier trimestre 2019 et ayant trait à la lutte contre le financement du terrorisme et la répression du blanchiment d'argent. Les nouveautés introduites par la note n°23 se rapportent principalement aux mesures de diligence à l'égard du bénéficiaire effectif ainsi qu'aux mesures de diligences renforcées à l'égard des :

- personnes politiquement exposées,
- personnes présentant un profil de risque élevé
- opérations ou transactions utilisant des technologies nouvelles ou en développement.

Aussi, l'année 2019 a-t-elle été marquée par le renforcement de l'arsenal législatif et réglementaire régissant la microfinance en Tunisie qui a été complété par l'un des derniers textes d'application qui lui manquait et dont la promulgation a pris beaucoup de retard bien qu'elle ait été prévue par le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance. Tant attendu, ce nouveau texte est un arrêté du ministre des finances du 12 septembre 2019 qui fixe les sanctions administratives et financières à infliger aux IMF contrevenantes aux dispositions du décret- loi précité et de ses textes d'application. Paru dans le Journal Officiel de la République Tunisienne n°77 du 24 septembre 2019, cet arrêté est entré en vigueur 30 jours après la date de sa publication. Il a été inspiré des meilleures pratiques aux échelles nationale et

internationale et n'a aucunement l'objectif d'infliger sans raison probante des sanctions aux IMF, mais vise plutôt à asseoir un système de sanctions dissuasif favorisant un meilleur respect par les IMF du cadre réglementaire et législatif dans lequel elles opèrent, croissent et se développent. Une lettre a été adressée par l'Autorité de Contrôle de la Microfinance à toutes les institutions de microfinance pour les sensibiliser à l'importance cruciale de cet arrêté qui soumet aussi bien l'ACM que les IMF à l'obligation de le respecter scrupuleusement. En effet, il a été rapporté à toutes les IMF, qu'avec l'entrée en vigueur de ce texte, il est strictement interdit à l'ACM de ne plus faire suivre un constat d'infraction dûment prouvé, par l'infliction de la sanction appropriée telle que prévue par ce nouvel arrêté, à l'encontre de toute IMF contrevenante ; et lorsque la sanction est financière, il a été rappelé que l'ACM est de surcroît incompétent de décider de son abandon total ou même partiel.

D'un autre côté, l'année 2019 a été marquée également par le parachèvement de la mise en œuvre du quatrième lot de la Centrale des Risques de la Microfinance (CRM). Aujourd'hui, toutes les parties prenantes se réjouissent que le rapport de consultation de la CRM, hormis les informations pertinentes qu'il contient sur un client, comporte de surcroît un score permettant d'en faciliter la lecture. Par ailleurs, afin de suivre et analyser les évolutions des taux d'intérêt effectifs (TEG) pratiqués par le secteur de la microfinance, l'ACM a décidé d'enrichir progressivement les flux de déclarations à la CRM à travers l'ajout d'informations pertinentes en lien avec la tarification et ce dans les flux des contrats déclarables à la CRM. En effet, le TEG, le taux d'intérêt nominal et tous les frais et commissions facturés à un client dans le cadre d'une opération de microfinancement, ont été rendus des données déclarables à la CRM. Aussi, le projet s'est-il vu dernièrement élargi pour couvrir deux nouveaux besoins exprimés par les IMF SA, qui consistent en la mise en place de:

- un web services pour les consultations et les déclarations
- un système d'alerte précoce permettant d'annoncer la dégradation du score d'un emprunteur.

Le Directeur Général
Mahmoud Montassar Mansour



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

CHAPITRE 1

2019

I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

Créée par l'article 43 du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives de puissance publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler, sur pièces et sur place, les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- Mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait

d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi n°2011-117 précité et de ses textes d'application,

- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions

Durant l'année 2019, le Conseil d'Administration de l'ACM s'est réuni 12 fois et a pris les principales décisions suivantes :

2.1 Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément

- Émission d'un avis concernant la conformité d'une association de microcrédits aux dispositions du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance ;
- Émission d'avis concernant neuf (9) demandes d'ouverture de nouvelles agences d'institutions de microfinance ;
- Émission d'avis concernant une (1) demande d'acquisition de parts sociales d'une institution de microfinance.
- Émission d'avis concernant trois (3) demandes d'obtention d'accord pour octroyer des microfinancements d'un montant supérieur à 20.000 dinars sans dépasser 40.000 dinars et d'une durée maximale de 7 ans.

2.2 Avis de l'ACM sur les projets des textes réglementaires relatifs à la microfinance

- Projet d'arrêté du ministre des finances, relatif à la fixation d'un plafond du taux d'intérêt annuel appliqué aux microfinancements octroyés sur des ressources autres que budgétaires ;
- Projet d'un décret modifiant le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017, portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.

2.3 Décisions portant sur l'organisation et le développement du secteur de la microfinance :

- Approbation de la note n°23 modifiant la note n°13 du 15 mars 2017 fixant les programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme et la prolifération des armes ;
- Approbation de la note n°24 modifiant la note n°17 relative au changement intervenant dans la composition du conseil d'administration ou du comité directeur des institutions de microfinance et nomination d'un nouveau dirigeant ;

2.4 Décisions portant sur le contrôle et la supervision des institutions de microfinance

- Examen des rapports périodiques transmis par les IMF.

- Examen de quatre (04) rapports de contrôle sur place détaillés comme suit :

 Une mission de contrôle sur place auprès d'une association de microcrédits,

 Une mission de contrôle sur place auprès d'une IMF SA portant sur la vérification du respect des obligations réglementaires en matière de protection de la clientèle,

 Deux missions de contrôle sur place auprès de deux IMF SA portant sur le thème « Gestion des risques des microfinancements avec un focus sur l'endettement croisé et la vérification de calcul du taux effectif global annuel (TEG) ».

- Planification des missions de contrôle sur place pour l'exercice 2020.

3. Participation de l'ACM aux événements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie

3.1 Participation de l'ACM à une conférence portant sur la transition du secteur financier vers les normes IFRS

Une conférence a été organisée par l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement à Gamarth-Tunis le 16 avril 2019 portant sur le thème «la transition du

secteur financier vers les normes IFRS ».

Le Directeur Général et deux cadres de l'ACM ont assisté à cette conférence.

3.2 Participation de l'ACM à la cérémonie du lancement du projet « Tamweeli »

Le Directeur Général et deux cadres de l'ACM ont participé à la cérémonie du lancement du projet « Tamweeli », qui a eu lieu le 05 décembre 2019 au local de l'IACE. Tamweeli est un programme d'assistance technique aux PME tunisiennes, organisé par MEII (Middle East Investment Initiative) et qui est constitué de trois principaux volets :

- Amélioration de la qualité de la communication comptable et financière des PME,
- Formation aux PME intervenantes,
- Tamweeli plateforme.

Dans ce cadre, le directeur général de l'ACM a participé aux débats et a présenté le secteur de la microfinance en Tunisie et le rôle de l'ACM, en soulignant l'importance de l'initiative « Tamweeli » dans le développement des compétences et le soutien des PME Tunisiennes.

4. Participation de l'ACM à des conférences internationales sur la microfinance :

4.1 Participation de l'ACM au Forum mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière sous le thème « La technologie au service de l'inclusion des femmes et des jeunes » :

L'ACM a participé au Forum mondial sur les

Politiques d'Inclusion Financière sous le thème « La technologie au service de l'inclusion des femmes et des jeunes » du 11 au 13 septembre 2019 à Kigali, co-organisé par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) et la Banque Centrale du Rwanda.

Le Directeur Général accompagné d'un cadre de l'ACM ont assisté à cet événement de trois jours qui a mis la lumière sur les dernières innovations technologiques susceptibles de favoriser et de promouvoir l'inclusion financière des populations vulnérables dont en particulier les femmes et les jeunes. La participation à cet évènement international était également une occasion pour découvrir l'expérience du Rwanda en matière d'inclusion sociale et de politiques d'égalité des sexes.

Le forum a été précédé par deux réunions, tenues le 10 septembre, au siège de la Banque Centrale du Rwanda, la première à laquelle a pris part le directeur général de l'ACM a été consacrée à la présentation d'une étude comparative des politiques de l'inclusion financière et la seconde réunion a été consacrée à la présentation des données sur l'inclusion financière et à laquelle a pris part un cadre de l'ACM.

4.2 Participation de l'ACM à la conférence sur le lancement du projet "la voix de 50 millions de femmes africaines" :

Un cadre de l'ACM a pris part le 22 octobre 2019 à Tunis à la conférence du lancement du projet "la voix de 50 millions de femmes Africaines" pour l'autonomisation socio-économique des femmes dans 38 pays africains à travers la mise à disposition d'une plateforme de communication permettant l'accès aux informations relatives aux services financiers et non financiers.

Ce projet, financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) en partenariat avec le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAI) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a pour objectif de permettre à 50 millions de femmes africaines actives dans le domaine commercial à accéder aux informations nécessaires sur l'ensemble du continent africain.

4.3 Participation de l'ACM à la conférence internationale sur la finance verte inclusive :

L'ACM a été représenté par son Directeur Général et un autre cadre à la Conférence Internationale sur la finance verte Inclusive co-organisée par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) et Bank El Maghrib le 30 octobre 2019 à Rabat. Cette conférence a été précédée par des ateliers de travail destinés

aux membres de l'AFI qui se sont étalés sur deux jours.

Réunissant des régulateurs et décideurs issus de plus de 40 pays, cette rencontre était une opportunité pour l'ACM pour s'informer sur les politiques, les stratégies émergentes et les avancées réalisées dans le domaine de la finance verte inclusive.

4.4 Participation de l'ACM à la conférence annuelle ACAMS sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et la criminalité financière dans la zone MENA :

Un cadre de l'ACM a participé du 11 au 12 novembre 2019 à la 10^{ème} conférence annuelle de l'Association des Spécialistes Certifiés Anti-blanchiment d'argent « ACAMS » sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et la criminalité financière dans la zone MENA qui s'est tenue à Abu Dhabi. Cette conférence était une occasion pour rejoindre les spécialistes de la conformité de la région MENA et pour analyser les défis actuels et futurs et partager les idées sur l'élaboration de plans d'actions basés sur les risques.

4.5 Participation de l'ACM à la conférence internationale relative à la lutte contre le Blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et du crime de traite des personnes :

La Commission Tunisienne d'Analyse Financière (CTAF) en collaboration avec l'Union européenne et Expertise France ont organisé du 10 au 12 décembre à Tunis un

atelier multi-pays afin de réfléchir aux façons de mieux mobiliser les outils de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT) pour lutter contre la traite d'êtres humains. Cette activité était organisée dans le cadre de 3 projets financés par l'Union Européenne et qui ont pour objectif d'apporter une assistance technique en matière de LBC-FT. Un cadre de l'ACM a participé à ce séminaire à travers une présentation sur le rôle de l'ACM dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

5. Rôle de l'ACM comme vecteur de développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance

5.1 La centrale des risques de la microfinance :

Après avoir finalisé les trois premiers lots de la Centrale des Risques de la Microfinance, le quatrième lot a été lancé en 2019 et il comprend :

- L'élaboration d'un score simple : Un modèle de scoring simple est constitué d'un ensemble de critères de notations sur la base desquels un score est calculé. Ce modèle de scoring simple a été élaboré en concertation avec les IMF, la Banque Centrale de Tunisie (BCT) et le Ministère des Finances.

Il s'agit d'ajouter un score basique aux clients ce qui va permettre de :

- Optimiser la charge de travail des agents de crédits et améliorer leur productivité ;
- Raccourcir la durée de traitement d'une

demande de microfinancement

- Améliorer la gestion des risques par l'IMF,
- Alerter de manière rapide un agent de crédit ou un décideur au sein de l'IMF sur un risque potentiel lié à un emprunteur ;

- L'ajout du TEG (Taux effectif global) dans le flux des contrats : ce qui va permettre aux IMF de communiquer le TEG appliqué tel qu'il est indiqué dans le contrat fourni aux clients.

- La déclaration des éléments de calcul du coût du crédit

- La mise en place du web services : Il va permettre aux IMF notamment la déclaration au fil de l'eau des personnes physiques et des contrats.

- La mise en place d'un système d'alertes précoce en cas de changement du score d'un emprunteur.

L'ACM peut contrôler de façon continue les consultations, la qualité des déclarations et le traitement et l'exploitation des données relatives aux clients des IMF et aux microfinancements. Le tableau ci-après contient un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant du premier au 31 décembre 2019 :

VOLUME				
	31 MARS 2019	30 JUIN 2019	30 SEP 2019	31 DEC 2019
Nombre d'utilisateurs	1003	1037	1077	1156
Nombre de consultations (cumul)	2 938 812	3 224 720	3 526 627	3 851 580
Nombre de contrats déclarés (cumul)	1 432 326	1 519 638	1 637 343	1 752 494
INDICATEURS				
Nombre de Consultations par utilisateur	2930	3110	3274	3332
CONSULTATIONS PAR CONTRAT				
En Nombre	2,122	2,122	2,154	2,198
En %	205,18%	212,20%	215,39%	219,78%

En outre, l'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse électronique suivante :

"reclamation_crm@acm.gov.tn" afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la Centrale des Risques de la Microfinance,

qu'elles soient d'ordre technique ou relative au métier.

Durant l'année 2019, l'ACM a traité **4151** réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit :

Objet de la réclamation	Nombre de réclamations traitées
Date de naissance incorrecte	3573
Nom, prénom et date de naissance incorrecte	552
Nom ou prénom incorrect	26
Total	4151

5.2 Le baromètre de la microfinance :

Le baromètre de la microfinance de l'ACM a pour objectif principal de présenter le secteur de la microfinance à travers des indicateurs

clés reflétant son importance dans l'accès des populations défavorisées aux services financiers. Quatre numéros ont été édités durant l'année 2019 (Mars, Juin, Septembre et Décembre).

5.3 Le traitement des réclamations émanant des clients des institutions de microfinance :

L'ACM a reçu durant l'année 2019, **25** réclamations, émanant des clients des institutions de microfinance faisant état des litiges rencontrés avec celles-ci. L'ACM est intervenue pour régulariser les différends en :

- Adressant des correspondances officielles aux IMF concernées pour demander des explications au sujet de chaque requête ;
- Effectuant les investigations nécessaires ;
- Informant les requérants du sort final de leurs requêtes.

5.4. La supervision des institutions de microfinance

a. Reporting des IMF et contrôle sur pièces

- " Institution de microfinance sous forme de Société Anonyme "

Au cours de l'année 2019, les contrôleurs de l'ACM ont procédé au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF conformément à l'arrêté du Ministre des Finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

- " Institution de microfinance sous forme Associative "

Dans le cadre des opérations de contrôle sur pièces des AMC qui ne sont pas conformées aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance et en

application des recommandations du conseil d'administration de l'ACM dans le cadre de sa réunion du 2 mars 2018, une correspondance a été envoyée par l'ACM à toutes les AMC (actives et non actives) afin de communiquer les états financiers et les rapports des commissaires aux comptes relatifs aux années 2016, 2017 et 2018 dans un délai d'un mois.

Au cours de l'année 2019, l'ACM a préparé un rapport reprenant les plus importants manquements et les lacunes pré-visualisées qui ont été examinés à travers l'opération de contrôle sur pièce de ces AMC, principalement dans les états financiers et les rapports de leurs commissaires aux comptes pour les années 2016 et 2017, et en a transmis une copie à la Banque Tunisienne de Solidarité le 10 mai 2019 accompagné de la liste des AMC qui n'ont jamais envoyées de documents ou rapports à l'ACM, ainsi qu'une liste des AMC qui n'ont pas envoyé les rapports de leurs commissaires aux comptes pour les années 2016 et 2017.

Au cours de l'année 2019, les contrôleurs de l'ACM ont poursuivi les opérations d'examen des états financiers et des rapports des commissaires aux comptes reçus au titre de l'année 2018.

A la date du 27 septembre 2019, une correspondance a été adressée à la Banque Tunisienne de Solidarité et munie d'une liste mise à jour de 120 AMC qui n'ont pas envoyé à l'ACM leurs états financiers et les rapports de

leurs commissaires aux comptes au titre des années 2016, 2017 et 2018, et une liste de 130 AMC qui n'ont envoyé à l'ACM qu'un nombre limité des états et/ou rapports exigés.

En date du 5 mars 2020, le nombre des AMC qui ont envoyé à l'ACM les rapports de leurs commissaires aux comptes et leurs états financiers au titre de l'exercice 2018 est de 79 dont 78 AMC actives.

Le nombre des associations qui n'ont pas encore envoyé à l'ACM les rapports de leurs commissaires aux comptes et leurs états financiers au titre de l'exercice 2018 est de 199 AMC dont 110 associations actives et 89 AMC non actives. Le pourcentage des AMC actives, qui n'ont pas encore envoyé les rapports de leurs commissaires aux comptes et leurs états financiers au titre de l'année 2018, représente 58.5% du total des AMC actives.

Le contrôle sur pièces des différents états financiers et rapports dont notamment les rapports des commissaires aux comptes a permis aux contrôleurs de l'ACM de relever :

-  Des défaillances au niveau de la gestion des AMC.
-  Des insuffisances au niveau du contenu des rapports des commissaires aux comptes .

b. Missions de contrôle sur place

Dans le cadre des attributions de l'ACM,

deux équipes de contrôleurs désignées par le directeur général ont effectué au cours de l'année 2019 deux missions de contrôle sur place auprès des IMF dont :

-  Une mission de contrôle sur place portant sur une association de microcrédit,
-  Une mission de contrôle sur place portant sur la gestion des risques des microfinancements avec un focus sur l'endettement croisé pour une IMF-SA.

6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM :

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais également tout au long de leurs carrières à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

6.1 Programme de formation sur « les économies de plateformes et sa promesse d'inclusion financière » :

Un cadre de l'ACM a participé du 1er au 03 juillet au programme de formation sur « les économies de plateforme et sa promesse d'inclusion financière », organisé par la Banque Negara Malaysia (BNM) et l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI). Près de 60 personnes issues de 40 institutions de 37 pays ont participé à cet événement, qui a pour objectif de :

- Identifier les étapes à suivre pour se préparer

à la transition envisagée vers les transactions basées sur les plateformes.

- Tirer des preuves d'expérience des fournisseurs de plateformes afin de se préparer à ces changements et accélérer l'inclusion financière.
- Concevoir des politiques de solutions se basant sur les transactions via des plateformes.

6.2 Programme de formation des Académies des officiers d'innovation sur la « Fintech pour l'inclusion financière » :

Un cadre de l'ACM a participé, du 20 au 24 octobre à Abu Dhabi, au programme de renforcement des capacités sur les « Fintech pour l'inclusion financière » organisé par L'Académie des officiers de l'innovation.

Cette formation a pour objectifs essentiels :

- Le développement des capacités sur les Fintech pour l'inclusion financière ;
- L'échange avec les leaders de l'innovation sur la réglementation et la promotion des technologies financières.

6.3 Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel de l'institut Boulder « Boulder Institute of Microfinance »

Un cadre de l'ACM a participé du 8 au 19 juillet 2019 à la Formation annuelle « "Boulder en microfinance" (Boulder MFT) » organisée par « Boulder Institute of Microfinance » à Marseille. Avec une vingtaine de cours assurés en langue française, cette formation s'adresse à une diversité de professionnels de la microfinance et de la finance inclusive opérant

dans les cinq continents.

6.4 Formation sur le ratio de solvabilité des IMF :

Une journée de formation au profit des contrôleurs de l'ACM a été organisée le 14 octobre. Assurée par un expert-comptable membre du Conseil National de la Comptabilité, cette formation a été consacrée au ratio de solvabilité des IMF et à l'analyse des modifications que l'ACM compte apporter à sa note n° 18 du 02 juin 2017 relative à la définition des éléments constitutifs des fonds propres nets, des fonds propres nets de base et des fonds propres complémentaires et les éléments de l'actif pris en considération pour le calcul des risques encourus ainsi que leurs quotités.

6.5 Formation sur les normes comptables applicables aux Institutions de Microfinance :

L'équipe chargée du contrôle a participé au siège de l'ACM au cours du mois de Janvier 2019 à un programme de formation sur « les normes comptables des IMF » organisé par la GIZ.

Cette formation a été assurée par un expert-comptable membre du Conseil National de la Comptabilité et a porté essentiellement sur :

- La comptabilité des opérations courantes (Déblocage d'un microcrédit et le remboursement par anticipation),
- Les principaux traitements comptables au

sein d'une IMF (consolidation, refinancement, rééchelonnement, réaménagement et radiation de microcrédits),

- Le ratio de solvabilité.

6.6 Formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en microfinance :

Quatre contrôleurs de l'ACM ont participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en microfinance du 'Frankfurt School of Management and Finance'. Cette formation a débuté en septembre 2019 et s'est étalée sur 6 mois et a pour objectifs essentiels de permettre aux apprenants de maîtriser :

- La gestion des microcrédits ;
- La gestion de la micro-épargne et de la micro-assurance ;
- La gestion des risques ;
- L'aspect marketing et ventes ;
- La gestion de la performance financière et sociale ;
- La gestion des Ressources Humaines.

6.7 Formation en ligne pour l'obtention du certificat d'Expert en Gestion des Risques :

Un Cadre de l'ACM a participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert en gestion du risque du 'Frankfurt School of Management and Finance'. Cette formation qui s'étale sur 6 mois a démarré en septembre 2019. Elle vise à approfondir la compréhension des risques auxquels sont exposés les IMF, leur analyse et leur gestion : le risque de crédit, de marché, de liquidité et le risque opérationnel.

6.8 Formation en ligne pour l'obtention du certificat CAMS (Spécialiste certifié Lutte Anti-Blanchiment) :

Dans l'objectif de former une équipe de contrôle spécialisée en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, deux contrôleurs de l'ACM ont participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat CAMS (Spécialiste certifié Lutte Anti-Blanchiment) de l'Association des Spécialistes Certifiés Anti-blanchiment d'argent « ACAMS ». Cette formation a débuté en Août 2019 et s'est étalée sur 6 mois.

6.9 Formation sur les normes IFRS :

Un cadre de l'ACM a participé du 27 septembre 2019 au 27 février 2020 à une formation qui porte sur les normes IFRS, organisée par l'Institut de Formation de la Bourse de Tunis (IFBT) en partenariat avec l'Institut de préparation à l'administration et à la gestion (IPAG School), organisme de certification, de renommée internationale. Cette formation qui s'étale sur 6 mois a démarré en septembre 2019.

La formation est animée par des Experts Comptables et d'académiciens disposant d'une carrière professionnelle riche. Elle a pour objectifs essentiels de permettre aux apprenants de :

- Maîtriser les principes de présentation des états financiers en normes IFRS et être capable

de les produire ;

- Appréhender les principales divergences entre les normes IFRS et le référentiel comptable tunisien ;
- Situer l'incidence des normes IFRS sur l'évaluation et la présentation des Actifs et des Passifs
- Anticiper les évolutions attendues du référentiel international et introduire les orientations comptables futures ;

6.10 Visite d'étude au Sénégal et en Côte d'Ivoire :

Le Conseil d'Analyses Economiques (CAE) et la Société Financière Internationale (SFI) ont signé le 18 Juin 2019, un protocole d'accord de coopération en vue d'appuyer l'inclusion financière en Tunisie.

C'est dans le cadre de ce protocole d'accord qu'une délégation Tunisienne composée de cadres relevant du ministère des finances, de la Banque Centrale de Tunisie, de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM), de la Banque Tunisienne de Solidarité, d'Enda Tamweel, de Microcred Baobab Tunisie et du Conseil d'Analyses Economiques a effectué du 7 au 13 Juillet 2019 un voyage d'étude en Côte d'Ivoire et au Sénégal afin de rencontrer les principaux acteurs de la microfinance dans ces deux pays.

6.11 Formation en ligne pour l'obtention du certificat d'Expert en Finance Digital :

Un cadre de l'ACM a participé à la formation en ligne pour l'obtention du certificat d'expert

en Finance Digital du 'Frankfurt School of Management and Finance'. Cette formation a débuté en mars 2019 et s'est étalé sur 6 mois et comporte 5 unités :

Unité 1 : L'écosystème de la finance digitale

Unité 2: Les nouvelles technologies

Unité 3: Le paiement Digital et les transferts

Unité 4: La finance digitale et les paiements

Unité 5: Le Management stratégique des

Services Financiers digitaux

6.12 Formation en Excel avancé :

Trois cadres ont assisté à une formation en Excel avancé pendant 6 jours durant le mois de Novembre . Cette formation, comportant une partie théorique et une partie pratique, a porté sur les thèmes suivants : l'environnement Macro, l'utilisation des variables, des conditions et des boucles, l'utilisation des formulaires et la gestion des exceptions dans VBA. À la fin de la formation, l'équipe formée a reçu une attestation de formation et un support de formation complet avec des mini-projets codés en VBA.

6.13 Formation sur le logiciel SAS :

Deux cadres de l'ACM ont participé à la formation SAS du 17 au 20 décembre effectuée par la société BIWARE dans les locaux de la Banque Centrale de Tunisie.

Cette formation permet d'utiliser de manière efficace l'outil SAS Analytics Pro. Elle intègre également une initiation à l'utilisation de logiciels de visualisation de données en version « free », pour une meilleure évaluation des besoins de l'ACM.



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

CHAPITRE 2

2019



II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :

1. Évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011 :

Conformément à l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance telle que modifiée par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Durant l'année 2019, le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur :

- Le projet de décret modifiant le décret gouvernemental n°2017-93 du 19 janvier 2017, portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014.
- Le projet d'arrêté du ministre des finances,

relatif à la fixation d'un plafond au taux d'intérêt annuel appliqué aux microfinancements octroyés sur des ressources autres que budgétaires ;

En outre, l'arsenal juridique de la microfinance a été complété en 2019 par deux textes cruciaux :

• **Arrêté du ministre des finances du 12 septembre 2019**, fixant les sanctions administratives et financières à infliger aux IMF contrevenantes aux dispositions du décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

• **Arrêté du ministre des finances du 21 Janvier 2019**, fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement.

Le diagramme ci-dessous retrace l'évolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011.

09 /2019

• **Arrêté du Ministre des Finances du 12 septembre 2019**, fixant les sanctions administratives et financières à infliger aux IMF contrevenantes aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

01 /2019

• **Arrêté du Ministre des Finances du 21 Janvier 2019**, fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement.

04 /2018

•**Arrêté du Ministre des Finances du 13 avril 2018**, modifiant et complétant l'arrêté du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du micro-crédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

03 /2018

•**Arrêté du Ministre des Finances du 27 mars 2018**, portant approbation d'une norme comptable relative aux institutions de microfinance.

01 /2018

•**Décret gouvernemental n° 2018-12 du 10 janvier 2018**, portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

07 /2017

•**Arrêté du Ministre des Finances par intérim du 26 juillet 2017** fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance

01 /2017

•**Décret gouvernemental n° 93-2017 du 19 Janvier 2017**, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

12 /2016

•**Arrêté du Ministre des Finances du 23 Décembre 2016** fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

08 /2016

•**Arrêté du Ministre des Finances du 24 Août 2016** relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

02 /2016

•**Arrêté du Ministre des Finances du 9 février 2016** fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'Autorité de Contrôle de la Microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n°2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014

11 /2014

•**Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014**, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

07 /2014

•**Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014**, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

08 /2013

•**Arrêté du Ministre des Finances du 19 août 2013**, modifiant l'arrêté du Ministre des Finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance et leur évolution institutionnelle

04 /2013

•**Arrêté du Ministre des Finances du 22 avril 2013**, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.
Arrêté du Ministre des Finances du 16 avril 2013, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

01 /2013

•**Arrêté du Ministre des Finances du 22 janvier 2013**, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance et leur évolution institutionnelle.

11 /2012

•**Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012**, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

09 /2012

• **Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012**, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

01 /2012

• **Arrêté du Ministre des Finances du 18 janvier 2012**, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

11 /2011

• **Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011**, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

• **Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011**, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2019

Au 31 décembre 2019, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de :

- 289 Associations de Microcrédit (AMC) agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés

par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et 190 ont eu accès à un financement auprès de la BTS au cours de l'année 2019. Parmi les associations actives seulement deux associations se sont conformées aux dispositions du décret-loi n°2011-117 :

	IMF associative	logo
ASAD Tamweel	Une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le ministre des finances	
L'association de Kairouan de développement intégré (AKDI)	Une institution de microfinance sous forme associative qui a pu se mettre en conformité aux dispositions du décret-loi 2011-117.	

¹ L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum prenant fin au 31 décembre 2016.

Au terme à cette date, hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) et l'association de Kairouan de développement intégré (AKDI), aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi précité. Trois décrets gouvernementaux ont été promulgués, le premier en date du 19 Janvier 2017 et le deuxième en date du 10 janvier 2018 et le 3ème en date du 20 février 2020, prorogeant le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi au 31-12-2021.

• 7 sociétés anonymes :

IMF SA	Logo	Date d'agrément
Enda Tamweel		31/12/2015
Taysir Microfinance		28/03/2014
Microcred Baobab		03/10/2014
Advans Tunisie		22/01/2015
Centre Financier aux Entrepreneurs		21/04/2015
Zitouna Tamkeen		06/05/2016
El Amel microfinance		09/01/2019

2.1. Évolution des microfinancements accordés :

a. Période (2017-2019)

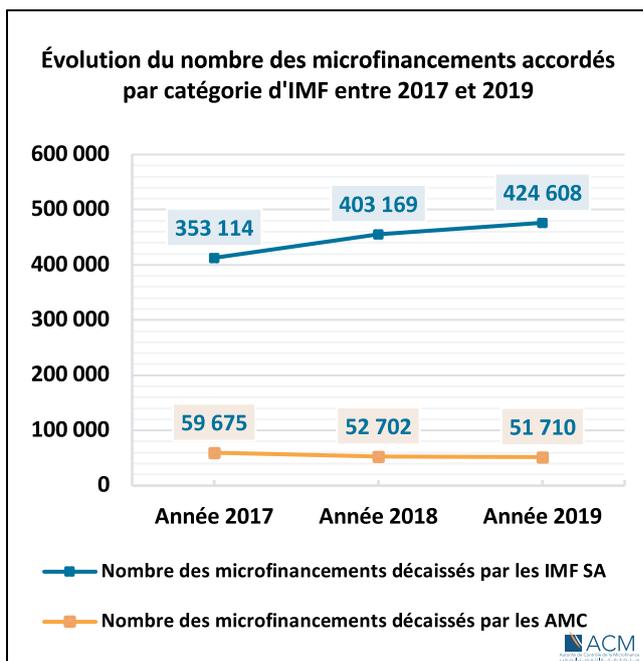
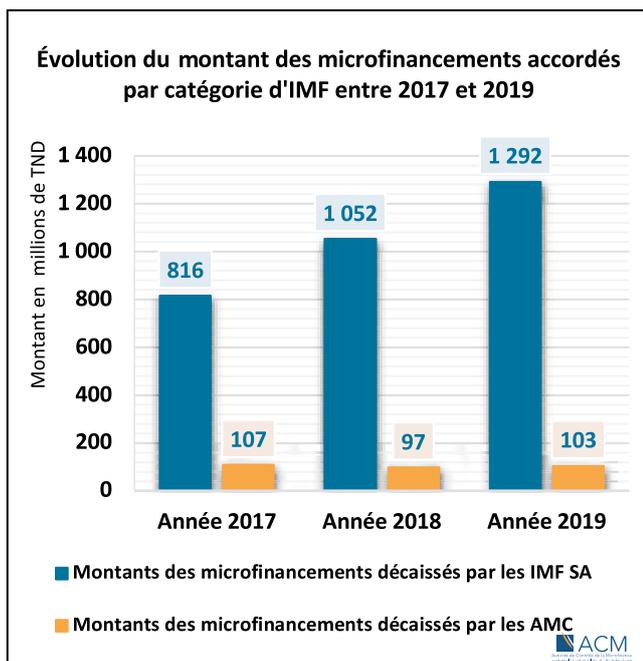
• Le nombre des microfinancements accordés par les IMF (SA et AMC) durant l'année 2019 s'élève à 476 318 pour un montant total de 1 395 millions de TND contre 455 871 microcrédits pour un montant total de 1 149,6 millions de TND durant l'année 2018, soit un taux de

croissance de 21,4%.

• En montant, les microcrédits accordés par les AMC durant l'année 2019 représentent 7,4 % de l'ensemble des microfinancements accordés par le secteur de la microfinance, enregistrant ainsi une augmentation de 6,4% par rapport aux réalisations de l'année précédente.

(En milliers de TND)

Catégorie d'IMF	2017				2018				2019			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
IMF SA	353 114	85,5%	815 703	88,4%	403 169	88,4%	1 052 468	91,6%	424 608	89,1%	1 291 778	92,6%
IMF AMC	59 675	14,5%	107 337	11,6%	52 702	11,6%	97 091	8,4%	51 710	10,9%	103 297	7,4%
Total	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%	476 318	100%	1 395 075	100%



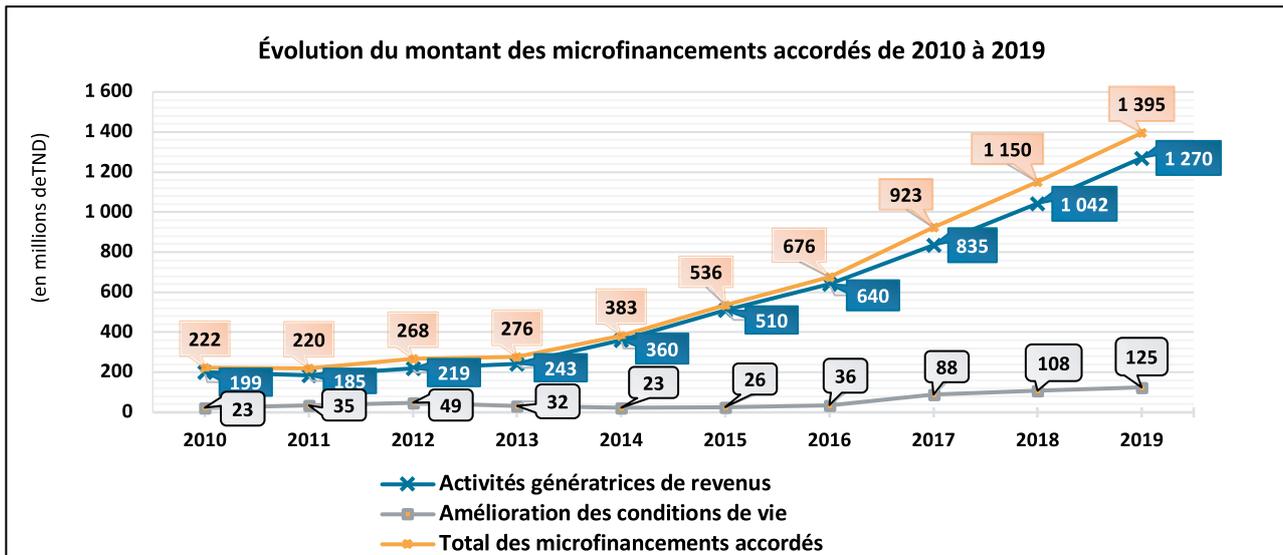
b. Période (2010-2019)

- Le montant total des microfinancements accordés durant la période allant de 2010 à

2019 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 22.6 %

(En milliers de TND)

	Activités génératrices de revenus		Amélioration des conditions de vie		Total des microfinancements accordés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
2010	225 793	199 028	50 533	23 448	276 326	222 476
2011	195 434	184 664	62 719	35 006	258 153	219 670
2012	199 588	219 369	71 705	48 578	271 293	267 947
2013	205 518	243 461	46 293	32 398	251 811	275 859
2014	250 784	360 172	32 927	23 122	283 711	383 294
2015	290 798	509 664	38 949	26 418	329 747	536 082
2016	309 764	639 601	51 152	36 112	360 916	675 712
2017	329 333	834 690	83 456	88 349	412 789	923 040
2018	364 994	1 041 682	90 877	107 877	455 871	1 149 559
2019	381 700	1 270 399	94 618	124 676	476 318	1 395 075



2.2. Répartition des microfinancements accordés par région :

- 40% de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2019 ont profité à la région du Nord-Est, contre 39 % et 41 % respectivement en 2018 et 2017.
- La région du Nord-Ouest a bénéficié de 17 % de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2019 contre 18% en 2018 et 17% en 2017.
- Les parts respectives des deux régions du Centre-Est et du Sud-Est se sont établies à 16% et 6% de la valeur totale des microcrédits

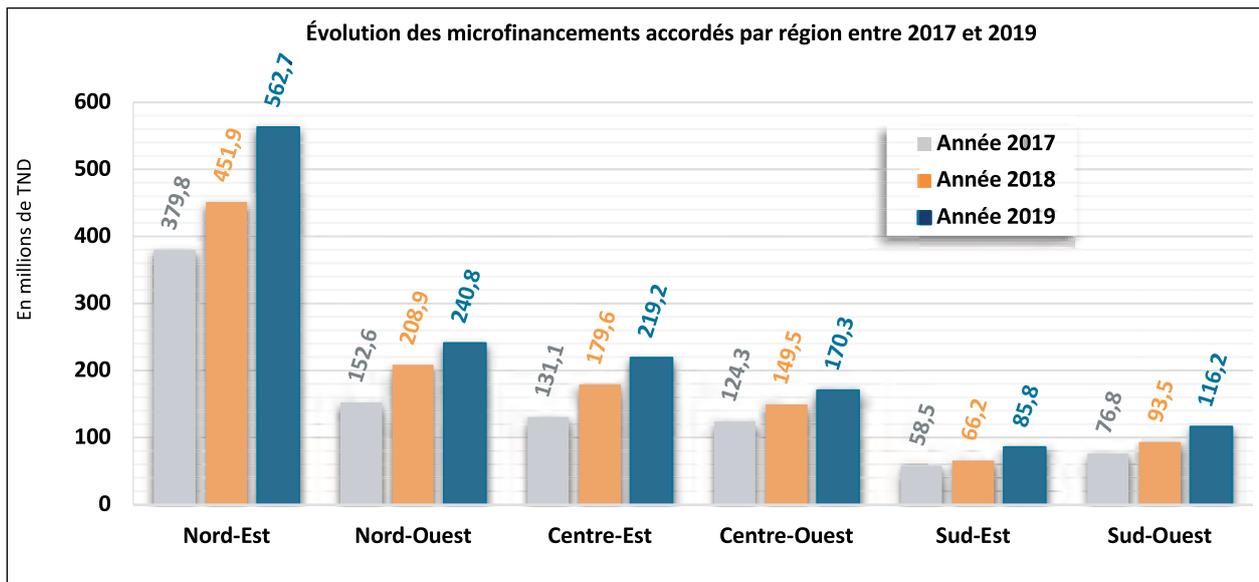
accordés en 2019 et ont conservé leurs mêmes parts de l'année précédente contre des parts respectives de 14% et de 6 % en 2017.

- Les parts respectives des deux régions du Centre-Ouest et du Sud-Ouest se sont établies à 16% et 8% de la valeur totale des microcrédits accordés en 2019 et ont conservé leurs mêmes parts de l'année précédente contre des parts respectives de 14% et de 8% en 2017.

- Les régions du Sud-Ouest et du Centre Ouest ont bénéficié respectivement de 8 % et de 12 % de la valeur totale des microcrédits accordés durant l'année 2019.

(En milliers de TND)

Région	2017				2018				2019			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	164 486	40%	379 787	41%	178 333	39%	451 912	39%	191 913	40%	562 694	40%
Nord-Ouest	68 008	16%	152 585	17%	82 710	18%	208 937	18%	81 041	17%	240 809	17%
Centre-Est	58 798	14%	131 092	14%	67 421	15%	179 610	16%	71 594	15%	219 155	16%
Centre-Ouest	57 751	14%	124 311	13%	60 230	13%	149 453	13%	60 950	13%	170 341	12%
Sud-Est	31 195	8%	58 462	6%	30 691	7%	66 159	6%	32 574	7%	85 831	6%
Sud-Ouest	32 551	8%	76 803	8%	36 486	8%	93 488	8%	38 246	8%	116 246	8%
Total	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%	476 318	100%	1 395 075	100%



2.3. Répartition des microfinancements par secteur d'activité :

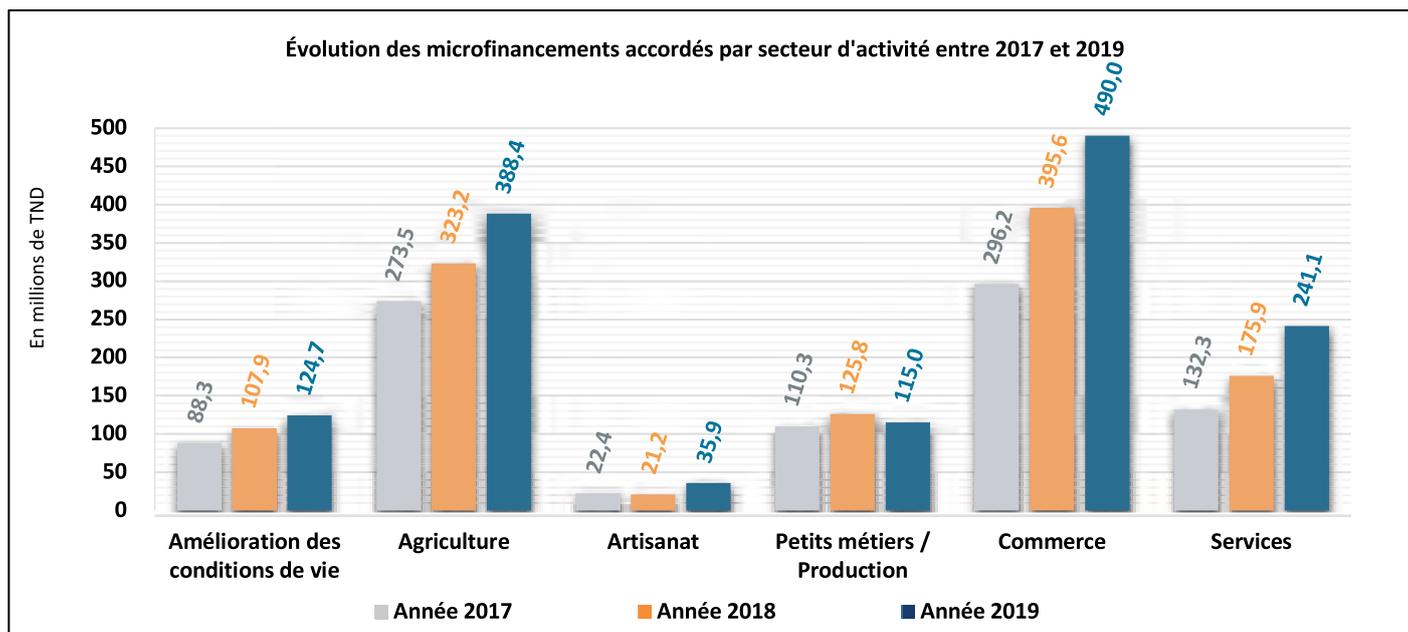
- Avec plus de 490 millions de TND, le commerce a accaparé la part prépondérante des microfinancements accordés durant l'année 2019, représentant 35% de la valeur globale des microfinancements accordés contre 34% durant l'année 2018.
- L'agriculture a bénéficié de 134 854 microfinancements avec une valeur globale

supérieure à 388,4 millions de TND, représentant 28% de la valeur globale des microfinancements accordés durant l'année 2019 et a conservé sa même part de l'année précédente.

- L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microfinancements, sa part ne représente que 3% du montant global des microfinancements accordés.

(En milliers de TND)

Secteur d'activité	2017				2018				2019			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie (ACV)	83 456	20%	88 349	10%	90 877	20%	107 877	9%	94 618	20%	124 676	9%
Agriculture	122 876	30%	273 534	30%	129 506	28%	323 157	28%	134 854	28%	388 372	28%
Artisanat	11 403	3%	22 412	2%	10 004	2%	21 201	2%	15 318	3%	35 883	3%
Production et Petits métiers	50 184	12%	110 287	12%	51 506	12%	125 787	11%	40 270	8%	114 976	8%
Commerce	106 161	26%	296 152	32%	126 678	28%	395 606	34%	135 971	29%	490 033	35%
Services	38 709	9%	132 305	14%	47 300	10%	175 931	15%	55 287	12%	241 135	17%
Total	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%	476 318	100%	1 395 075	100%



2.4. Répartition des microfinancements par genre

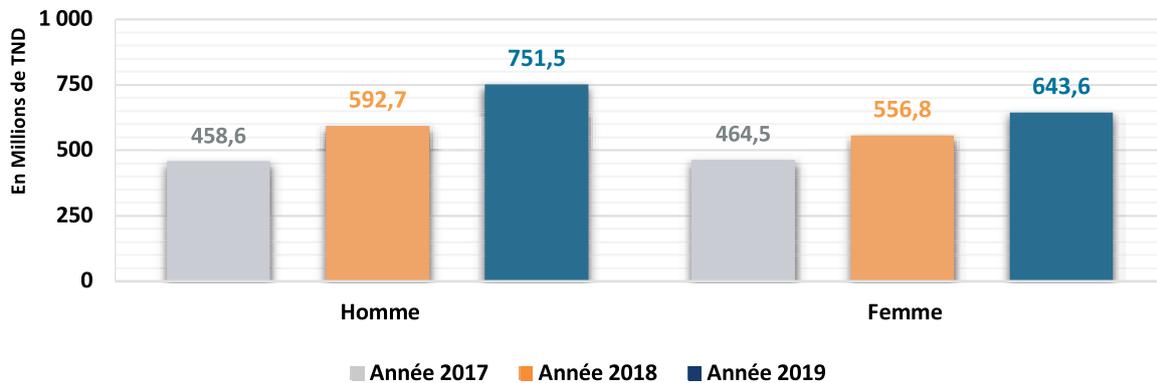
- En termes de nombre, les femmes ont bénéficié de 56% des microfinancements avec 264 903 microfinancements en 2019 contre 259 229 en 2018.
- La part des hommes dans la valeur totale des microfinancements est passée de plus de

50% en 2017 à 54% en 2019. En effet en 2019, environ 751,5 millions de TND représentant 211 415 microfinancements ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus. Par contre, les femmes ont profité de 643,6 millions de TND soit une part de 46% de la valeur globale des microfinancements accordés.

(En milliers de TND)

Genre	2017				2018				2019			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Homme	178 338	43%	458 560	50%	196 642	43%	592 741	52%	211 415	44%	751 510	54%
Femme	234 451	57%	464 480	50%	259 229	57%	556 818	48%	264 903	56%	643 565	46%
Total	412 789	100%	923 040	100%	455 871	100%	1 149 559	100%	476 318	100%	1 395 075	100%

Évolution des microfinancements décaissés par genre entre 2017 et 2019



• En outre, le microfinancement moyen des femmes a atteint 2 429 dinars en 2019 contre 2 148 dinars en 2018 enregistrant une augmentation de 13,1 % mais qui reste en

dessous de celui des hommes qui s'élève à 3 555 dinars en 2019 contre 3 014 dinars en 2018, soit une augmentation de 17,9%.

(En TND)

	2017	2018	2019
Microfinancement moyen des hommes	2 571	3 014	3 555
Microfinancement moyen des femmes	1 981	2 148	2 429
Microfinancement moyen du secteur	2 236	2 522	2 929

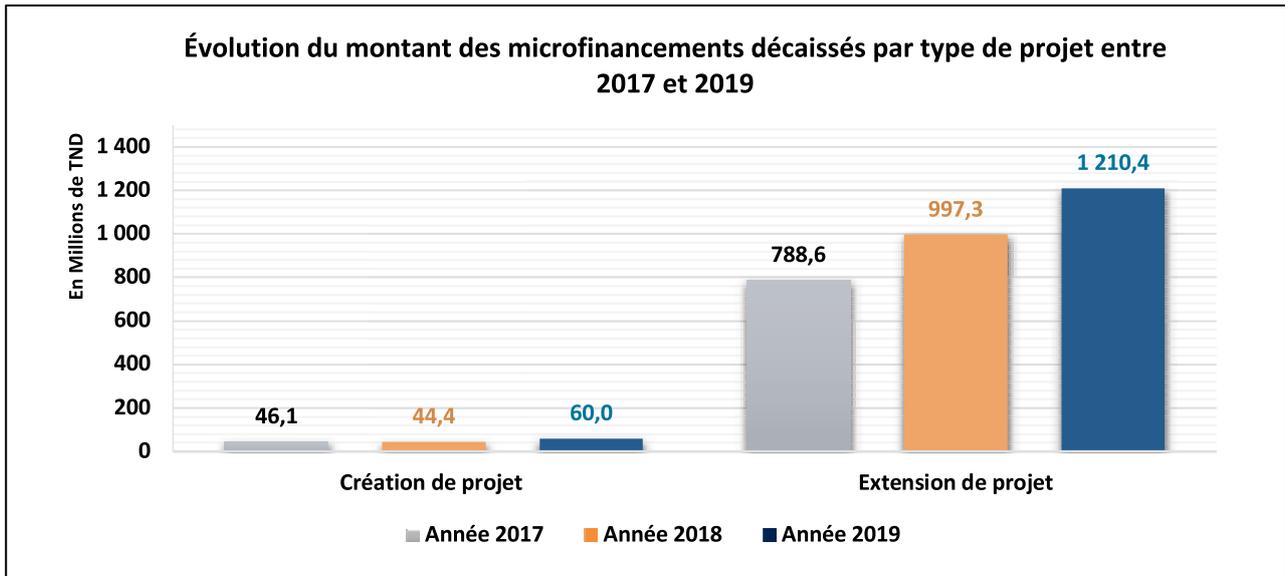
2.5. Répartition microfinancements par type de projet :

• 1210,4 millions de TND ont été alloués durant l'année 2019, aux extensions des projets soit une part de 95% de la valeur globale

des microcrédits accordés aux activités génératrices de revenus (AGR). Alors que les créations de projets n'ont profité que de 5% durant cette même période contre 4% durant l'année 2018.

(En milliers de TND)

Type de projet	2017				2018				2019			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	25 728	8%	46 111	6%	22 588	6%	44 419	4%	22 240	6%	60 001	5%
Extension de projet	303 605	92%	788 580	94%	342 406	94%	997 264	96%	359 460	94%	1 210 398	95%
Total	329 333	100%	834 690	100%	364 994	100%	1 041 683	100%	381 700	100%	1 270 399	100%



2.6. Microfinancement moyen par catégorie d'IMF :

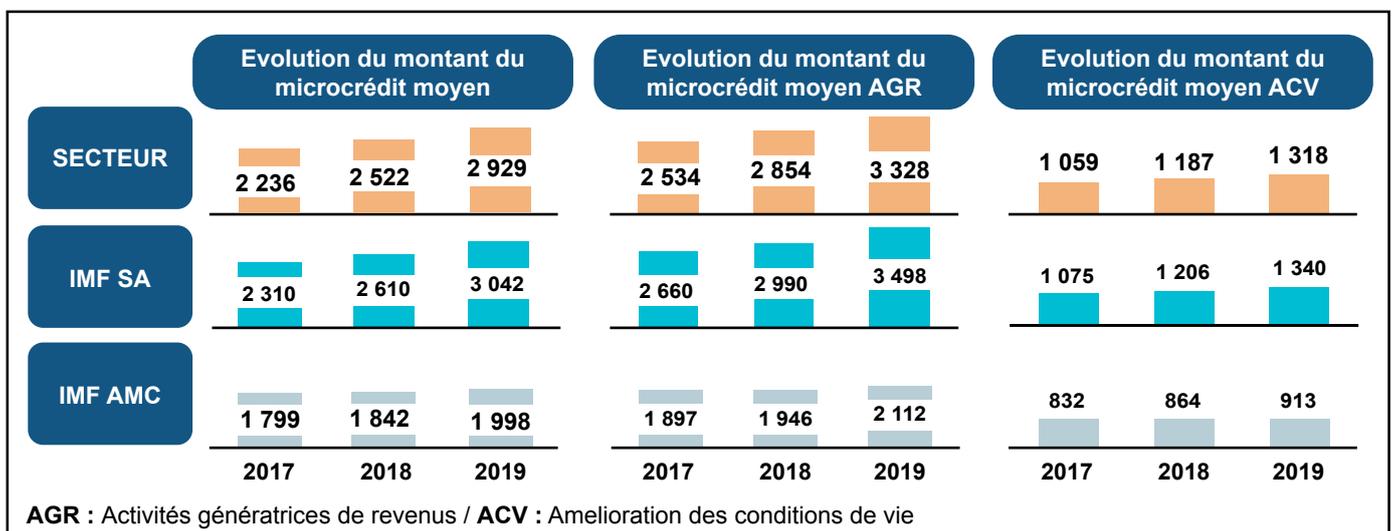
- En 2019, le montant du microfinancement moyen s'est élevé à 2 929 TND contre 2 522 TND en 2018.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant

moyen s'est établi à 3 328 TND en 2019 contre 2 854 TND une année auparavant.

- Le montant du microfinancement moyen du secteur de la microfinance est fortement déterminé par celui d'Enda Tamweel qui a la part de marché la plus importante.

(En TND)

	2017			2018			2019		
	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen
Secteur de la Microfinance	1 059	2 534	2 236	1 187	2 854	2 522	1 318	3 328	2 929
IMF SA	1 075	2 660	2 310	1 206	2 990	2 610	1 340	3 498	3 042
IMF AMC	832	1 897	1 799	864	1 946	1 842	913	2 112	1 998



2.7. Évolution de l'encours des microfinancements :

a. Encours par catégorie d'IMF

- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 809,4 millions TND au 31 décembre 2017 à 1 305,2 millions TND au 31-12-2019 enregistrant un taux d'accroissement annuel moyen durant la période (2017-2019) d'environ 27%.

- Durant la période décembre 2018 et décembre

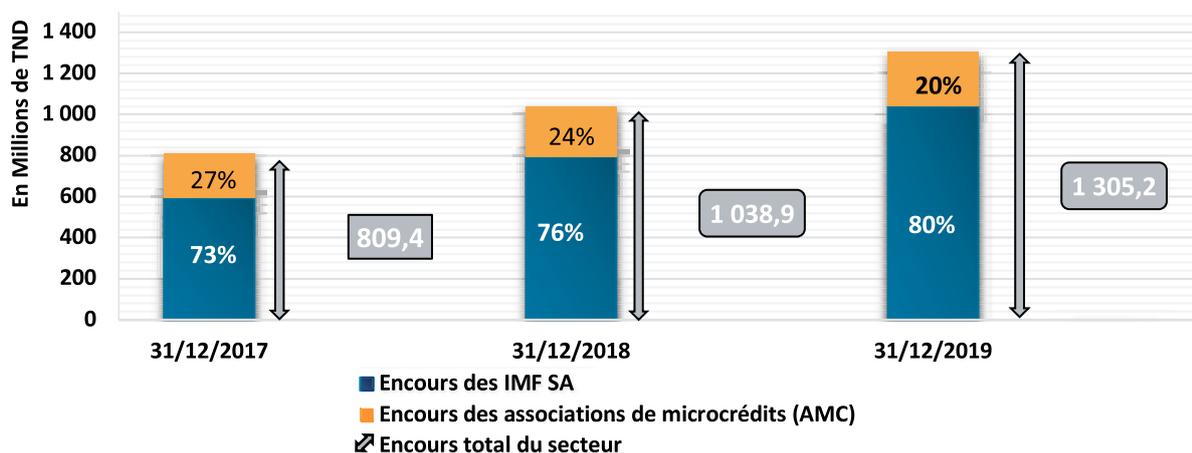
2019, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA s'est accru de 30,8% en 2018 et s'est établi à 1 038,3 millions TND contre environ 794 millions TND au terme de l'année 2018.

- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA représente 80% de l'encours total des microfinancements contre 76% une année auparavant.

(En milliers de TND)

Encours par catégorie d'IMF	Au 31/12/2017		Au 31/12/2018		Au 31/12/2019	
	Nombre des crédits actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des crédits actifs	Encours (en milliers de TND)	Nombre des crédits actifs	Encours (en milliers de TND)
IMF SA	375 104	591 413	427 480	793 985	459 549	1 038 276
Associations de microcrédits (AMC)	ND	217 970 ²	ND	244 883	ND	266 946
Encours total du secteur	-	809 383	-	1 038 868	-	1 305 222

Évolution du montant de l'encours du secteur de 2017 à 2019



b. Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA

- Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une augmentation

importante de 21,1 % entre la fin de l'année 2018 et celle de 2019 en passant de 1 954 TND à 2 365 TND.

- L'encours moyen par client actif sans

² L'encours des AMC au 31-12-2017 tient compte de l'abandon du deuxième lot des microcrédits agricoles qui s'élève à 20 527 mille de TND en 2017 conformément à l'arrêté de la ministre des finances et du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche du 27 octobre 2016

doublons s'est élevé à 2 456 TND.

- Le montant de l'encours moyen par crédit actif a enregistré une augmentation importante

de 21,6 % en passant de 1 857 TND en 2018 à 2 259 TND en 2019.

(En milliers de TND)

	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019
Encours du portefeuille des IMF SA (en milliers de dinars)	591 413	793 985	276 038 1
Nombre des clients actifs (Avec doublons)	357 987	406 423	438 955
Nombre des clients actifs des IMF SA (sans doublons)	349 409	393 730	422 737
Nombre des crédits actifs	375 104	427 480	459 549
Encours moyen par client actif sans doublons (en dinars)	1 693	2 017	2 456
Encours moyen par client actif avec doublons (en dinars)	1 652	1 954	2 365
Encours moyen par crédit actif (en dinars)	1 577	1 857	2 259

2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA

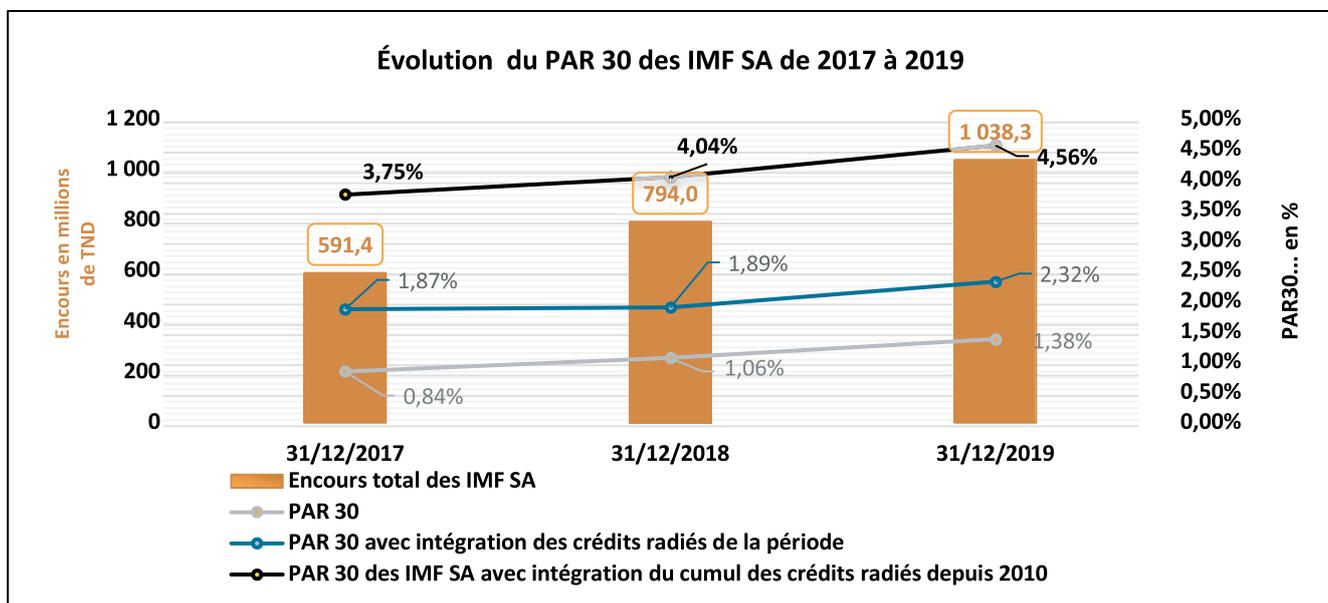
a. Période (2017-2019)

- Le PAR 30 en dinars TND avec intégration des créances radiées de l'année des IMF SA est passé de 15,2 millions de dinars TND au 31 décembre 2018 à 24,3 millions de dinars TND au 31-12-2019, soit une augmentation de 60,5 %. Cette augmentation est due principalement à la croissance du portefeuille de crédit des IMF SA qui s'est accru de 30,8 % entre 2018 et 2019.
- Le PAR 30 en dinars TND (sans intégration des crédits radiés) des IMF SA est passé de 8,4 millions de dinars TND au 31 décembre 2018 à

14,3 millions de dinars TND au 31-12-2019, soit une augmentation de 69,3%.

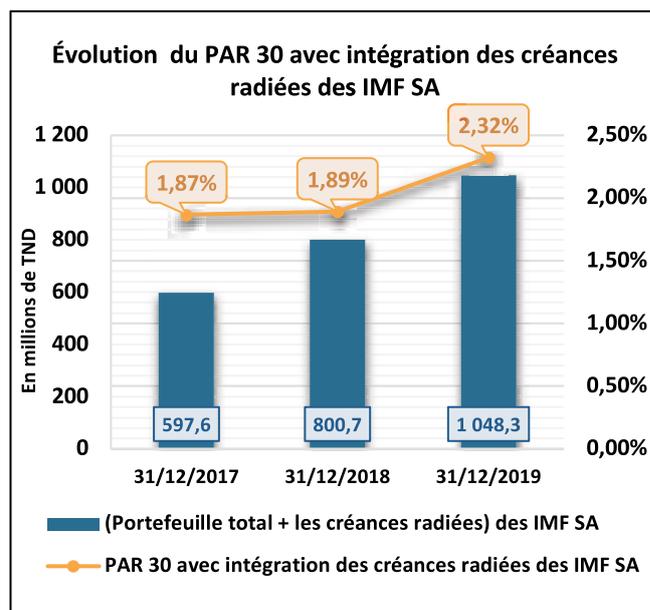
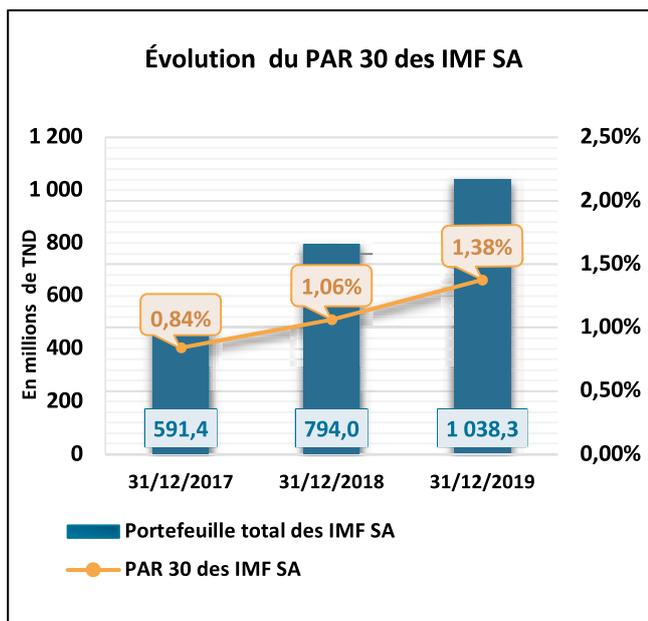
- Le PAR 30 en pourcentage (%) (sans intégration des crédits radiés) des IMF SA s'est établi à 1,38 % en 2019 contre 1,06 % en 2018.
- Le PAR 30 en pourcentage (%), avec intégration des crédits radiés de l'année est passé de 1,89 % à fin 2018 à 2,32 % à fin 2019.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) des IMF SA, avec intégration des crédits radiés depuis 2010, s'est établi à 4,56 % au 31-12-2019 contre 4,04 % au 31-12-2018.

Calcul du portefeuille à risque 30 jours des IMF SA	Portefeuille Total (en milliers de TND)	PAR 30		PAR 30 avec intégration des créances radiées de la période		PAR 30 des IMF SA avec intégration du cumul des créances radiées depuis 2010	
		Montant (Milliers de TND)	%	Montant (Milliers de TND)	%	Montant (Milliers de TND)	%
31/12/2017	591 413	4 976	0,84%	11 164	1,87%	22 870	3,75%
31/12/2018	793 985	8 444	1,06%	15 166	1,89%	33 060	4,04%
31/12/2019	1 038 276	14 294	1,38%	24 349	2,32%	48 966	4,56%



(En milliers de TND)

IMF SA	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
PAR 30	4 976	8 444	14 294
Portefeuille	591 413	793 985	276 038 1
PAR 30 (en %)	0,84%	1,06%	1,38%
Crédits rééchelonnés	287	1 751	1 731
Crédits réaménagés	419	177	355
Crédits consolidés	17	11	0
Crédits radiés	6 188	6 723	056 10
Portefeuille + les crédits radiés	597 601	800 713	332 048 1
PAR 30 avec intégration des crédits radiés	11 164	15 166	24 349
PAR 30 avec intégration des crédits radiés (en %)	1,87%	1,89%	2,32%

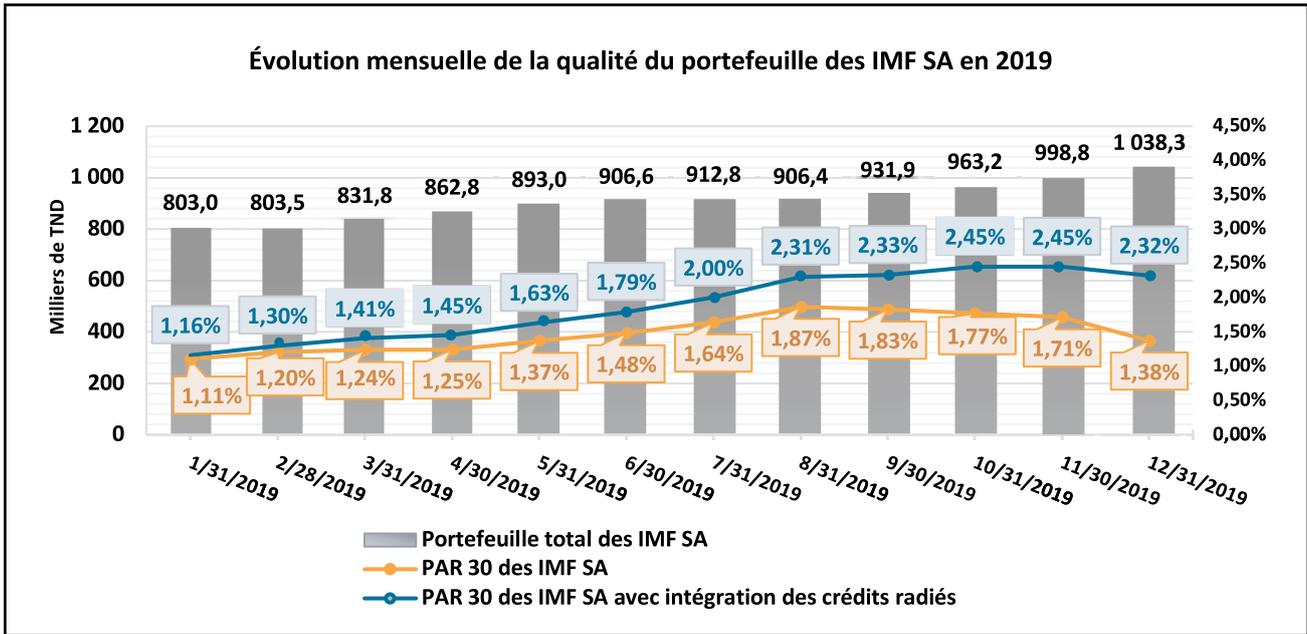


b. Durant l'année 2019

- Durant 2019, le PAR 30 avec intégration des créances radiées a enregistré une

augmentation entre janvier et décembre en passant de 1,16 % à 2,32 %.

Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (en milliers de TND)	PAR 30 des IMF SA		PAR 30 des IMF SA avec intégration des crédits radiés	
		Montant	%	Montant	%
31/01/2019	802 958	8 883	1,11%	9 326	1,16%
28/02/2019	803 477	9 669	1,20%	10 472	1,30%
31/03/2019	831 771	10 297	1,24%	11 715	1,41%
30/04/2019	862 833	10 750	1,25%	12 567	1,45%
31/05/2019	892 968	12 238	1,37%	14 627	1,63%
30/06/2019	906 641	13 439	1,48%	16 306	1,79%
31/07/2019	912 754	14 971	1,64%	18 343	2,00%
31/08/2019	906 365	16 918	1,87%	21 004	2,31%
30/09/2019	931 881	17 027	1,83%	21 821	2,33%
31/10/2019	963 175	17 060	1,77%	23 786	2,45%
30/11/2019	998 820	17 116	1,71%	24 648	2,45%
31/12/2019	1 038 276	14 294	1,38%	24 349	2,32%

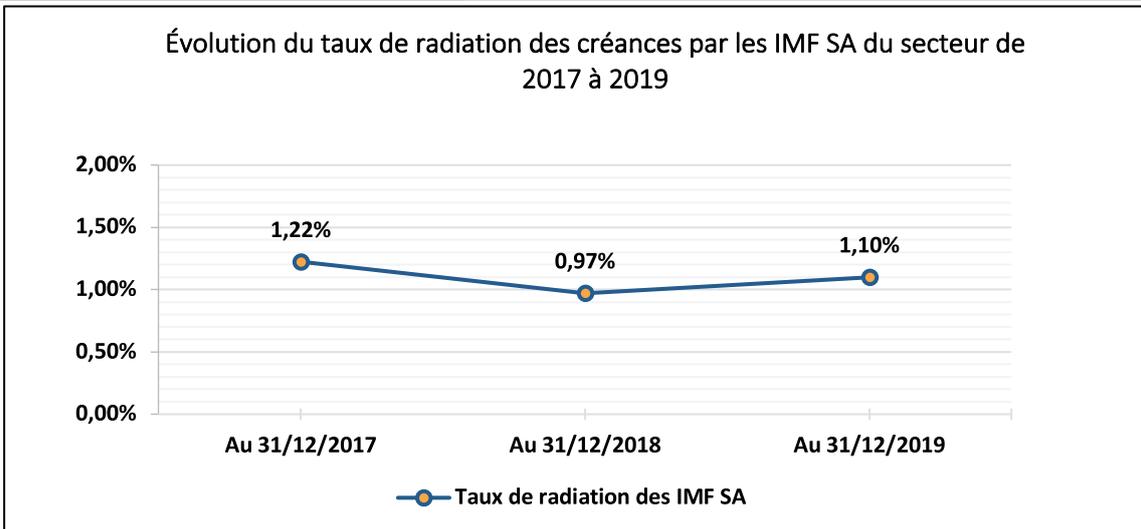


2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période (2017- 2019) :

- Le taux des créances radiées des IMF

SA s'est établi en fin de 2019 à 1,10% de leur portefeuille brut moyen contre 0,97% une année auparavant

Taux de radiation	Au 31/12/2017	Au 31/12/2018	Au 31/12/2019
IMF SA	1,22%	0,97%	1,10%



2.10. Données financières sur les IMF SA :

a. Données bilanciellles et données de l'état du résultat

- Le total des actifs des IMF SA s'est établi à fin 2019 à **1162,7 millions de TND** contre

880,5 millions de TND une année auparavant enregistrant une augmentation de **32,05%**.

- Les capitaux propres des IMF SA ont atteint **263,7 millions de TND** au 31-12-2019 contre environ **217,6 millions de TND** au 31-12-2018

soit une augmentation de **21,19 %**. Une telle augmentation est imputable principalement

- À l'augmentation du capital social d'Advans Tunisie et de CFE respectivement d'une valeur de 6 millions de TND et de 3,725 millions de TND, et à l'entrée en production d'une nouvelle IMF « El Amel de Microfinance » avec un capital social de 3 millions de TND.
- À l'amélioration du total des résultats reportés et du résultat de l'exercice des IMF SA enregistrant respectivement une augmentation de 172,9 % et 128,6 % entre fin 2018 et fin 2019

- Les Passifs des IMF SA sont passés d'environ **663 millions de TND** à fin 2018 à **899 millions de TND** au 31-12-2019 enregistrant ainsi, une augmentation de **35,61 %**

- Le total des produits d'exploitation de la microfinance des IMF SA s'est élevé à fin 2019 à **275,1 millions de TND** contre **197,9 millions de TND** une année auparavant.

- Le produit net des activités microfinance est passé de **98,2 millions de TND** à fin 2017 à **143,8 millions de TND** et à **196,7 millions de TND** respectivement au terme de l'année 2018 et 2019.

- Le résultat d'exploitation des IMF SA s'est établi à fin 2019 à **56,3 millions de TND** et se compose principalement d'une somme de résultats d'exploitation bénéficiaires d'Enda Tamweel ,de Baobab Tunisie, d'Advans Tunisie et de Taysir Microfinance d'environ **61,5 millions de TND** (**49,9 millions de TND** pour Enda

Tamweel, **6,8 millions de TND** pour Baobab Tunisie , **2,3 millions de TND** pour Advans Tunisie et **2,5 millions de TND** pour Taysir microfinance) et d'une somme des résultats d'exploitation déficitaires des trois autres IMF SA, d'une valeur de **-5,2 millions de TND**.

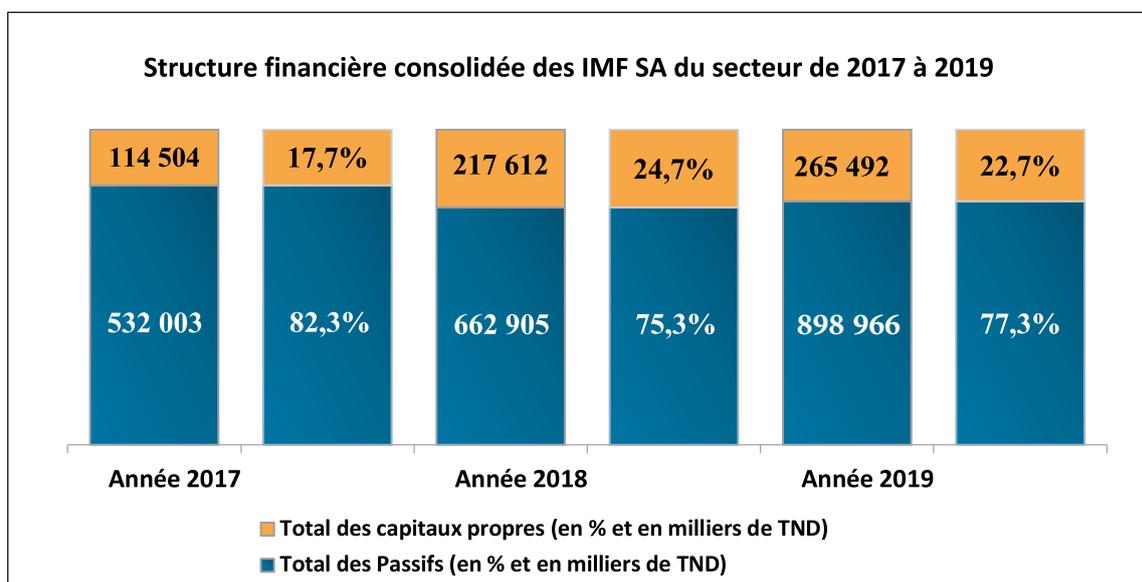
- Le résultat net des IMF SA s'est élevé au 31-12-2019 à **37,8 millions de TND** contre **16,5 millions de TND** au 31-12-2018. Une telle amélioration du résultat de l'exercice consolidé de toutes les IMF SA est imputable :

- À l'augmentation du résultat d'exercice d'Enda Tamweel qui est passé de **17,9 millions de TND** au terme de l'année 2018 à environ **33,9 millions de TND** à fin 2019, à l'amélioration du résultat de Baobab Tunisie qui s'est établi à environ **4,9 millions de TND** à fin 2019 contre **4,3 millions de TND** une année auparavant, à la réalisation par Advans Tunisie et pour la deuxième année de suite, d'un résultat bénéficiaire de **1,7 mille de TND** au terme de l'année 2019 contre **362,7 mille de TND** en 2018 et à l'enregistrement par Taysir microfinance et pour la deuxième année également d'un résultat bénéficiaire de **2,5 millions de TND** au terme de l'année 2019 contre **300,2 mille de TND** à fin 2018.

- Aux résultats d'exercice déficitaires des autres IMF SA dont la somme s'est établie au 31-12-2019 à **-5,2 millions de TND** contre **-6,3 millions TND** au 31-12-2018.

(En TND)

Données consolidées des IMF SA	Total			Taux de croissance	
	2017	2018 ³	2019	$\frac{2018}{2017}$	$\frac{2019}{2018}$
Total des Actifs	646 507 187	880 517 421	1 162 697 107	36,20%	32,05%
Total des Passifs	532 003 547	662 905 287	898 965 834	24,61%	35,61%
<i>Emprunts et ressources spéciales</i>	486 443 270	588 048 195	792 576 132	20,89%	34,78%
<i>Concours bancaires</i>	4 841 268	4 612 255	9 726 979	4,73%	110,89%
Total des capitaux propres	114 503 639	217 612 133	263 731 273	90,05%	21,19%
Total des produits d'exploitation Microfinance	138 031 450	197 949 603	275 103 465	43,41%	38,98%
Total des charges d'exploitation Microfinance	39 859 758	54 104 959	78 443 456	35,74%	44,98%
Produit net des activités microfinance	98 171 694	143 844 644	196 660 009	46,52%	36,72%
Résultat d'exploitation	8 028 386	27 096 007	56 317 870	237,50%	107,85%
Résultat de l'exercice	4 756 528	16 531 002	37 784 549	247,54%	128,57%



b. Indicateurs financiers des IMF SA

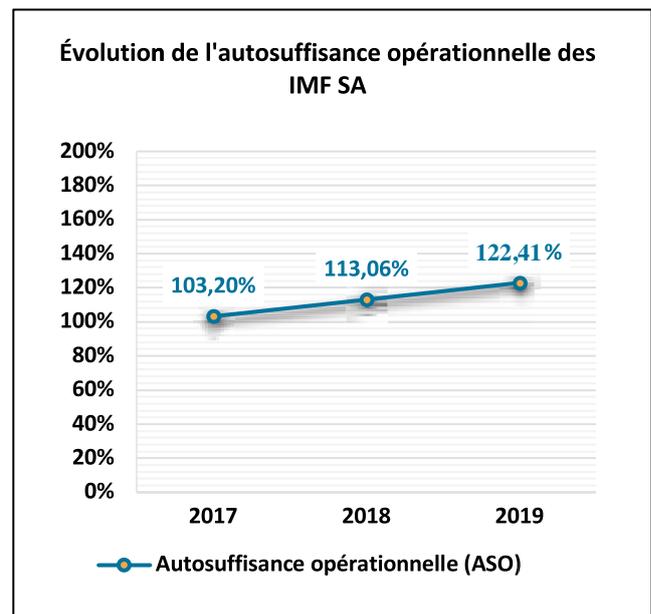
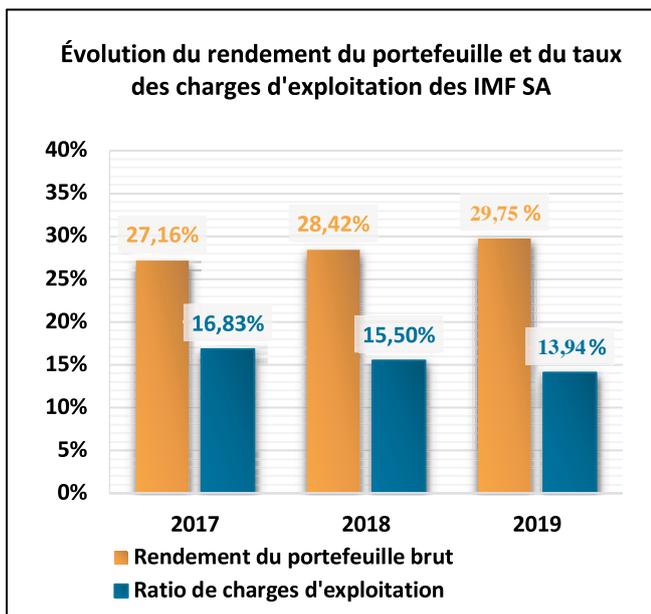
- Au 31/12/2019, le ratio de rentabilité des actifs s'est élevé à 3,7% % contre 2,17 % à fin 2018.
- Au 31/12/2019, le ratio de rentabilité des fonds propres s'est établi à 15,7 % contre 9,95 % à fin 2018.

- Au 31/12/2019, le ratio autosuffisance opérationnelle (ASO) s'est établi à 122,41% contre 113,06% à fin 2018.

³ Données après audit des comptes de l'exercice clos au 31-12-2018

⁴ Données provisoires au 31-12-2019 avant audit des comptes

Indicateurs financiers des IMF SA	Année		
	2017	2018	2019
Rendement des Fonds Propres (ROE)	4,72%	9,95%	15,70%
Rendement des Actifs (ROA)	0,84%	2,17%	3,70%
Autosuffisance Opérationnelle (ASO)	103,20%	113,06%	122,41%
Ratio des Charges d'exploitation	16,83%	15,50%	13,94%
Rendement du portefeuille brut	27,16%	28,42%	29,75%

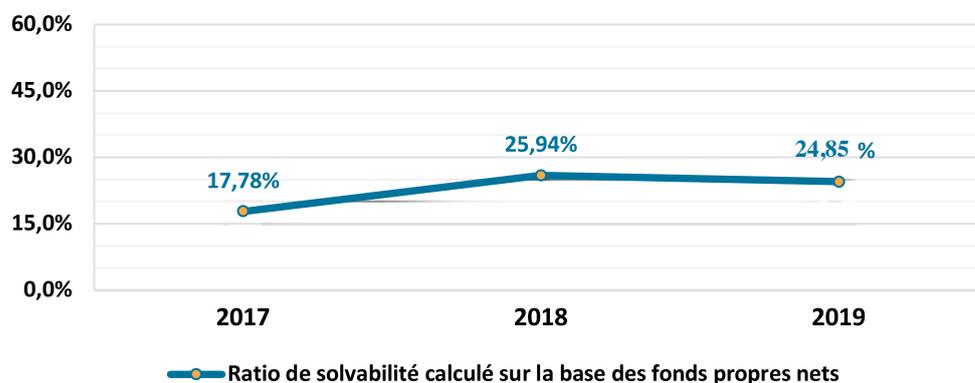


c. Ratio de solvabilité des IMF SA

- Le ratio de solvabilité des IMF SA est passé de 25,94 % en 2018 à 24,85 % en 2019.

IMF SA	Année		
	2017	2018	2019
Fonds propres nets	111 672 528	216 940 081	267 826 943
Actifs pondérés en fonction des risques	628 207 159	836 297 370	1 077 830 850
Ratio de solvabilité (%)	17,78%	25,94%	24,85 %

Evolution du ratio de solvabilité calculé sur la base des fonds propres nets des IMF SA



2.11. Données non financières sur les IMF-SA

- Le nombre des agences des IMF SA s'est établi au terme de l'année 2019 à 170 contre 151 agences une année auparavant.
- Environ 56% des agences des IMF SA relèvent du réseau d'Enda Tamweel
- Le nombre moyen des clients actifs par agence d'une IMF SA s'est élevé en 2019 à 2582 contre 2864 et 2692 clients respectivement aux termes des années 2017 et 2018.
- L'effectif total des IMF SA a enregistré un taux d'accroissement moyen de 14,2 % durant

la période (2017-2019) en passant de 2440 à fin 2017 à 3184 à fin 2019 dont 58% sont des employés d'Enda Tamweel.

- Le nombre total des agents de crédit des IMF SA s'est accru en une seule année de 12,6 % en s'établissant à 1747 à fin 2019 contre 1552 agents une année auparavant.

	Année		
	2017	2018	2019
Nombre d'agences des IMF SA	125	151	170
Nombre des clients actifs des IMF SA (Avec doublons)	357 987	406 423	438 955
Nombre moyen des clients actifs par agence	2 864	2 692	2 582
Effectif total des IMF SA	2 440	2771	3 184
Nombre total des agents de crédit des IMF SA	1352	1552	1 747

CHAPITRE 3

2019

III- Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie

1- Lancement du projet de restructuration des associations de microcrédits :

Un projet de restructuration des associations de microcrédits a été lancé dans le cadre de la mise en place de la stratégie nationale de l'inclusion financière (2018-2022) et en application de la décision du conseil ministériel du 25 juin 2018 relative à la restructuration des associations de microcrédits, qui vise à regrouper les associations de microcrédits d'un même gouvernorat en une seule IMF sous forme associative bien structurée et dotée d'un système de gouvernance efficace lui permettant de s'adonner au mieux à son intervention et dotée des moyens humains et matériels nécessaires lui assurant sa pérennité .

Au cours de l'année 2019, la Banque Tunisienne de Solidarité a entamé le programme de restructuration par la conclusion d'un contrat avec un cabinet d'expertise, qui été désigné pour accompagner l'opération de restructuration des associations situées dans les régions du Grand Tunis, du Nord Ouest et du Centre Est du pays. La restructuration des autres associations relevant des autres gouvernorats démarrera en 2020.

Le suivi de ce programme est assuré par un comité de pilotage constitué du ministère des Finances, la BTS, le ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance et Association professionnelle des Institutions de Microfinance.

2- Vers l'adoption d'une nouvelle loi sur l'Inclusion Financière

Un projet de loi sur l'inclusion financière a été adopté par le conseil des ministres du 27 septembre 2019, entrant dans le cadre de l'engagement de la Tunisie au plan de Développement Durable des Nations Unis (2015-2030) ainsi que son adhésion depuis 2013 dans le réseau mondial « l'Alliance pour l'Inclusion Financière » et dans le cadre de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (2018-2020).

Ce projet de loi déjà adressé à l'Assemblée des Représentants du Peuple, a pour objectif notamment le développement du cadre juridique et institutionnel à la faveur d'une meilleure inclusion financière et permettant aux personnes exclues du secteur financier classique, les microentreprises et les petites entreprises d'accéder au financement à travers la mise en œuvre de six (6) mesures stratégiques :

1- Le développement de l'accès à l'utilisation des produits et services financiers via l'élargissement du champ d'intervention des institutions de microfinance aux personnes morales, à l'activité d'intermédiation dans le domaine de l'assurance, et à l'activité d'intermédiation bancaire.

2- La promotion de la finance digitale et le paiement mobile.

3- Le développement de la micro-assurance.

4- Le renforcement de l'éducation financière et la protection de la Clientèle des services financiers.

5- Le renforcement du rôle des autorités de supervision à travers notamment le renforcement du rôle de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, en lui permettant l'accès aux données de la BCT afin de contrôler

l'endettement croisé des clients de la microfinance, protéger les utilisateurs des services de la microfinance et s'assurer de leur solvabilité.

6- La création d'un conseil national de paiements auprès de la BCT.

7- La création d'un conseil national pour l'inclusion financière.



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

ANNEXES

2019

2019

OBJET :
RAPPORT GENERAL SUR LES
COMPTES ARRETES AU
31 DECEMBRE 2019

Messieurs, Mesdames les membres du Conseil
d'administration de l'Autorité de Contrôle de la
Microfinance (ACM)

Rue Mohktar Attia- Immeuble STB -Tunis

Tunis, le 9 Mars 2020

I- RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS

1. Opinion

En exécution du mandat de révision des comptes que vous avez bien voulu nous confier, nous avons effectué l'audit des états financiers de l'ACM, comprenant le bilan au 31 décembre 2019, l'état du résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font apparaître un total bilan de **1 117 109 DT**, et un bénéfice net de **112 699 DT**.

À notre avis, les états financiers ci-joints sont sincères et réguliers et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ACM au 31 décembre 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Système Comptable des Entreprises.

2. Fondement de l'opinion :

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'ACM conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA¹) ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Paragraphe d'observation

Les revenus de l'ACM devraient comporter légalement une contribution des Associations de microfinance. Cette contribution est évaluée par référence aux états financiers de chaque association. Les revenus enregistrés en comptabilité et portés aux états financiers de l'ACM n'incluent pas ce montant, et ce faute de la base d'évaluation.

Nous ne pouvant pas estimer l'impact de cette situation sur l'actif, le résultat (revenus), et la situation des capitaux propres.

¹ International Ethics Standards Board for Accountants

4. Responsabilités de la direction pour les états financiers :

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

5. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie

significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites

par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

1. Système de contrôle interne

Nous avons procédé aux investigations nécessaires en vue d'apprécier notamment

les procédures administratives, financières et comptables en vigueur au sein de l'ACM, et les modalités d'établissements des budgets, pour s'assurer de la fiabilité du système de contrôle interne de l'ACM. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que sa fiabilité incombe à la direction.

Nos remarques, observations et conclusions relatives au contrôle interne et aux procédures ont été consignées dans un rapport distinct adressé au conseil d'administration de votre entité.

2. Rapport du conseil d'administration :

La responsabilité du rapport du conseil d'administration incombe à la direction, et notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport du conseil d'administration. Notre responsabilité consiste à confirmer les informations données par le conseil d'administration et de les compléter si nous le jugeons nécessaire et de vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de l'ACM dans le rapport du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à examiner le rapport du conseil d'administration et son contenu, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquises au cours de l'audit, ou encore si le rapport du conseil d'administration semble autrement

comporter une anomalie ou information manquante significative ou rendue obligatoire par les textes en vigueur.

Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du conseil d'administration, nous sommes tenus de signaler ce fait et de compléter les informations manquantes.

**P / CEGAUDIT
LOTFI HAMMI**



**OBJET :
RAPPORT SPECIAL**

**Messieurs, Mesdames les membres du Conseil
d'administration de l'Autorité de Contrôle de la
Microfinance (ACM)**

Rue Mokhtar Attia - Immeuble STB - tunis

Tunis le, 09 mars 2020

Messieurs,

En exécution de la mission de révision légale des comptes annuels de l'ACM qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous reportons ci-dessous les éventuelles conventions et opérations conclues avec les membres du conseil d'administration.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de

rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer sur la base des informations qui nous ont été communiquées et celle obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

**I. CONVENTIONS AVEC LES MEMBRES
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**1- Convention avec la Banque Centrale de
Tunisie**

L'ACM a conclu le 13/05/2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles

de réaliser ses missions.

Selon ce protocole d'accord, toutes les prestations fournies par la Banque Centrale de Tunisie sont fournies gratuitement, toutefois, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties
- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des Risques de la Microfinance avec les institutions de microfinance.

2- Jetons de présence

Les jetons de présence servis par référence à l'arrêté du ministère des finances en date du 16 juin 2016 se sont élevés à 25 800 DT.

II. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération du Directeur Général a été fixée par l'arrêté du président du gouvernement du 9 mars 2016 et se compose des éléments suivants :

1- Éléments du salaire:

Élément	Montant
Salaire de base	900 DT
Prime de logement	200 DT
Prime de responsabilité	3 795 DT

2- Avantages en nature

Par ailleurs, le directeur Général bénéficie de :

- Un quota de carburant fixé à 500 litre par mois ;

- Recharge téléphonique pour 120 dinars par trimestre ; et

- Une voiture de fonction

Les obligations et engagements de l'ACM envers son Directeur Général, tel qu'ils ressortent des états financiers pour l'exercice clos le 31/12/2019 se présentent comme suit :

Éléments	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2019
Salaire	58 973	0
Avantages en nature	13 572	***
Total	72 745	0

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas relevé l'existence d'autres conventions ou opérations spécifiques.

P/CEGAUDIT
 LOTFI HAMMI



BILAN

DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2019

(Chiffres exprimés en dinars)

ACTIFS	NOTE	31 Décembre 2019	31 Décembre 2018
Actifs non courants			
<i>Actifs immobilisés</i>			
Immobilisations incorporelles		1 085 158	1 004 968
Moins : amortissements		-944 301	-878 143
Immobilisations incorporelles	4.1.1	140 857	126 825
Immobilisations corporelles		401 090	379 193
Moins : amortissements		-340 391	-286 571
Immobilisations corporelles	4.1.1	60 698	92 622
Immobilisations financières		0	20
Moins : amortissements immobilisations financières		0	0
Immobilisations financières		0	20
Total des actifs immobilisés		201 555	219 467
Autres Actifs Non Courant	4.1.2	14 801	0
Total des actifs non courants		216 356	219 467
Actifs courants			
Clients et compte rattachés		0	0
Divers actifs courants		15 523	26 108
Moins : provisions		0	0
Autres actifs courants	4.1.3	15 523	26 108
Placements et autres actifs financiers	4.1.4	650 000	710 000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.5	235 230	3 904
Total des actifs courants		900 753	740 012
TOTAL DES ACTIFS		1 117 109	959 479

BILAN
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2019
(Chiffres exprimés en dinars)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	NOTE	31 Décembre 2019	31 Décembre 2018
Capitaux propres			
Fond de dotation		0	0
Subventions d'investissement nettes		213 788	170 484
Résultats reportés		502 823	529 777
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		716 611	700 261
Résultat de l'exercice		112 699	-26 954
Total des capitaux propres avant affectation	4.1.6	829 310	673 307
Passifs			
Passifs non courants			
Autres passifs financiers			
Provisions pour risques et charges	4.1.7	24 644	0
Total des passifs non courants		24 644	0
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.8	16 365	0
Autres passifs courants	4.1.9	246 790	286 172
Concours bancaires et autres passifs financiers		0	0
Total des passifs courants		263 155	286 172
Total des passifs		287 799	286 172
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		1 117 109	959 479

ETAT DE RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 (Chiffres exprimés en dinars)

	NOTE	31 Décembre 2019	31 Décembre 2018
Produits d'exploitation			
Contributions IMF	4.2.1	1 189 755	949 682
Subventions d'exploitation	4.2.2	90 140	26 357
Autres produits d'exploitation	4.2.3	80 984	237 004
Total des produits d'exploitation		1 360 879	1 213 043
Charges d'exploitation			
Achats divers consommés	4.2.4	38 572	45 639
Charge du personnel	4.2.5	884 207	724 643
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.6	127 379	295 967
Autres charges d'exploitation	4.2.7	267 741	220 537
Total des charges d'exploitation		1 317 899	1 286 787
Résultat d'exploitation		42 980	-73 744
Charges financières nettes		0	0
Produits des placements	4.2.8	69 718	46 771
Autres gains ordinaires		1	19
Autres pertes ordinaires		0	0
Résultat des activités ordinaires avant impôt		112 699	-26 954
Impôt sur les bénéfices		0	0
Résultat des activités ordinaires après impôt		112 699	-26 954
Eléments extraordinaires (Gains/pertes)		0	0
Résultat net de l'exercice		112 699	-26 954
Effets des modifications comptables		0	0
Résultats après modifications comptables		112 699	-26 954

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 (Chiffres exprimés en dinars)

(Méthode autorisée)

	NOTE	31 Décembre 2019	31 Décembre 2018
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Résultat net de l'exercice		112 699	-26 954
<i>Ajustement pour :</i>			
- Amortissements et provisions	4.3.1	152 023	295 967
- Quote part des subventions d'investissement inscrites au résultat		-80 984	-237 004
<i>Variation des :</i>			
- créances		0	0
- autres actifs		70 605	-176 703
- fournisseurs et autres dettes		-23 017	143 890
- Autres Passifs Courants			
Plus ou moins values de cession		0	0
Transfert de charges		0	0
Flux de trésorerie affectés à l'exploitation		231 326	-804
Flux de trésorerie liés à l'investissement			
Décaissements provenant d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	-29 267
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0	0
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières		0	0
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières		0	0
Décaissements provenant d'acquisition d'autres actifs non courants		0	0
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements		0	-29 267
Flux de trésorerie liés au financement			
Subvention d'investissement		0	29 267
Remboursement d'emprunts		0	0
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		0	29 267
Variation de trésorerie		231 326	-804
Trésorerie au début de l'exercice		3 904	4 708
T trésorerie à la clôture de l'exercice		235 230	3 904

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

NOTE 1 - PRESENTATION DE L'ACM

« L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012- 2128 du 28 septembre 2012.

L'ACM est chargée :

- D'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- D'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,
- De contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- De désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,
- De prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,
- De prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance et de ses textes d'application, payables au profit

du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,

- De proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions,
- De mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,
- D'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

NOTE 2 - RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de

trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens (DINARS).

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

NOTE 3 - LES BASES DE MESURE ET METHODES COMPTABLES PERTINENTES

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

3-1- Les subventions d'investissement

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ ». Celles-ci sont évaluées selon la valeur des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

3-2- Les subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente

à une année devra être imputé sur le budget de ou des année (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre (1) les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et (2) le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

3-3- Valeurs Immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

Catégories d'immobilisations	Taux d'amortissement
Site Web	33%
Licences	33%
Logiciels	33%
Centrale des risques	33%
Matériel de transport	20%
Equipements de bureau	10% et 20%
Equipements de cuisine	20%
Matériels informatique	33%

3-4- Les charges à répartir

Les charges à répartir sont les charges engagées au cours d'un exercice, dans le cadre d'opérations spécifiques, ayant une rentabilité globale démontrée et dont la réalisation est attendue au cours des exercices ultérieurs.

Les charges à répartir sont portés à l'actif du bilan en autres actifs non courants dans la mesure où il est établi qu'elles ont un impact bénéfique sur les résultats futurs et qu'il est probable que les activités futures permettront de récupérer les montants engagés. Ils sont résorbés sur une durée maximale de trois ans, à partir de l'exercice de leur constatation.

3-5- Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Une provision pour avantages du personnel est comptabilisée par l'ACM pour faire face aux engagements correspondants à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés relatifs aux indemnités conventionnelles (six mensualités) auxquelles ils seront en mesure de prétendre lors de leur départ en retraite.

Elle résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la Norme Comptable

Internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

3-6- Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre de la Direction Générale des Etudes et Législation Fiscale (DGELF) en date du 08/01/2013 qui précise que :

- **En matière d'impôts sur les bénéfices :**

L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS. Cependant, elle applique la retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

- **En matière de TVA :** Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique la retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA

NOTE 4 - NOTES SUR LE BILAN, L'ETAT DE RESULTAT ET L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

4.1- Notes sur le bilan

4.1.1- Immobilisations corporelles et incorporelles

Désignation	Valeurs Brutes 31/12/2018	Acquisitions 2019	Reprise/Reclassement 2019	Valeurs Brutes 31/12/2019	Amortis. 31/12/2018	Dotations 2019	Reprise. Amort antérieurs	Amortis. 31/12/2019	VCN 31/12/2019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
213000 Logiciels	3 762			3 762	2 530	761		3 291	471
213001 Site Web	35 575			35 575	17 450	6 042		23 492	12 083
213002 Licence	10 134	3 750		13 884	10 134	116		10 250	3 634
213100 Centrale des risques	940 605			940 605	833 137	59 239		892 376	48 229
213200 Logiciel GIZ 2	14 893			14 893	14 893	0		14 893	0
231000 Immobilisations en cours	0	76 440		76 440	0	0		0	76 440
Total des immobilisations incorporelles	1 004 968	80 190	0	1 085 158	878 143	66 158	0	944 301	140 857
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
224000 Matériel de transport	94 460			94 460	91 930	2 530		94 460	0
224100 Matériel de transport GIZ	52 546			52 546	34 637	10 509		45 146	7 400
228200 Equipement de bureau	25 869			25 869	12 126	2 587		14 713	11 156
228210 Equipement de bureau GIZ	28 700			28 700	14 872	2 870		17 742	10 958
228220 Equipement de cuisine	92			92	92	0		92	0
228230 Equipement de bureau GIZ 1	1 709			1 709	1 149	342		1 490	218
228240 Equipement de bureau GIZ 2	8 045	732		8 777	5 819	1 323		7 142	1 635
228250 Equipement de cuisine GIZ 1	805			805	569	144		713	92
228260 Equipement de cuisine GIZ 2	952			952	686	154		840	112
228300 Matériel informatique	11 270			11 270	11 144	89		11 233	37
228310 Matériel informatique GIZ	32 232			32 232	32 232	0		32 232	0
228320 Matériel informatique GIZ 1	3 723			3 723	3 723	0		3 723	0
228330 Matériel informatique GIZ 2	6 297			6 297	6 297	0		6 297	0
228350 Matériel informatique GIZ 3	20 190			20 190	4 954	6 682		11 636	8 554
228360 Matériel informatique GIZ 4		21 165		21 165	0	628		628	20 537
228340 Centrale des risques	92 304			92 304	66 341	25 963		92 304	0
Total des immobilisations corporelles	379 193	21 897	0	401 090	286 571	53 820	0	340 391	60 698
Total des immobilisations incorporelles et corporelles	1 384 161	102 087	0	1 486 248	1 164 714	119 979	0	1 284 693	201 555

Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du

secteur et d'information des institutions de microfinance.

Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Bailleur	Montant
La GIZ	382 723
La Banque Mondiale	496 640
Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM »	61 242
Total	940 605

De même, l'ACM a conclu le 13/05/2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- La définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la Centrale des Risques de la Microfinance
- L'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- L'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- L'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des

prestations des parties

- Le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- Les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des Risques de la Microfinance avec les institutions de microfinance.

4.1.2- Autres Actifs Non courants

Les autres actifs non courants nets des résorptions s'élevaient au 31 décembre 2019 à 14.801 TND. Ils correspondent aux frais d'élaboration d'un manuel d'organisation comptable de l'ACM. La résorption de ces frais s'étale sur une période de 3 ans à compter de l'exercice 2019. Le détail se présente comme suit :

Désignation	Valeur brute 31/12/2019	Résorpt. 31/12/2019	Total net au 31/12/2019
Charges à répartir	22 201	7 400	14 801
Total	22 201	7 400	14 801

4.1.3- Divers Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 15.523 Dinars au 31/12/2019 contre 26.108 Dinars au 31/12/2018,

soit une diminution de 10.585 Dinars.

Les autres actifs courants au 31/12/2019 se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2019	2018	Variation
Produits à recevoir (Revenu de placement)		771	18.827	(18.056)
Charges constatées d'avance	(1)	14.732	7.280	7.452
Débiteurs & Crédoiteurs Divers		20	-	20
Total		15.523	26.108	(10.585)

(1) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	2019	2018	Variation
Loyer	3.305	-	3.305
Frais internet	5.522	5.522	-
Prime d'assurance	1.886	1.759	127
Ticket Restaurant ITR.2020	4.019	-	4.019
Total	14.732	7.280	7.452

4.1.4- Placements et autres actifs financiers

Les placements s'élèvent à 650.000 Dinars au 31/12/2019 contre 710.000 Dinars au 31/12/2018.

s'élèvent à 235.230 Dinars au 31/12/2019, contre 3.904 Dinars au 31/12/2018, soit une augmentation de 231.326 Dinars.

4.1.5- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2019 se détaillent comme suit:

Désignation	2019	2018	Variation
Banque STB	235.046	3.644	231.402
Caisse	184	260	(76)
Total	235.230	3.904	231.326

4.1.6- Capitaux propres

La situation des capitaux propres se présente au 31/12/2019 comme suit :

	Fonds de dotation	Subventions d'investissement ⁽¹⁾	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au —≠	0	170 484	529 777	-26 954	673 307
Affectation du résultat 2018			-26 954	26 954	0
Résultat de l'exercice 2019				112 699	112 699
Subventions acquises 2019		124 288			124 288
Quote part des subventions en résultat 2019		-80 984			-80 984
Soldes au 31/12/2019	0	213 788	502 823	112 699	829 310

(1) Le détail des subventions d'investissement se présente comme suit :

Eléments	Montants au 31/12/2018	Mouvements 2019	Montants au 31/12/2019
Subvention GIZ (A)	59 1721	124 288	716 009
** Equipements de bureaux, matériel informatique, et autres	208 998	47 848	256 846
** Centrale des risques	382 723	76 440	459 163
Subvention Banque Mondiale (B)	496 640	-	496 640
** Centrale des risques	496 640	-	496 640
Subvention Etat 2013 (C)	70 000	-	70 000
** Matériel de transport	50 000	-	50 000
** Equipements	20 000	-	20 000
Total des subventions d'investissements (A+B+C)	1 361 158	288 124	1 649 282
Quote part des subventions d'investissements inscrites aux résultats	(987 877)	(80 984)	(1 068 861)
Valeur nettes des subventions d'investissements	484 170	43 304	788 213

4-1-7- Provisions pour Départ à la retraite :

Suite à mise en application du statut particulier du personnel de l'ACM approuvé par le Décret gouvernemental n° 20161304- du 29 novembre 2016, l'ACM a décidé pour la première fois de comptabiliser les passifs dus au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

En effet, selon l'article 105 dudit statut, chaque employé a le droit à une indemnité de départ à la retraite qui correspond à six salaires.

La norme internationale IAS 19 classe cet

avantage parmi les autres avantages à long terme. Elle exige que le montant comptabilisé au passif pour les autres avantages à long terme soit égal au total de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la fin de la période de présentation de l'information financière.

Les hypothèses retenues pour le calcul de cette provision sont décrites comme suit :

- Taux d'augmentation des salaires 7% ;
- Le taux d'actualisation est de 7%

Désignation	Note	2019	2018	Variation
Personnel, indemnités de départ à la retraite <input type="checkbox"/>		24.644	-	24.644
Total		24.644	-	24.644

4-1-8- Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 16.365 Dinars au 31/12/2019 et n'a rien

enregistré au 31/12/2018, soit une augmentation de 16.365 Dinars.

Fournisseur	Note	2019	2018	Variation
STB (loyer)		9 807	-	9 807
STEG		2 538		2 538
BONUS (ticket restaurant)		4 019		4 019
Total		16 365	-	16 365

4-1-9- Autres passifs courants :

Les autres passifs courants s'élèvent à 246.790 Dinars au 31/12/2019 contre 286.172 Dinars au

31/12/2018, soit une diminution de 39.382 Dinars. Les autres passifs courants au 31/12/2019 se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2019	2018	Variation
Personnel - Rémunérations dues		49.431	42.442	6.990
Congés à payer		21.805	23.314	(1.509)
Etat - Impôts et taxes		37.150	38.653	(1.503)
CNRPS		21.013	17.020	3.993
CNAM		5.957	5.320	636
Assurance groupe maladie		2.060	7.292	(5.232)
Retenue ORANGE		40	40	-
Charges à payer	(1)	66.539	52.091	14.448
Compte d'attente (Un double virement de Pénalités de Retard d'une IMF)		682	-	682
Subventions perçues d'avance	(2)	42.113	100.000	(57.887)
Total		246.790	286.172	(39.382)

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :

Désignation	2019	2018	Variation
Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR 2019	662	595	67
Frais télécommunication Fixe Postpaye Pro 4TR 2019	139	137	2
Frais télécommunication FAST LINK 4TR 2019	2.137	1.874	263
Frais électricité 2019	954	648	306
Frais eau (Novembre-décembre)	57	125	(68)
Honoraires CAC 2019	5.200	5.500	(300)
Maintenance site WEB ACM	1.104	1.043	61
Entretien CRM du 27/10/2019 au 31/12/2019	15.218	15.218	-
Loyer siège ACM (Novembre - Décembre)	-	6.193	(6.193)
Jetons de présence	900	900	-
Maintenance équipement CRM (Redevance 2018 et 2019)	28.268	14.134	14.134
Impression Rapport Annuel 2018	-	5.724	(5.724)
Mission d'Audit de la sécurité informatique de l'ACM	11.900	-	11.900
Total	66.539	52.091	14.448

(2) Les subventions perçues d'avance s'élèvent à 42.113 Dinars en 2019 et correspondent à la

subvention d'exploitation de l'Etat encaissée le 21/11/2018 et reportée pour l'année 2020.

4.2- Notes sur l'état de résultat

4.2.1- Contribution des IMF

La contribution perçue sur les institutions de microfinance agréées au cours de l'exercice 2019 est fixée à 1,25‰ (1,25 pour mille) du total brut du bilan relatif à l'exercice comptable expiré (2018) et sans que le montant de la contribution annuelle de chaque institution de microfinance

sous forme de société anonyme ne soit inférieure à 60 000DT (60 mille dinars).

Les contributions des institutions de microfinance au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à 1 189.755 Dinars encaissés en 2019 contre 949.682 Dinars au titre de l'exercice 2018 encaissés en 2018. Elles se détaillent comme suit :

LIBELLE	2019	2018	VAR
ENDA TAMWEEL	828 809	643 719	185 089
MICROCREC_BAOBAB	101 365	65 963	35 402
CFE	60 000	60 000	0
ADVANS	79 581	60 000	19 581
TAYSSIR MICROFINANCE	60 000	60 000	0
ZITOUNA TAMKEEN	60 000	60 000	0
TOTAUX	1 189 755	949 682	240 073

4.2.2- Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 90.140 Dinars en 2019 contre 26.357 Dinars en 2018, soit une augmentation de 63.784 Dinars. Ce montant représente le montant de la subvention d'exploitation reçue de la GIZ au cours de l'exercice 2019 et celui de quote-part de la subvention d'exploitation reçue de l'Etat le 21/11/2018.

part des subventions d'investissement inscrites au résultat de l'exercice 2019. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année, et relative aux valeurs immobilisées des biens dont l'acquisition a été financée par la GIZ.

4.2.3- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 80.984 Dinars, sont constitués de la quote-

4.2.4- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 38.572 Dinars en 2019 contre 45.639 Dinars en 2018, soit une diminution de 7.067 Dinars.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2019	2018	Variation
Carburant	13.217	12.670	547
Fournitures de bureau	16.788	27.657	(10.869)
Achats divers	816	729	87
Eau	343	338	5
Electricité	7.408	4.246	3.162
Total	38.572	45.639	(7.067)

4.2.5- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 884.206 Dinars en 2019 contre 724.643 Dinars en 2018,

soit une augmentation de 159.563 Dinars. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2019	2018	Variation
Salaires du personnel	(1)	694.115	595.634	98.481
Charges sociales légales	(2)	124.344	97.551	26.794
Avantages en nature		19.018	16.248	2.770
Congés payés		(1.509)	(5.049)	3.540
Indemnités de départ à la retraite		24.644	-	24.644
Assurance groupe maladie		23.595	20.259	3.335
Total		884.206	724.643	159.563

(1) La rubrique « Salaires du personnel » enregistre une variation de 98.481 Dinars par rapport à l'exercice précédent.

Cette variation est argumentée par :

- L'augmentation des salaires en alignement avec le secteur bancaire public à partir du 1er Mai 2019.
- Le recrutement par voie de détachement d'un cadre à partir du 1er Mars 2019.
- Des promotions profitant à certains cadres au cours de l'exercice 2019,

(2) La rubrique « charges sociales légales » enregistre une variation de 26.794 Dinars par rapport à l'exercice précédent.

Cette variation est argumentée par :

- Le recrutement d'un cadre à partir du 1er Mars 2019.
- L'augmentation des salaires en alignement avec le secteur bancaire public à partir du 1er Mai 2019.
- L'ajout de 2 points (2%) pour la quote-part de cotisation de l'employeur au titre de

régime de la retraite à partir du mois de juin 2019 en application de la loi n° 37- 2019 du 30 avril 2019 modifiant et complétant la loi n° 12-1985 portant régime des pensions civiles et militaires de retraite et des survivants dans le secteur public.

(3) Les frais de personnel comportent le coût de détachement de 3 membres du personnel détachés par le ministère des finances.

4.2.6- Dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions

Les dotations aux amortissements, aux provisions et résorptions s'élèvent à 127.379 Dinars en 2019 contre 295.967 Dinars en 2018, soit une diminution de 168.589 Dinars. Elles représentent les dotations aux amortissements et les résorptions des charges à répartir de l'exercice et se détaillent comme suit :

Désignation	2019	2018	Variation	Observations
Dotation aux amortissements des immobilisations	119.979	295.967	(175.988)	Voir note 4.1.1
Dot. Résorption Charges à répartir	7.400	-	7.400	Voir note 4.1.2
Total Dotation aux Amort. Prov. & Résorpt.	127.379	295.967	(168.589)	**

4.2.7- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 267.741 Dinars en 2019 contre 220.537 Dinars en

2018, soit une augmentation de 47.204 Dinars. Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit :

Désignation	Note	2019	2018	Variation
Loyer		40.789	39.784	1.005
Entretiens et réparations	(1)	109.617	106.517	3.100
Assurance		2.940	2.798	142
Rémunérations d'intermédiaires	(2)	29.535	6.070	23.465
Frais d'impression		5.700	5.724	(24)
Annonces et insertions		584	-	584
Frais déplacement et missions		8.418	3.310	5.107
Frais de réception		903	919	(16)
Frais de télécommunication et internet		17.878	18.064	(186)
Redevance, Brevets et Licences		590	2.610	(2.020)
Jetons de présence		25.800	22.800	3.000
Services bancaires		351	176	175
FOPROLOS		6.927	5.912	1.014
Taxes/véhicules		750	750	-
Autres droits (R/S sur placements)		16.961	5.068	11.893
Pertes ordinaires		-	35	(35)
Total		267.741	220.537	47.204

(1) * La rubrique « Entretiens et réparations » présente un solde comptable de 109.617 Dinars au 31 décembre 2019 contre 106.517 Dinars au 31 décembre 2018.

* Cette rubrique est justifiée principalement par le coût des dépenses relatifs à la maintenance des logiciels fournis par le prestataire pour assurer le bon fonctionnement de la Centrale des

Risques de la Microfinance pour les différents utilisateurs bénéficiaires notamment les IMF et l'ACM ainsi que le coût de maintenance des équipements en lien avec la CRM. En effet, le coût annuel de la maintenance de la CRM au titre de l'exercice 2019 s'élève à 98.984 Dinars. Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

Désignation	2019	2018	Variation
Frais de Vaccination_Voyage	283	-	283
Honoraires mission CAC	5.801	6.070	(269)
Mission d'Audit de la sécurité informatique de l'ACM	11.900	-	11.900
Formation comptabilité	9.600	-	9.600
Formation Excel_VBA	1.951	-	1.951
Total	29.535	6.070	23.465

4.2.8- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 69.718

Dinars en 2019 contre 46.771 Dinars en 2018, soit une augmentation de 22.947 Dinars.

Désignation	2019	2018	Variation
Produits de placement	66.632	43.832	22.800
Autres produits financiers (intérêts servis sur compte)	2.404	2.939	(535)
Pénalité de retard sur contribution	682	-	682
Total	69.718	46.771	22.947

4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

4.3.1- Amortissements et provisions

Désignation	2019	Renvoi
Dotation aux amortissements des immobilisations	119.979	Note 4.1.1
Dotation aux résorptions des charges à répartir	7.400	Note 4.1.2
Provision pour départ à la retraite	24.644	Note 4.2.5
Total	152.023	***

4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, n'est intervenu depuis la date de clôture.

جدول التدفقات النقدية لسنة 2019

بالدينار
ضبط مسموح به

البيانات		31 ديسمبر 2019	31 ديسمبر 2018
التدفقات النقدية المتصلة بالإستغلال			
النتيجة الصافية			
تسوية بالنسبة لـ :			
	* الإستهلاكات والمدخرات	152 023	295 967
	* حصص استثمار تم تسجيلها ضمن النتائج	-80 984	-237 004
	* تغيرات :		
	- أصول أخرى	10 605	-176 703
	- مزودون و خصوم أخرى	36 983	143 890
-804	التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة الإستغلال	231 326	-804
التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الإستثمار			
	الدفعات المتأتية من إقتناء أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية	0	-29 267
	المقايض المتأتية من التفويت في أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية	0	0
	الدفعات المتأتية من إقتناء أصول مالية	0	0
	المقايض المتأتية من التفويت في أصول مالية	0	0
-29 267	التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة الإستثمار	0	-29 267
التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة التمويل			
	منح استثمار	0	29 267
	سداد القروض	0	0
29 267	التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة التمويل	0	29 267
-804	تغيير الخزينة	231 326	-804
	الخزينة في بداية السنة المحاسبية	3 904	4 708
3 904	الخزينة عند ختم السنة المحاسبية	235 231	3 904

قائمة النتائج

لسنة 2019

بالدينار

ضبط مسموح به

البيانات		31 ديسمبر 2019	31 ديسمبر 2018
إيرادات الإستغلال			
مساهمات مؤسسات التمويل الصغير		1 189 755	949 682
منح استغلال		90 140	26 357
إيرادات الاستغلال الأخرى		80 984	237 004
مجموع إيرادات الإستغلال		1 360 879	1 213 043
أعباء الإستغلال			
مشتريات التموينات المستهلكة		38 572	45 639
أعباء الأعوان		884 207	724 643
مخصصات الإستهلاكات والمدخرات		127 379	295 967
أعباء الإستغلال الأخرى		267 741	220 537
مجموع أعباء الإستغلال		1 317 899	1 286 787
نتيجة الإستغلال			
أعباء مالية صافية (مداخيل مالية)		0	0
مداخيل التوظيفات		69 718	46 771
أرباح عادية أخرى		1	19
خسائر عادية أخرى		0	0
نتيجة الأنشطة العادية قبل إحتساب الأداء		112 699	-26 954
ضرائب على المربح		0	0
نتيجة الأنشطة العادية بعد إحتساب الأداء		112 699	-26 954
العناصر الطارئة (أرباح / خسائر)		0	0
النتيجة الصافية للسنة الحسابية		112 699	-26 954
إنعكاسات التعديلات المحاسبية		0	0
النتيجة بعد التعديلات المحاسبية		112 699	-26 954

الموازنة في 31 ديسمبر 2019 بالدينار

31 ديسمبر 2019		31 ديسمبر 2018	الأموال الذاتية والخصوم
			الأموال الذاتية
0	0		رأس المال الاجتماعي
170 484	213 788		أموال ذاتية أخرى
529 777	502 823		النتائج المؤجلة
700 261	716 611		مجموع الأموال الذاتية قبل احتساب نتيجة السنة المحاسبية
-26 954	112 699		نتيجة السنة المحاسبية
673 307	829 310		مجموع الأموال الذاتية قبل التخصيص
			الخصوم
			الخصوم غير الجارية
0	24 644		مخصصات لمخزرات المخاطر وأعباء الاستغلال
0	24 644		مجموع الخصوم غير الجارية
			الخصوم الجارية
0	16 365		المزودون والحسابات المرتبطة بهم
286 172	246 790		الخصوم الجارية الأخرى
0	0		المساعدات البنكية وغيرها من الخصوم المالية
286 172	263 155		مجموع الخصوم الجارية
286 172	287 799		مجموع الخصوم
959 479	1 117 109		مجموع الأموال الذاتية والخصوم

الموازنة في 31 ديسمبر 2019

بالدينار

31 ديسمبر 2018	31 ديسمبر 2019	الأصول
		الأصول غير الجارية
		الأصول الثابتة
1 004 968	1 085 158	الأصول الثابتة الغير المادية
-878 143	-944 301	تطرح :الإستهلاكات
126 825	140 857	الأصول الثابتة الغير المادية
379 193	401 090	الأصول الثابتة المادية
-286 571	-340 391	تطرح :الإستهلاكات و المدخرات
92 622	60 698	الأصول الثابتة المادية
20	0	الأصول المالية
0	0	تطرح : المدخرات
20	0	الأصول المالية
219 467	201 555	مجموع الأصول الثابتة
0	14 801	أصول غير جارية أخرى
219 467	216 356	مجموع الأصول الغير الجارية
		الأصول الجارية
0	0	الحرفاء والحسابات المتصلة بهم
26 108	15 523	أصول جارية أخرى
0	0	تطرح : المدخرات
26 108	15 523	مجموع الأصول جارية الأخرى
710 000	650 000	توظيفات وأصول مالية أخرى
3 904	235 230	السيولة وما يعادل السيولة
740 012	900 753	مجموع الأصول الجارية
959 479	1 117 109	مجموع الأصول

المالية للسنة المنتهية في 31 ديسمبر 2019 :

1-2 عناصر التأجير

العناصر	أعباء سنة 2019	الخصوم في 31 ديسمبر 2019
راتب	58 973	0
امتيازات طبيعية	13 572	***
مجموع	72 745	0

جزء	المبلغ
الراتب الأساسي	900 دينار
منحة السكن	200 دينار
منحة المسؤولية	3 795 ديناراً

2.2 امتيازات طبيعية

بالإضافة إلى ذلك، يتمتع المدير العام من:

- ✍ حصة وقود محددة بـ 500 لتر لكل شهر؛
- ✍ شحن هاتف 120 دينار لكل ثلاثية؛
- ✍ سيارة وظيفية

يبرز الجدول التالي التزامات لسلطة رقابة التمويل الصغير تجاه مديرها العام و ذلك حسب البيانات

هذا وان عمليات المراجعة التي قمنا بها لم تفرز وجود عمليات أخرى.

سيجوديت

لطفي الحامي



تونس في 9 مارس 2020 السيدات والسادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير الخاص لمراجع الحسابات حول القوائم المالية السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2019

تشمل مهمتنا البحث على وجود مثل هذه الاتفاقيات او العمليات بل تقتصر على اعطاء معلومات حول فحواها وخصوصيتها وذلك استنادا على اعمال التدقيق التي قمنا بها والمعطيات التي وفرتها لنا المنشأة دون إبداء رأينا حول جدواها أو منفعتها وعليناكم تقدير فائدة ابرام هذه الاتفاقيات وانجاز هذه العمليات من اجل المصادقة عليها.

التالية:

- 👉 شراء وتركيب وصيانة وإزالة أي معدات ضرورية لأداء خدمات الأطراف ;
- 👉 الدفع مقابل أي خدمة مقدمة من قبل الغير والمتعلقة بإدارة الخدمة
- 👉 الرسوم والمصاريف والتكاليف المتعلقة بربط مركزية مخاطر التمويل الصغير بمؤسسات التمويل الصغير.

2-1 مكافآت الحضور لأعضاء مجلس الإدارة

بلغت مكافآت الحضور الممنوحة استنادا لقرار وزير المالية بتاريخ 16 جوان 2016 مبلغ 25 800 ديناراً.

2- تأجير المسيرين

تم تحديد عناصر تأجير المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير بقرار رئيس الحكومة بتاريخ 9 مارس 2016 وتتكون من العناصر التالية:

تبعاً لمهمة مراجعة الحسابات التي أسندت إلينا من طرف مجلس الإدارة، نفيديكم علماً بالاتفاقيات والعمليات التي وقع إبرامها أو انجازها خلال سنة 2019 مع أعضاء مجلس الإدارة.

تتمثل مسؤوليتنا في التأكد من الاجراءات القانونية للترخيص والمصادقة على العمليات والاتفاقيات المبرمة وكذلك صحة تسجيلها بالقوائم المالية ولا

1- إتفاقيات مع أعضاء مجلس الإدارة

1-1 إتفاقية مع البنك المركزي التونسي

أبرمت سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 13 ماي 2015 مذكرة تفاهم مع البنك المركزي التونسي تهدف إلى:

- 👉 تحديد إطار التعاون بين الأطراف من أجل إنشاء مركزية مخاطر التمويل الصغير
- 👉 الاستضافة المادية والافتراضية لهذه المركزية من قبل البنك المركزي التونسي
- 👉 تبادل البيانات بين البنك المركزي التونسي و سلطة رقابة التمويل الصغير في حدود النصوص التشريعية والتنظيمية التي تسمح لكل منهما بتنفيذ مهامه.

و وفقاً لمذكرة التفاهم، يتم توفير جميع الخدمات التي يقدمها البنك المركزي التونسي مجاناً، على أن تتكفل سلطة رقابة التمويل الصغير بالمصاريف

تقرير مجلس الإدارة فنحن مطالبون بذكر هذا و
إكمال المعطيات الناقصة.

لقد قمنا بالتثبت في مصداقية المعلومات المالية
الواردة في التقرير السنوي لمجلس الإدارة حول
تصرف سلطة رقابة التمويل لسنة 2019 ومدى
مطابقتها للقوائم المالية وليست لنا ملاحظات في
هذا الشأن.

سيجوديت

لطفي الدامي



1. تقرير حول المتطلبات القانونية والتنظيمية الأخرى

لقد قمنا بإنجاز الفحوصات الخصوصية المنصوص
عليها بالتشريع الجاري به العمل وفقا للمعايير المهنية
المعمول بها بالبلاد التونسية.

1-2 أمانة نظام الرقابة الداخلية

لقد قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية وشمل هذا
الفحص الإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية
والصفقات والميزانية مع التذكير ان تصميم وامانة
هذا نظام يعد من مسؤولية الإدارة وقد رفعنا لمجلس
الإدارة ملاحظاتنا و توصياتنا ضمن تقرير منفرد.

2-2 تقرير مجلس الإدارة

إن الإدارة هي المسؤولة عن إعداد تقرير مجلس
الإدارة، هذا و نشير أن رأينا حول القوائم المالية لا
يشمل تقرير مجلس الإدارة.

إن مسؤوليتنا تتمثل في تأكيد المعلومات المعروضة
من قبل مجلس الإدارة و اكمالها إذا إستلزم الأمر
و التثبت من صحة المعلومات التي تخص حسابات
سلطة رقابة التمويل الصغير و ذلك مقارنة بالقوام
المالية.

تتمثل أعمالنا في التثبت من تقرير مجلس الإدارة
و محتواه و التثبت من وجود عدم تناسق جوهري بينه
وبين القوائم المالية أو المعلومات التي توفرت لدينا
أثناء التدقيق . و تشمل أعمالنا التثبت من ما إذ كانت
المعلومات المضمنة في التقرير في جانبها المالي
تحتوي على أخطاء جوهريّة أو معطيات إجبارية
منقوصة.

إذا توصلنا على ضوء أعمالنا إلى أخطاء جوهريّة في

التقرير

الداخلية للمنشأة.

- دراسة مدى مناسبة السياسات المحاسبية المستخدمة، مدى معقولية التقديرات المحاسبية والإفصاحات ذات العلاقة التي قامت بها الإدارة.

- استنتاج مدى مناسبة استخدام الإدارة لأساس الاستمرارية في المحاسبة، واستناداً إلى أدلة المراجعة التي تم الحصول عليها، ما إذا كان هناك عدم تأكد جوهري ذو علاقة بأحداث أو ظروف قد تثير شكاً كبيراً بشأن قدرة المنشأة على البقاء كمنشأة مستمرة. وإذا خلصنا إلى وجود عدم تأكد جوهري، فإننا مطالبون بأن نلفت الانتباه في تقريرنا إلى الإفصاحات ذات العلاقة الواردة في القوائم المالية، أو إذا كانت تلك الإفصاحات غير كافية، فإننا مطالبون بتعديل رأينا. وتستند استنتاجاتنا إلى أدلة المراجعة التي تم الحصول عليها حتى تاريخ تقرير المراجع. ومع ذلك، فإن الأحداث أو الظروف المستقبلية قد تتسبب في توقف المنشأة عن البقاء كمنشأة مستمرة.

- دراسة العرض العام، وهيكل ومحتوى القوائم المالية، بما في ذلك الإفصاحات، وما إذا كانت القوائم المالية تعبر عن المعاملات والأحداث التي تمثلها بطريقة تحقق عرضاً عادلاً.

في المحاسبة، ما لم تكن هناك نية لتصفياتها أو إيقاف عملياتها، أو ليس هناك خيار واقعي بخالف ذلك. والمكلفون بالحوكمة هم المسؤولون عن الإشراف على عملية التقرير المالي في المنشأة.

5. مسؤولية مراجع الحسابات

تتمثل أهدافنا في الوصول إلى تأكيد معقول عما إذا كانت القوائم المالية ككل خالية من تحريف جوهري سواء بسبب غش أو خطأ، وإصدار تقرير المراجع الذي يتضمن رأينا. والتأكيد المعقول هو مستوى عال من التأكيد، إلا أنه ليس ضماناً على أن المراجعة التي تم القيام بها وفقاً للمعايير الدولية للمراجعة ستكشف دائماً عن تحريف جوهري عندما يكون موجوداً. ويمكن أن تنشأ التحريفات عن غش أو خطأ، وتعد جوهرية إذا كان يمكن بشكل معقول توقع أنها ستؤثر بمفردها أو في مجموعها على القرارات الاقتصادية التي يتخذها المستخدمون على أساس هذه القوائم المالية.

إننا نمارس التدقيق بنزعة مهنية تتضمن:

- تحديد مخاطر التحريفات الجوهرية في القوائم المالية وتقديرها سواء بسبب غش أو خطأ، وتصميم وتنفيذ إجراءات مراجعة استجابةً لتلك المخاطر، والحصول على أدلة مراجعة كافية ومناسبة لتوفير أساس لرأينا. ويعد خطر عدم اكتشاف تحريف جوهري ناتج عن غش أعلى من الخطر الناتج عن خطأ، نظراً لأن الغش قد ينطوي على تواطؤ أو تزوير أو حذف متعمد أو إفادات مضللة أو تجاوز الرقابة الداخلية.

- الحصول على فهم للرقابة الداخلية ذات الصلة بالمراجعة، من أجل تصميم إجراءات مراجعة مناسبة للظروف، وليس بغرض إبداء رأي في فاعلية الرقابة

تونس في 9 مارس 2020

السيدات والسادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير العام لمراجع الحسابات حول القوائم المالية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2019

3. الملاحظات

دون المساس برأينا أو الرجوع عنه نسوق الملاحظات التالية:

- تتضمن مبدئياً مداخل سلطة رقابة التمويل الصغير مساهمات جمعيات التمويل الصغير وتقييم هذه المساهمات على أساس القوائم المالية لكل جمعية.

إن المداخل المسجلة بالمحاسبة و المضمنة بالقوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير لا تشمل هذه الإيرادات و ذلك نظراً لغياب قاعدة سليمة تمكن من تقييمها (القوائم المالية للجمعيات).

و عليه فإنه لا يمكننا تقدير انعكاسات هذه الوضعية على الأصول، النتيجة (المداخل) و الأموال الذاتية.

4. مسؤولية الإدارة في إعداد وعرض القوائم المالية

إن الإدارة هي المسؤولة عن إعداد القوائم المالية وعرضها العادل، وفقاً للنظام المحاسبي للمؤسسات بتونس وهي المسؤولة عن الرقابة الداخلية التي تراها الإدارة ضرورية، لتمكينها من إعداد قوائم مالية خالية من تحريف جوهري سواء بسبب غش أو خطأ.

وعند إعداد القوائم المالية، فإن الإدارة هي المسؤولة عن تقدير قدرة المنشأة على البقاء كمنشأة مستمرة وعن الإفصاح بحسب مقتضى الحال، عن الأمور ذات العالقة بالاستمرارية، واستخدام أساس الاستمرارية

1. التقرير حول القوائم المالية

1. الرأي

تبعاً لمهمة مراجعة الحسابات التي أسندت إلينا من طرف مجلس الإدارة، نقدم لكم تقريرنا العام حول القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير للسنة المحاسبية المقفلة في 31 ديسمبر 2019 وكذلك حول المتطلبات القانونية والتنظيمية الأخرى.

تبرز القوائم المالية مجموعاً صاف للموازنة بقيمة 1 117 109 د ونتيجة إيجابية بقيمة 112 699 د.

حسب رأينا فإن القوائم المالية الملحقه لهذا التقرير تعبر بصورة صادقة وأمينه على المركز المالي لسلطة رقابة التمويل الصغير وعلى نتائج نشاطها وتدفقاتها النقدية للسنة المختومة في 31 ديسمبر 2019 وذلك وفقاً للقواعد المحاسبية المتعارف عليها.

2. أساسيات الرأي

أنجزت أعمال التدقيق بالرجوع الى المعايير الدولية (ISA) التي تحدد أيضاً مسؤوليتنا المبنية بالفقرة عدد 5 من هذا التقرير.

لقد قمنا بمهمتنا باستقلالية عن المنشأة وذلك على نحو ما تشترطه اخلاقيات المهنة لتدقيق القوائم المالية بتونس. اننا نعتقد ان اعمالنا وفرت لنا معطيات كفيلة لأبداء رأينا.

التقرير

السنوي 2019



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

الملاحف

2019

2019

1- الإنطلاق في مشروع إعادة هيكلة جمعيات القروض الصغرى

شرع البنك التونسي للتضامن خلال سنة 2019 في برنامج إعادة هيكلة جمعيات القروض الصغرى، بالتعاون مع وزارة المالية وسلطة رقابة التمويل الصغير وذلك في إطار تنفيذ الاستراتيجية الوطنية للإدماج المالي (2018-2022) وتطبيقا لقرار المجلس الوزاري المؤرخ في 25 جوان 2018 بشأن إعادة هيكلة جمعيات القروض الصغيرة.

ويهدف هذا المشروع إلى إحداث جمعية قروض صغيرة في كل ولاية ودمج الجمعيات الموجودة صلب جمعية تمويل صغير واحدة مهيكلة وبنظام حوكمة أكثر صلابة مما يسمح لها بأن تكون أكثر نجاعة في تدخلها ويضمن استدامتها وكذلك استدامة نشاطها.

وقد تم تعيين مكتب لمرافقة عملية إعادة الهيكلة، وتمّ الإنطلاق في مرافقة الجمعيات الموجودة في منطقة تونس الكبرى وفي منطقتي الشمال الغربي والوسط الشرقي. وستنطلق إعادة هيكلة الجمعيات في بقية المناطق الأخرى خلال سنة 2020.

وستتم متابعة هذا البرنامج من قبل لجنة قيادة تضمّ وزارة المالية والبنك التونسي للتضامن ووزارة التكوين المهني والتشغيل وسلطة رقابة التمويل الصغير والجمعية المهنية لمؤسسات التمويل الصغير.

2- نحو اعتماد قانون جديد يتعلّق بدعم الإدماج المالي

تمت المصادقة على مشروع قانون يتعلّق بالإدماج المالي من قبل المجلس الوزاري المنعقد بتاريخ 27 سبتمبر 2019. ويندرج مشروع القانون في إطار

التزام تونس بخطة الأمم المتحدة للتنمية المستدامة (2015-2030) وعضويتها منذ سنة 2013 في الشبكة العالمية "التحالف من أجل الإدماج المالي" وفي إطار الاستراتيجية الوطنية للإدماج المالي (2018-2020).

كما يرمي مشروع القانون المعروض على مجلس نواب الشعب إلى تطوير الإطار القانوني والمؤسساتي لدعم الإدماج المالي وخدمة الأشخاص غير القادرين على الإنتفاع بخدمات القطاع المالي التقليدي وكذلك المشاريع الصغيرة والشركات الصغيرة التي تجد صعوبة في الحصول على التمويل وذلك من خلال ستة (6) محاور استراتيجية:

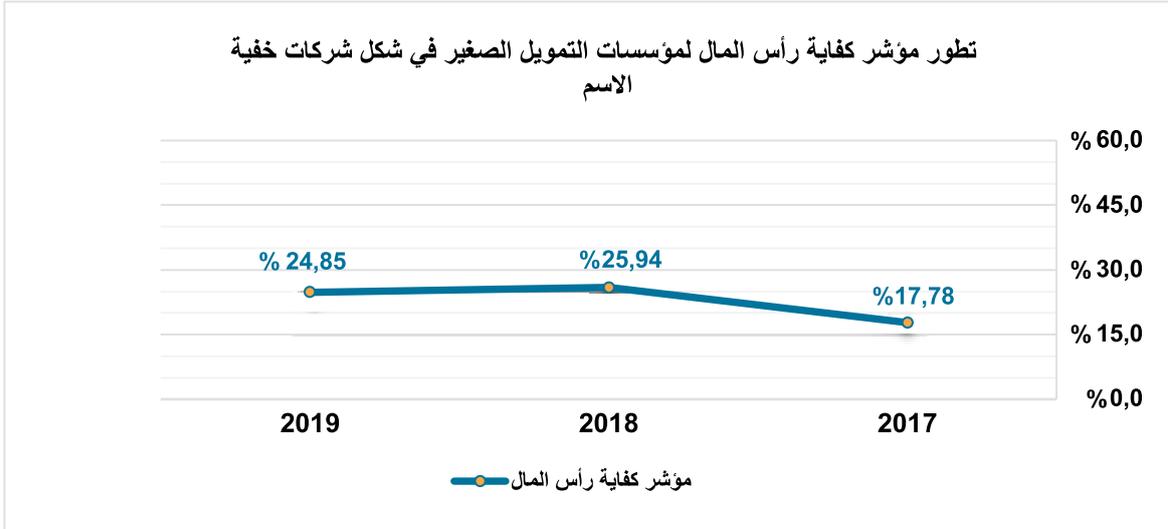
- 1- تطوير استخدام المنتجات والخدمات المالية من خلال توسيع مجال تدخل مؤسسات التمويل الصغير للأشخاص المعنويين وإلى نشاط الوساطة في مجال التأمين ونشاط الوساطة المصرفية،
- 2- تشجيع التمويل الرقمي والدفع بواسطة الهاتف الجوال،
- 3- تطوير التأمين الصغير،
- 4- تعزيز التثقيف المالي وحماية مستعملي الخدمات المالية،
- 5- تعزيز دور هيكل الرقابة وخاصة دور سلطة رقابة التمويل الصغير من خلال:
 - السماح لها بالنفاذ لبيانات البنك المركزي التونسي ومتابعة الديون المزدوجة لحرفاء قطاع التمويل الصغير،
 - حماية خدمات التمويل الصغير،
 - إضافة لإنشاء مجلس وطني للدفعات لدى البنك المركزي التونسي،
- 6- إنشاء المجلس الوطني للإدماج المالي.



المحور الثالث

2019

**حركية تطور قطاع التمويل الصغير
في تونس**



طيلة الفترة الممتدة بين 2017 و2019 ارتفعا قدر 14.2% حيث بلغ 3184 عونا سنة 2019 مقابل 2440 عونا سنة 2017 ويمثل عدد أعوان شركة "أندا تمويل" 58% من مجموع عدد أعوان شركات التمويل الصغير.

- ارتفع عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير في سنة واحدة نسبة 12.6% حيث بلغ سنة 2019، 1747 عون قروض مقابل 1552 عون قروض سنة 2018.

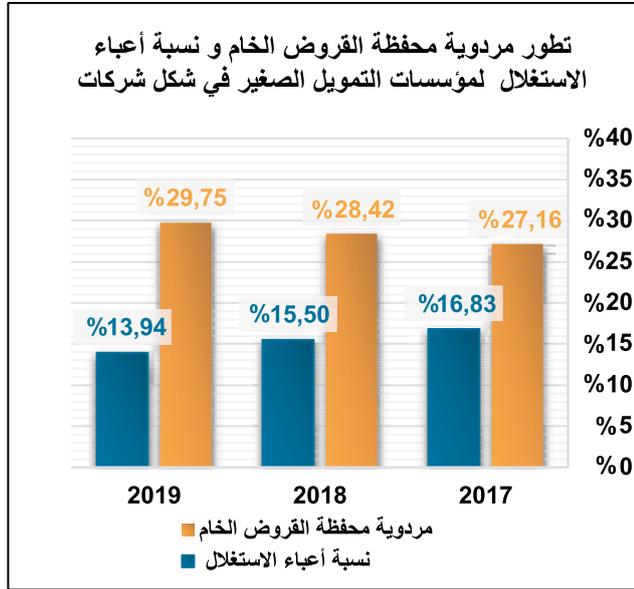
11-2 مؤشرات غير مالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

- بلغ عدد فروع شركات التمويل الصغير موفى سنة 2019، 170 فرعا مقابل 151 في السنة الفارطة.
- تمثل فروع شركة "أندا تمويل" نسبة 56% من مجموع فروع شركات التمويل الصغير.
- قدر متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع خلال سنة 2019 بـ 2582 حريفا مقابل 2864 و2692 على التوالي موفى سنتي 2017 و2018.
- سجل العدد الجملي لأعوان شركات التمويل الصغير

2019	2018	2017	
170	151	125	عدد فروع شركات التمويل الصغير
438 955	406 423	357 987	عدد الحرفاء النشيطين لشركات التمويل الصغير (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
2582	2692	2864	متوسط عدد الحرفاء النشيطين في كل فرع
3184	2771	2440	عدد الأعوان الجملي لشركات التمويل الصغير
1747	1552	1352	عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير

المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2019-2017)

2019	2018	2017	المؤشرات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
٪15,70	٪9,95	٪4,72	مردودية الأموال الذاتية (ROE)
٪3,70	٪2,17	٪0,84	مردودية الأصول (ROA)
٪122,41	٪113,06	٪103,20	الاكتفاء الذاتي العملياتي (ASO)
٪13,94	٪15,50	٪16,83	نسبة أعباء الاستغلال
٪29,75	٪28,42	٪27,16	مردودية محفظة القروض الخام



الصغير في شكل شركات خفية الاسم نسبة ٪24,85 في نهاية سنة 2019 مقابل 25,94 ٪ موفى سنة 2018.

ت. مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم • سجل مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل

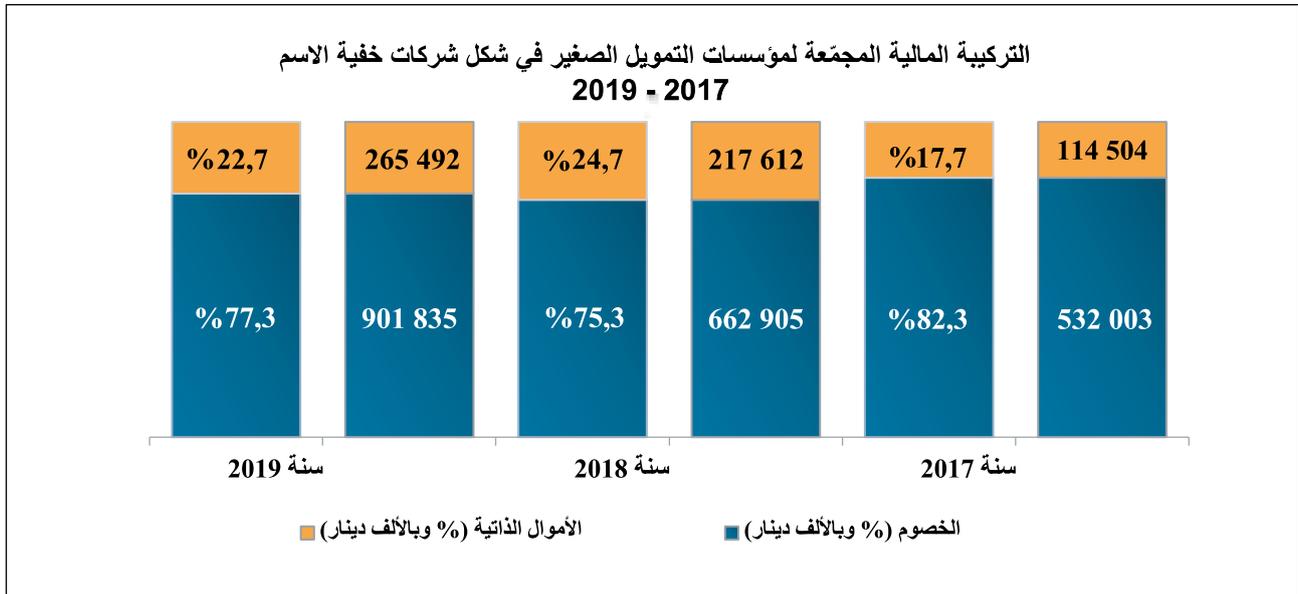
مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2019-2017)

2019	2018	2017	مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
267 826 943	216 940 081	111 672 528	الأموال الذاتية الصافية
1 077 830 850	836 297 370	628 207 159	الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر
٪24,85	٪25,94	٪17,78	مؤشر كفاية رأس المال

المعطيات المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2017-2019)

الوحدة: الدينار

نسب النمو		المجموع			المعطيات المالية المجمعة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2018 2019	2017 2018	2019 ⁴	2018 ³	2017	
٪32,05	٪36,20	1 162 697 107	880 517 421	646 507 187	مجموع الأصول
٪35,61	٪24,61	898 965 834	662 905 287	532 003 547	مجموع الخصوم
٪34,78	٪20,89	792 576 132	588 048 195	486 443 270	افتراضات وموارد خصوصية
٪110,89	٪-4,73	9 726 979	4 612 255	4 841 268	مساعدات بنكية
٪21,19	٪90,05	263 731 273	217 612 133	114 503 639	مجموع الأموال الذاتية
٪38,98	٪43,41	275 103 465	197 949 603	138 031 450	مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
٪44,98	٪35,74	78 443 456	54 104 959	39 859 758	مجموع أعباء الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير
٪36,72	٪46,52	196 660 009	143 844 644	98 171 694	الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير
٪107,85	٪237,50	56 317 870	27 096 007	8 028 386	
٪128,57	٪247,54	37 784 549	16 531 002	4 756 528	



2019 نسبة 15,70٪ مقابل 9,95٪ موفى سنة 2018
• سجل مؤشر الاكتفاء الذاتي العملياتي إرتفاعا من 113,06٪ نهاية سنة 2018 إلى 122,41٪ موفى سنة 2019.

ب. المؤشرات المالية التقديرية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
• سجل مؤشر مردودية الأصول نسبة 3,7٪ سنة 2019 مقابل 2,17٪ سنة 2018.
• بلغ مؤشر مردودية الأموال الذاتية في نهاية سنة

³ معطيات بعد التدقيق في الحسابات بعنوان سنة 2018
⁴ معطيات بعد التدقيق في الحسابات بعنوان سنة 2019

وأدفانس تونس وتيسير للتمويل الصغير في حدود 61,5 مليون دينار (49,9 مليون دينار لآندا تمويل و6,8 مليون دينار لميكروكراد تونس و2,3 مليون دينار لأدفانس تونس و2,5 مليون دينار لتيسير للتمويل الصغير) ومجموع نتائج استغلال سلبية لبقية مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم والبالغ مجموعها (2,5-) مليون دينار.

• بلغت النتيجة المحاسبية الصافية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2019، حوالي 37,8 مليون دينار، مقابل 16,5 مليون دينار سنة 2018. ويعود هذا التحسن الملحوظ أساسا إلى الأسباب التالية:

- ارتفاع النتيجة المحاسبية لشركة "أندا تمويل" التي كانت في حدود 17.9 مليون دينار سنة 2018 لتبلغ 33,9 مليون دينار موفى سنة 2019 .
- النتائج المحاسبية لشركة "ميكروكراد تونس" التي كانت في حدود 4,3 مليون دينار سنة 2018 لتبلغ 4,9 مليون دينار موفى سنة 2019
- تسجيل شركتي "أدفانس تونس" و"تيسير للتمويل الصغير" لثاني نتيجة إيجابية لكليهما منذ التأسيس حيث بلغت على التوالي 1,7 مليون دينار و2,5 مليون دينار موفى سنة 2019 مقابل 362,7 ألف دينار و300,2 ألف دينار موفى سنة 2018.
- تسجيل نتائج سلبية لبقية مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم والبالغ مجموعها موفى 2019، (2,5-) مليون دينار مقابل (3,6-) مليون دينار نهاية سنة 2018.

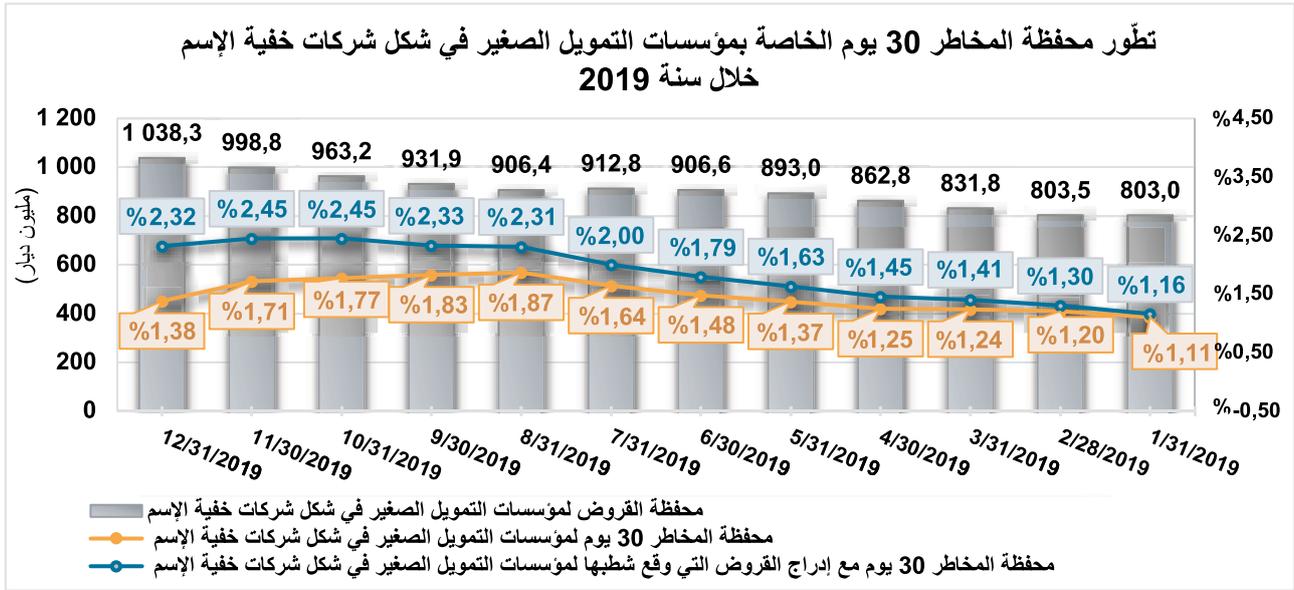
دينارا في سنة 2019 مقابل 217,6 مليون دينار سنة 2018، مسجلا بذلك نسبة نمو سنوي تقدّر بـ 21,19٪. ويعود ذلك بالأساس إلى:

- ترفيع "أدفانس تونس" و"المركز المالي للباعثين" في رأس مال شركتيهما بـ 6 مليون دينار و3,725 مليون دينار على التوالي بالإضافة إلى دخول شركة "الأمل للتمويل الصغير" طور الإنتاج برأس مال يقدر بـ 3 مليون دينار.

- ارتفاع قيمة النتائج المؤجلة و النتيجة المحاسبية السنوية لمؤسسات التمويل الصغير مسجلة على التوالي ارتفاعا بنسبة 172,9 ٪ سنة 2018 و 128,6 ٪ سنة 2019.

- بلغت في موفى سنة 2019 خصوم مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم، 899 مليون دينار مقابل 663 مليون دينار في موفى سنة 2018، مسجلا بذلك نسبة ارتفاع تقدّر بـ 35,61 ٪.
- بلغ مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 275,1 مليون دينار في موفى سنة 2019، مقابل 197,9 مليون دينار خلال سنة 2018.
- ارتفع مجموع الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 98.2 مليون دينار في موفى سنة 2017، إلى 143,8 مليون دينار و196,7 مليون دينار في موفى سنتي 2018 و2019.

• بلغت نتيجة الاستغلال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2019، 56,3 مليون دينار متكوّنة أساسا من نتيجة استغلال إيجابية لشركات أندا تمويل وميكروكراد تونس

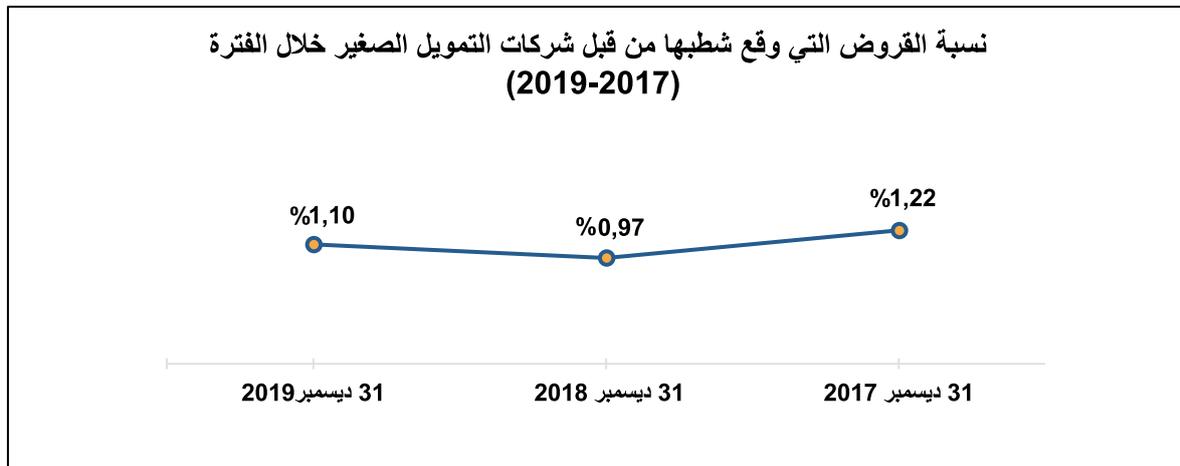


2019 من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم، من معدل محفظة القروض الخام، مقابل 0,97 % موفى سنة 2018.

9-2. نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2019-2017) بلغت نسبة القروض التي وقع شطبها موفى سنة

نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم (2019-2017)

نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير	31 ديسمبر 2019	31 ديسمبر 2018	31 ديسمبر 2017
مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	1,10%	0,97%	1,22%

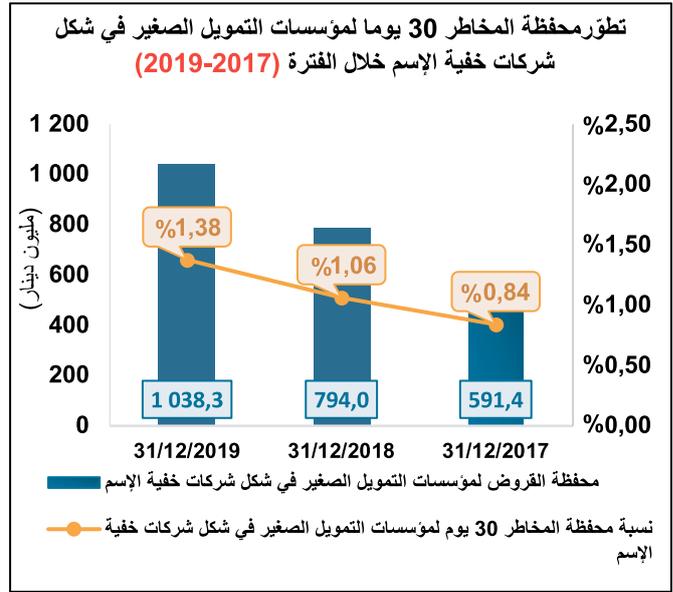
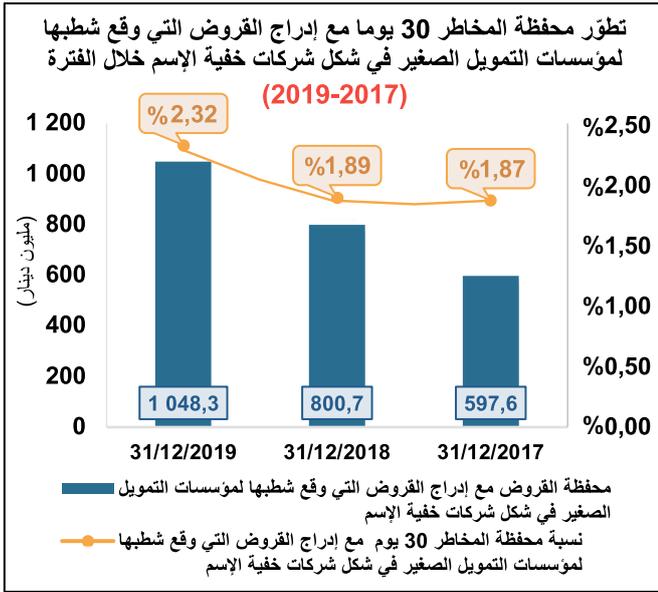


موفى سنة 2019 مقابل 880,5 مليون دينار في موفى سنة 2018 مسجلاً بذلك نسبة نمو تقدر ب 32,05 % خلال هذه الفترة.

• بلغ مجموع الأموال الذاتية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 263,7 مليون

10-2. المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم أ. معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج

• بلغ مجموع الأصول لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم، 1162,7 مليون دينار



ب. خلال سنة 2019

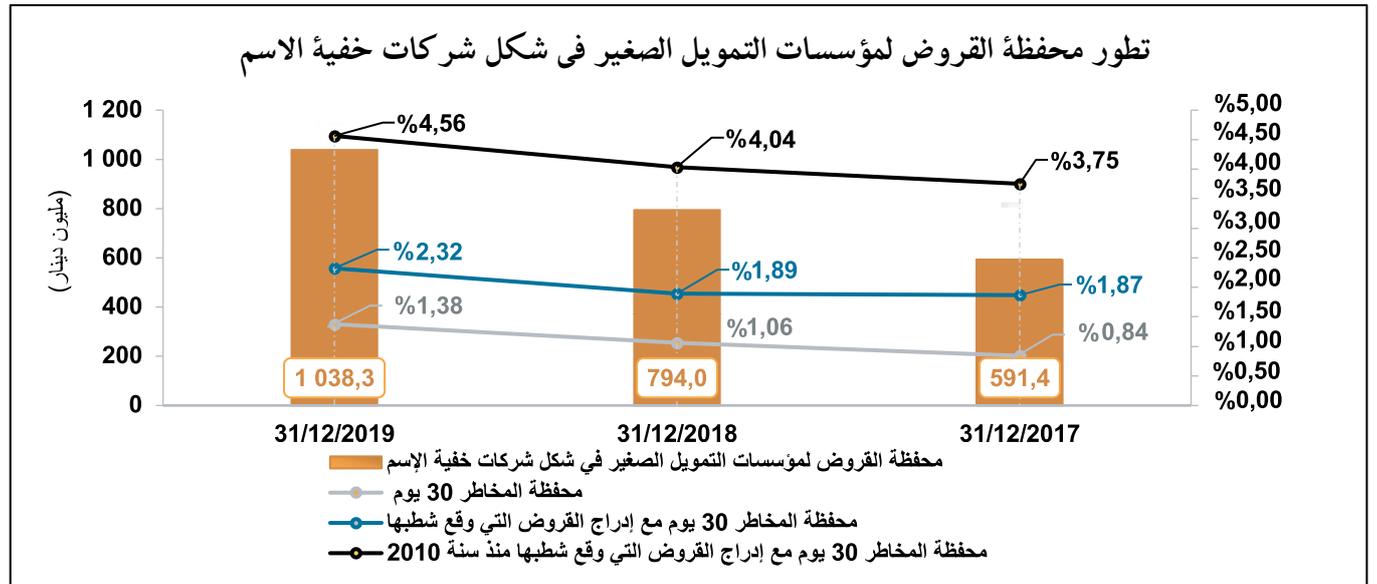
- سجّلت محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها خلال سنة 2019 ارتفاعا من 1,16 % في موفى شهر جانفي إلى 2,32 % في نهاية السنة.

تطوّر محفظة المخاطر 30 يوما الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم خلال سنة 2019

محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض (ألف دينار)	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الإسم في:
النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)		
1,16	9 326	1,11	8 883	802 958	2019/01/31
1,30	10 472	1,20	9 669	803 477	2019/02/28
1,41	11 715	1,24	10 297	831 771	2019/03/31
1,45	12 567	1,25	10 750	862 833	2019/04/30
1,63	14 627	1,37	12 238	892 968	2019/05/31
1,79	16 306	1,48	13 439	906 641	2019/06/30
2,00	18 343	1,64	14 971	912 754	2019/07/31
2,31	21 004	1,87	16 918	906 365	2019/08/31
2,33	21 821	1,83	17 027	931 881	2019/09/30
2,45	23 786	1,77	17 060	963 175	2019/10/31
2,45	24 648	1,71	17 116	998 820	2019/11/30
2,32	24 349	1,38	14 294	1 038 276	2019/12/31

تطور محفظة القروض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها منذ سنة 2010		محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض (ألف دينار)	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)	النسبة (%)	المبلغ (ألف دينار)		
3,75	22 870	1,87	11 164	0,84	4 976	591 413	31 ديسمبر 2017
4,04	33 060	1,89	15 166	1,06	8 444	793 985	31 ديسمبر 2018
4,56	48 966	2,32	24 349	1,38	14 294	1 038 276	31 ديسمبر 2019



31 ديسمبر 2019	31 ديسمبر 2018	31 ديسمبر 2017	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
14 294	8 444	4 976	محفظة المخاطر 30 يوم
1 038 276	793 985	591 413	محفظة القروض
1,38%	1,06%	0,84%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم
1 731	1 751	287	القروض التي تم التمديد في أجالها
355	177	419	القروض المعاد جدولتها
0	11	17	القروض التي وقع تجميعها
10 056	6 723	6 188	القروض التي وقع شطبها
1 048 332	800 713	597 601	محفظة القروض + القروض التي وقع شطبها
24 349	15 166	11 164	محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها
2,32%	1,89%	1,87%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها

المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
خلال الفترة (2017-2019)

31 ديسمبر 2019	31 ديسمبر 2018	31 ديسمبر 2017	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1 038 276	793 985	591 413	المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالألف دينار
438 955	406 423	357 987	عدد الحرفاء النشطين (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
422 737	393 730	349 409	عدد الحرفاء النشطين (دون اعتبار الحرفاء المزدوجين)
459 549	427 480	375 104	عدد القروض النشيطة
2 456	2 017	1693	معذّل المبلغ الجاري للحرفاء النشطين دون اعتبار الحرفاء المزدوجين بالدينار
2 365	1 954	1 652	معذّل المبلغ الجاري للحرفاء النشطين باعتبار الحرفاء المزدوجين بالدينار
2 259	1 857	1 577	معذّل المبلغ الجاري للتمويل الصغير بالدينار

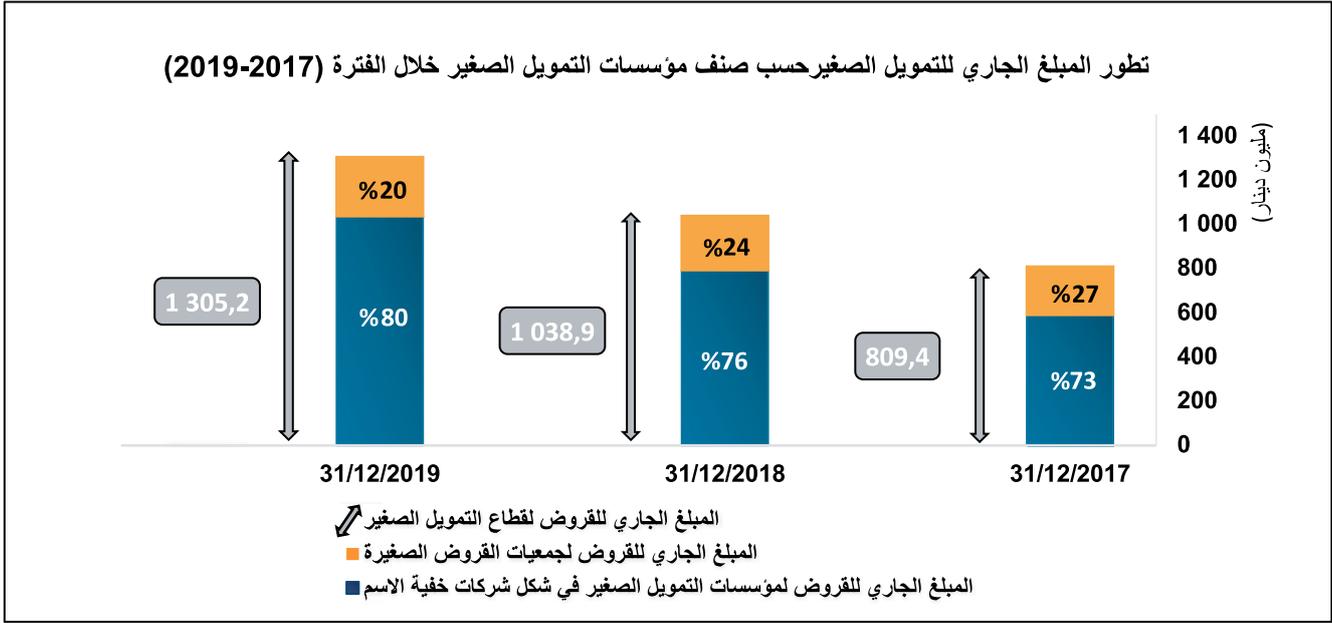
- بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها، 1,38٪ سنة 2019 مقابل 1,06٪ سنة 2018.
- بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها، 2,32٪ سنة 2019 مقابل 1,89٪ سنة 2018.
- قدرت نسبة محفظة المخاطر 30 يوما، مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم منذ سنة 2010، 4,56٪ في موفى سنة 2019 مقابل 4,04٪ سنة 2018.

8-2 محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة (2017-2019) أ.

- سجّل مبلغ محفظة المخاطر لـ 30 يوما مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعا قدر بـ 60,5٪ بين سنتي 2018 و2019 حيث بلغ 24,3 مليون ديناراً موفى سنة 2019 مقابل 15,2 مليون ديناراً سنة 2018. ويعود ذلك بالأساس إلى التطور الهام الذي شهدته محفظة القروض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم التي سجّلت بدورها نسبة ارتفاع قدرت بـ 30,8٪ بين سنتي 2018 و2019.
- ارتفع مبلغ محفظة المخاطر 30 يوما دون إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 8,4 مليون دينار سنة 2018 إلى 14,3 مليون دينار سنة 2019 مسجّلاً بذلك ارتفاعاً بنسبة 69,3٪.

تطور المبلغ الجاري للتمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2017-2019)

2019-12-31		2018-12-31		2017-12-31		المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير
المبلغ الجاري (ألف دينار)	العدد	المبلغ الجاري (ألف دينار)	العدد	المبلغ الجاري (ألف دينار)	العدد	
1 038 276	459 549	793 985	427 480	591 413	375 104	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
266 946	غ، م	244 883	غ، م	217 970 ²	غ، م	جمعيات القروض الصغيرة
1 305 222	-	1 038 868	-	809 383	-	المجموع



احتساب الحرفاء المزدوجين، خلال سنة 2019، 2456 ديناراً.

• سجّل معدّل المبلغ الجاري للتمويل الصغير النشط ارتفاعاً هاماً بنسبة 21,6٪ حيث بلغ 2259 ديناراً في سنة 2019 مقابل 1857 ديناراً في سنة 2018.

ب. متوسّط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى النشيطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

• سجّل معدّل المبلغ الجاري لكل حريف نشيط باعتبار الحرفاء المزدوجين ارتفاعاً هاماً من 1954 ديناراً سنة 2018 إلى 2365 ديناراً سنة 2019 أي بنسبة 21٪.

• كما بلغ معدّل المبلغ الجاري للحرفاء النشطين دون

2 يأخذ المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل الجمعيات، في 31-12-2017، بعين الاعتبار القسط الثاني من القروض الصغيرة الفلاحية التي وقع شطبها والمقدر بـ 527,20 م د خلال سنة 2017، طبقاً لأحكام قرار وزيرة المالية ووزير الفلاحة والموارد المائية والصيد البحري المؤرخ في 27 أكتوبر 2016.

- للأنشطة المدرة الدخل 3328 دينارا سنة 2019 مقابل 2854 دينارا سنة 2018.
- ويرتكز معدل مبلغ التمويلات الصغيرة المسندة أساسا على معدل التمويلات الصغرى المسندة من قبل أندا تمويل التي تهيمن على سوق التمويل الصغير.

تطور معدل التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2017-2019)

(الوحدة: الدينار)

2019			2018			2017			
معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص لتحسين ظروف العيش	معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص لتحسين ظروف العيش	معدل مبلغ التمويل الصغير	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص للأنشطة المدرة للدخل	معدل مبلغ التمويل الصغير المخصص لتحسين ظروف العيش	معدل مبلغ التمويل الصغير	
2 929	3 328	1 318	2 522	2 854	1 187	2 236	2 534	1 059	قطاع التمويل الصغير
3 042	3 498	1 340	2 610	2 990	1 206	2 310	2 660	1 075	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1 998	2 112	913	1 842	1 946	864	1 799	1 897	832	جمعيات القروض الصغيرة ومؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعياتي



- كما تطورّ المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم بنسبة 30,8% خلال سنة 2019، حيث بلغ 1038,3 مليون ديناراً مقابل 794 مليون ديناراً سنة 2018.
- مثلّ المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم حوالي 80% من المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة سنة 2019 مقابل 76% سنة 2018.

7-2. تطورّ المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى

- أ. المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير
- ارتفع المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكلها الجمعياتي والشركات خفية الاسم من 809,4 مليون ديناراً في موفى سنة 2017 إلى 1305,2 مليون ديناراً إلى غاية 31 ديسمبر 2019، مسجلاً بذلك متوسط معدل نمو سنوي قدر بـ 27% خلال الفترة (2017-2019).

توزيع معدّل التمويل الصغير حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2017-2019)

(الوحدة : الدينار)

2019	2018	2017	
3 555	3 014	2 571	معدّل مبلغ التمويل الصغير للرجال
2 429	2 148	1 981	معدّل مبلغ التمويل الصغير للنساء
2 929	2 522	2 236	معدّل مبلغ التمويل الصغير

المدرّة للدخل، في حين لم يحظى إحداه المشاريع إلا بنسبة 5 ٪ خلال نفس الفترة مقابل 4 ٪ سنة 2018.

5-2. توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع

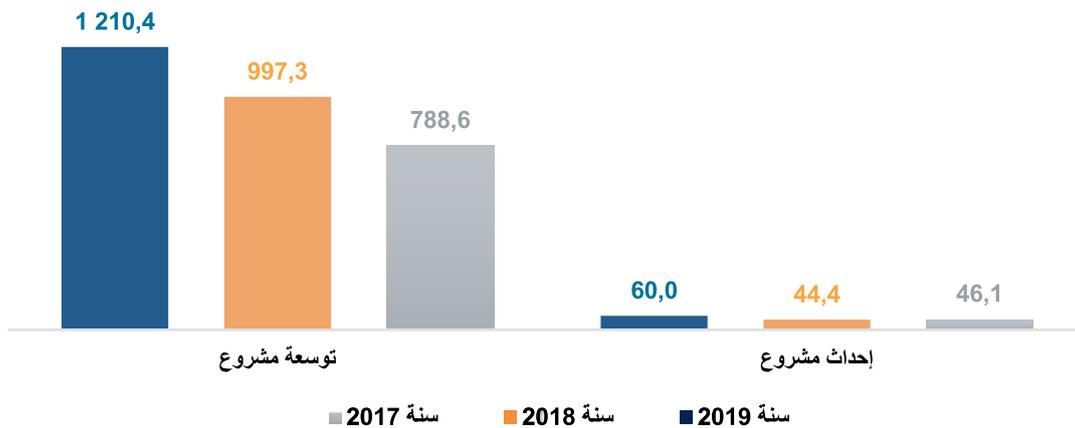
تمّ خلال سنة 2019، تخصيص 1210,4 مليون ديناراً لتوسعة المشاريع أي بنسبة 95 ٪ من القيمة الجمالية للتمويلات الصغرى المخصصة للأنشطة

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع خلال الفترة (2017-2019)

(الوحدة : ألف دينار)

2019				2018				2017				توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
5	60 001	6	22 240	4	44 419	6	22 588	6	46 111	8	25 728	إحداث مشروع
95	1 210 398	94	359 460	96	997 264	94	342 406	94	788 580	92	303 605	توسعة مشروع
100	1 270 399	100	381 700	100	1 041 682	100	364 994	100	834 690	100	329 333	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب نوع المشروع خلال الفترة (2017-2019)



موفى 2019، مقابل 2522 ديناراً في موفى سنة 2018.

كما قدر معدّل مبلغ التمويلات الصغرى المخصّصة

6-2. متوسّط التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير

بلغ معدّل مبلغ التمويل الصغير 2929 ديناراً في

حيث تحصل الرجال على حوالي 751,5 مليون دينار أي ما يعادل 211 415 تمويلا صغيرا في مختلف المجالات، وفي المقابل تحصلت النساء على 643,6 مليون دينار أي ما يعادل 46 ٪ من المبلغ الجملي للتمويلات الصغيرة المسندة سنة 2019.

4-2. توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي

• من حيث العدد، تحصلت النساء على 903 264 تمويلا صغيرا أي ما يمثل 56 ٪ من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2019 مقارنة بـ 259.229 تمويلا خلال سنة 2018.

• ارتفعت حصة الرجال من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة من 50٪ سنة 2017 الى 54 ٪ سنة 2019

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2019-2017)

(الوحدة : ألف دينار)

2019				2018				2017				توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
54	751 510	44	211 415	52	592 741	43	196 642	50	458 560	43	178 338	رجال
46	643 565	56	264 903	48	556 818	57	259 229	50	464 480	57	234 451	نساء
100	1 395 075	100	476 318	100	1 149 559	100	455 871	100	923 040	100	412 789	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب النوع الاجتماعي خلال الفترة (2019-2017)



يزال أقل من المعدل المسجل بالنسبة للرجال والذي بلغ 3555 دينارا خلال سنة 2019 مقابل 3014 دينارا في سنة 2018 أي بنسبة نمو قدرها 17,9٪.

• هذا وقد بلغ معدّل التمويل الصغير المسند للنساء 2429 دينارا خلال سنة 2019 مقابل 2148 دينارا خلال سنة 2018 مسجلا إرتفاعا بـ 13,1٪ والذي لا

28 ٪ من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة محافظا بذلك على نفس نسب السنة الفارطة.

- لم تتجاوز خلال سنة 2019 حصّة قطاع الصناعات التقليدية 3٪ من مجموع التمويلات الصغرى المسندة، ليكون بذلك القطاع الأقلّ استفادة من التمويلات الصغرى.

2-3 توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاعات

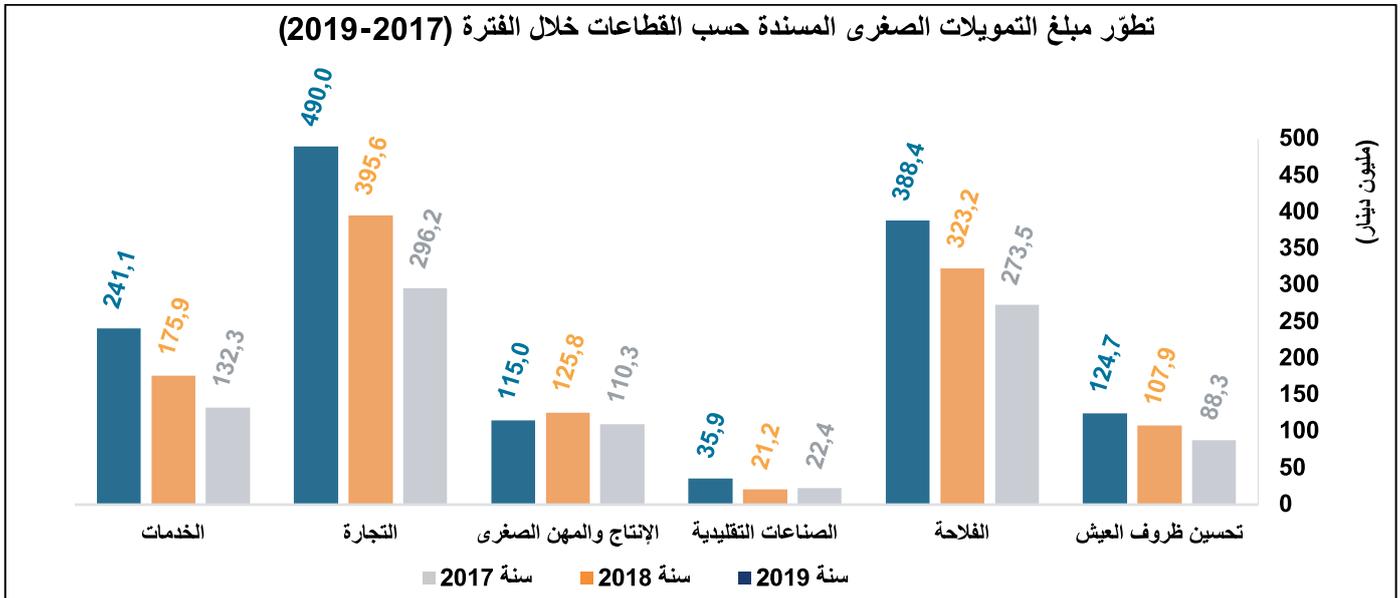
- استأثر قطاع التجارة بالنصيب الأوفر من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2019، من خلال حصوله على ما يفوق 490 مليون دينار أي ما يمثل 35 ٪ من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال تلك السنة، مقابل 34 ٪ سنة 2018.
- تحصّل قطاع الفلاحة على 134854 تمويلا من مجموع التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2019 بمبلغ جملي قدر بحوالي 388,4 مليون دينار أي بنسبة

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات خلال الفترة (2019-2017)

(الوحدة : ألف دينار)

2019				2018				2017				توزيع القروض الصغرى حسب القطاع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
9	124 676	20	94 618	9	107 877	20	90 877	10	88 349	20	83 456	تحسين ظروف العيش
28	388 372	28	134 854	28	323 157	28	129 506	30	273 534	30	122 876	الفلاحة
3	35 883	3	15 318	2	21 201	2	10 004	2	22 412	3	11 403	الصناعات التقليدية
8	114 976	8	40 270	11	125 787	12	51 506	12	110 287	12	50 184	المهن الصغرى
35	490 033	29	135 971	34	395 606	28	126 678	32	296 152	26	106 161	التجارة
17	241 135	12	55 287	15	175 931	10	47 300	14	132 305	9	38 709	الخدمات
100	1 395 075	100	476 318	100	1 149 559	100	455 871	100	923 040	100	412 789	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب القطاعات خلال الفترة (2019-2017)



التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2019 محافظة
بذلك على نفس نسب السنة الفارطة مقابل نسبة
14٪ و 8٪ على التوالي خلال سنة 2017.
• سجّلت جهتي الجنوب الغربي والوسط الغربي نسبة
8٪ و 12٪ على التوالي من المبلغ الجملي للتمويلات
الصغرى المسندة خلال سنة 2019.

خلال سنة 2018 و 17٪ خلال سنة 2017.
• تحصّلت جهتي الوسط الشرقي والجنوب الشرقي
على نسبة 16٪ و 6٪ على التوالي من المبلغ الجملي
للمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2019 محافظة
بذلك على نفس نسب السنة الفارطة مقابل نسبة
14٪ و 6٪ على التوالي خلال سنة 2017.

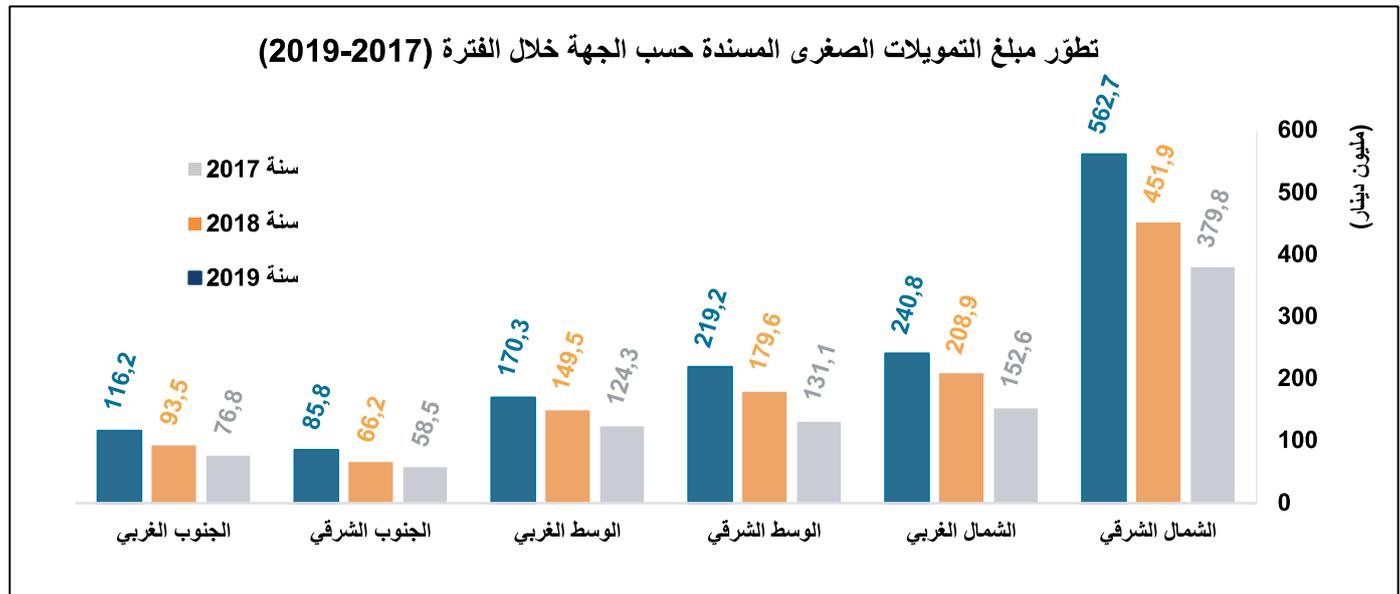
• تحصّلت جهتي الوسط الغربي والجنوب الغربي
على نسبة 13٪ و 8٪ على التوالي من إجمالي عدد

توزيع التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهات خلال الفترة (2019-2017)

(الوحدة : ألف دينار)

2019				2018				2017				توزيع القروض الصغرى حسب الجهات
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
40	562 694	40	191 913	39	451 912	39	178 333	41	379 787	40	164 486	الشمال الشرقي
17	240 809	17	81 041	18	208 937	18	82 710	17	152 585	16	68 008	الشمال الغربي
16	219 155	15	71 594	16	179 610	15	67 421	14	131 092	14	58 798	الوسط الشرقي
12	170 341	13	60 950	13	149 453	13	60 230	13	124 311	14	57 751	الوسط الغربي
6	85 831	7	32 574	6	66 159	7	30 691	6	58 462	8	31 195	الجنوب الشرقي
8	116 246	8	38 246	8	93 488	8	36 486	8	76 803	8	32 551	الجنوب الغربي
100	1 395 075	100	476 318	100	1 149 559	100	455 871	100	923 040	100	412 789	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة حسب الجهة خلال الفترة (2019-2017)

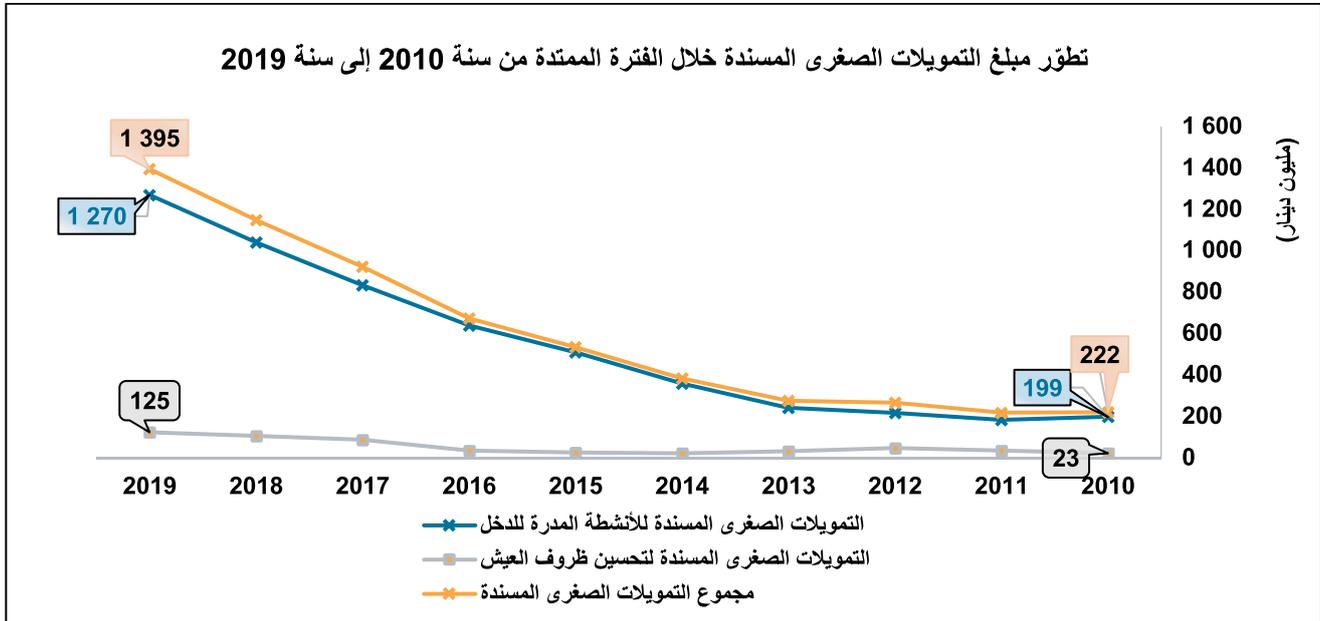


ب. خلال الفترة (2010-2019) العشرية الأخيرة ارتفاعا حيث بلغ متوسط معدل
شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغيرة المسندة خلال النمو السنوي نسبة قدرت بـ 22.4 %.

توزيع التمويلات الصغيرة المسندة للفترة (2010-2019)

(الوحدة : ألف دينار)

مجموع التمويلات الصغيرة المسندة		التمويلات الصغيرة المسندة لتحسين ظروف العيش		التمويلات الصغيرة المسندة للأنشطة المدرة للدخل		
المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	
222 476	276 326	23 448	50 533	199 028	225 793	2010
219 670	258 153	35 006	62 719	184 664	195 434	2011
267 947	271 293	48 578	71 705	219 369	199 588	2012
275 947	251 811	32 398	46 293	243 461	205 518	2013
383 294	283 711	23 122	32 927	360 172	250 784	2014
536 082	329 747	26 418	38 949	509 664	290 798	2015
675 712	360 916	36 112	51 152	639 601	309 764	2016
923 040	412 789	88 349	83 456	834 690	329 333	2017
1 149 559	455 871	107 877	90 877	1 041 682	364 994	2018
1 395 075	476 318	124 676	94 618	1 270 399	381 700	2019



سنتي 2018 و2017.

2-2 توزيع التمويلات الصغيرة حسب الجهات

- استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 40 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغيرة المسندة خلال سنة 2019 مقابل 39 % و 41 % على التوالي خلال سنتي 2018 و2017.
- قدرت نسبة التمويلات الصغيرة المسندة في جهة الشمال الغربي بـ 17 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغيرة المسندة خلال سنة 2019 مقابل نسبة 18 %

1149,6 مليون دينار خلال سنة 2018، أي بنسبة نمو قدرت بـ 21,4٪.

• يمثل مبلغ التمويلات الصغيرة المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة 7,4٪ من إجمالي التمويلات الصغيرة المسندة في قطاع التمويل الصغير خلال سنة 2019 مسجلا ارتفاعا قدر بـ 6,4٪ مقارنة بالسنة الفارطة.

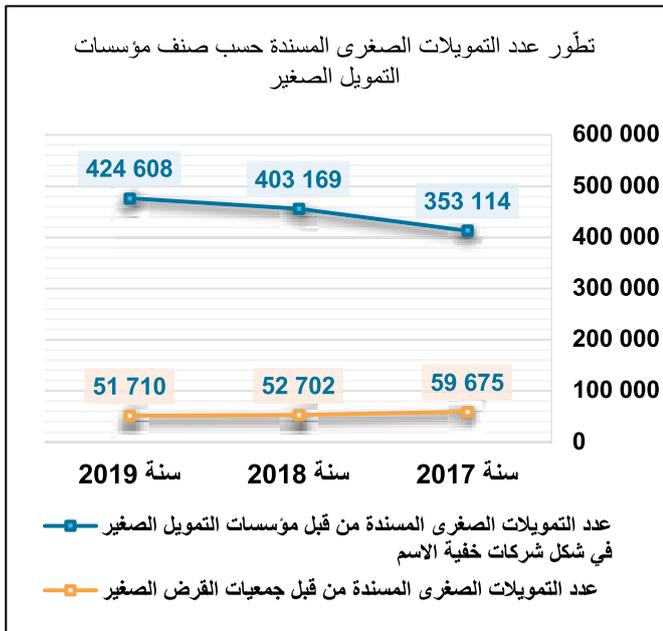
2-1. تطور التمويلات الصغيرة المسندة
أ. خلال الفترة (2017 – 2019)

• بلغ العدد الجملي للتمويلات الصغيرة المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعيات، 476 318 تمويلا صغيرا بمبلغ جملي قدره 1 395 مليون دينار، خلال سنة 2019، مقابل 455 871 تمويلا صغيرا بقيمة

تطور التمويلات الصغيرة المسندة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير خلال الفترة (2017-2019)

(الوحدة : ألف دينار)

2019				2018				2017				أنصاف مؤسسات التمويل الصغير
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
92,6	1 291 778	89,1	424 608	91,6	1 052 468	88,4	403 169	88,4	815 703	85,5	353 114	الشركات خفية الاسم
7,4	103 297	10,9	51,710	8,4	97 091	11,6	52 702	11,6	107 337	14,5	59 675	جمعيات القروض الصغيرة
100	1 395 075	100	476 318	100	1 149 559	100	455 871	100	923 040	100	412 789	المجموع



الشعار	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي	
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعية تمّ إحداثها في إطار عملية تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية "أسد". تحصلت على ترخيص من وزير المالية بتاريخ 30 سبتمبر 2015.	أسد تمويل
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعية تمكنت من الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 - 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصّغير.	جمعية القيروان للتنمية المندمجة

• 7 شركات خفية الاسم:

تاريخ الحصول على الترخيص	الشعار	مؤسسة التمويل الصّغير في شكل شركة خفية الاسم
2015.12.31		شركة أندا تمويل
2014.03.28		شركة تيسير للتمويل الصغير
2014.10.03		شركة ميكروكراد بابواب
2015.04.21		شركة أدفانس تونس
2015.01.22		شركة المركز المالي للباعثين
2016.05.06		شركة الزيتونة تمكين
2019.01.09		شركة الأمل للتمويل الصغير

1 منح الفصل 58 من المرسوم 117 - 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 - 2014 المؤرّخ في 24 جويلية 2014 لجمعيات القروض الصّغيرة، صفة مؤسسات تمويل صغير شريطة امتثالها لأحكام هذا المرسوم في أجل أقصاه موفى سنة 2016.

وبحلول هذا الأجل، وباستثناء جمعية "دعم التنمية الذاتية أسد" وجمعية القيروان للتنمية المندمجة "AKDI"، لم تمثل بقية جمعيات القروض الصغيرة لأحكام هذا المرسوم كما تمّ تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014. وتجدر الإشارة في هذا الإطار أنه قد تم اصدار ثلاث أوامر حكومية بتاريخ 19 جانفي 2017 و10 جانفي 2018 و20 فيفري 2020 للتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم المذكور إلى موفى سنة 2021.

نوفمبر 2012

• الأمر عدد 2643-2012 المؤرخ في 6 نوفمبر 2012 و المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

سبتمبر 2012

• الأمر عدد 2128-2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير

جانفي 2012

• قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الاقصى للقرض الصغير وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير

نوفمبر 2011

• مرسوم عدد 117-2011 مؤرخ في 5 نوفمبر 2011 يتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير
• المرسوم عدد 118-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بالأحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير

التونسي للتضامن خلال سنة 2019.

2. معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2019

يتكون قطاع التمويل الصغير في تونس إلى موفى شهر ديسمبر 2019 من:

- 289 جمعية قروض صغرى مرخص لها طبقا للقانون عدد 67-1999 المؤرخ في 15 جويلية 1999 والمتعلق بالقروض الصغيرة المسندة من قبل الجمعيات منها:

9 جمعيات لم تتعاطى قط هذا النشاط.

• 190 جمعية تحصلت على تمويلات من البنك

ولم تتمكن إلا جمعيتان فقط من بين هاته الجمعيات من الامتثال لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهما:

فيفري 2016

• قرار وزير المالية المؤرخ في 9 فيفري 2016 الضابط لنسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة لسلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصل 48 من المرسوم عدد 117-2011 الصادر في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46-2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

نوفمبر 2014

• قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 يتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات مؤسسات التمويل الصغير

جويلية 2014

• قانون عدد 46-2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 المنقح للمرسوم عدد 117-2011 الصادر في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير

أوت 2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 19 أوت 2013 يتعلق بتنقيح القرار المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتي الصادر في 22 جانفي 2013.

أفريل 2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 16 أفريل يتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل الصغير
• قرار وزير المالية المؤرخ في 22 أفريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس وأعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

جانفي 2013

• قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط إجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتي

أفريل 2018

- قرار وزير المالية الصادر في 13 أفريل 2018 المتعلق بتنقيح وإتمام القرار المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الأقصى للقروض الصغيرة وشروط إسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير

مارس 2018

- قرار وزير المالية المؤرخ في 27 مارس 2018 يتعلق بالمصادقة على معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير

جانفي 2018

- أمر حكومي عدد 12-2018 مؤرخ في 10 جانفي 2018 يتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93-2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

جويلية 2017

- قرار وزير المالية بالنيابة المؤرخ في 26 جويلية 2017 المتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير.

جانفي 2017

- أمر حكومي عدد 93-2017 مؤرخ في 19 جانفي 2017 يتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117-2011 الصادر في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46-2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014.

ديسمبر 2016

- قرار وزير المالية بالنيابة المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 و المتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير

أوت 2016

- قرار وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 و المتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير

سعر الفائدة السنوية المعمول بها بالنسبة للتمويلات الصغيرة المسندة على موارد غير متأتية من ميزانية الدولة.

بالإضافة إلى ذلك، تم استكمال الإطار الترتيبي والقانوني للتمويل الصغير سنة 2019 بقرارين هامين:

- قرار وزير المالية المؤرخ في 12 سبتمبر 2019 والمتعلق بضبط العقوبات الإدارية والمالية المسلطة على مؤسسات التمويل الصغير المخلة بأحكام المرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير،

- قرار وزير المالية المؤرخ في 21 جانفي 2019 والمتعلق بتحديد معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريف التي تخضع لها الجمعيات الترموية.

ويبين الرسم البياني التالي تطوّر الإطار الترتيبي والتشريعي للتمويل الصغير منذ سنة 2011.

1. تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011

وفقا للفصل 43 من المرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم مؤسسات التمويل الصغير، فإن من مهام سلطة رقابة التمويل الصغير إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشريعات المتعلقة بالتمويل الصغير. وفي هذا السياق وخلال سنة 2019، أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير رأيهم بخصوص النصوص القانونية التالية:

- مشروع أمر لتنقيح الأمر الحكومي عدد 93-2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46-2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014،
- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بتحديد سقف

سبتمبر 2019

- قرار وزير المالية المؤرخ في 12 سبتمبر 2019 والمتعلق بضبط العقوبات الإدارية والمالية المسلطة على مؤسسات التمويل الصغير المخلة بأحكام المرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمنظم لنشاط مؤسسات التمويل الصغير

جانفي 2019

- قرار وزير المالية المؤرخ في 21 جانفي 2019 والمتعلق بتحديد معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريف التي تخضع لها الجمعيات الترموية



المحور الثاني

2019

واقع قطاع التمويل الصغير في تونس

6-12 دورة تكوينية حول تطبيق "Excel avancé"

شارك 3 إطارات ضمن الدورة التكوينية حول تطبيق "Excel avancé" لمدة 6 أيام خلال شهر نوفمبر 2019. وتضمنت الدورة جزءا نظريا وجزءا تطبيقيا وتمحورت حول الجوانب التالية: بيئة الاقتصاد الكلي، اعتماد المتغيرات، الشروط والحلقات، استخدام النماذج والتصرف في الإستثناءات. وقد تمّ إسناد شهادت للمتكونين في ختام الدورة.

6-13 دورة تكوينية حول تطبيق "SAS"

شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية حول تطبيق "SAS" من 17 إلى 20 ديسمبر أمّنتها شركة "BIWARE" بمقرّ البنك المركزي التونسي. مكّنت هذه الدورة من معرفة سبل استخدام تطبيق "SAS Analytics Pro". كما تضمنت أيضا مقدّمة حول استخدام تطبيق تصور البيانات في إصدار "مجاني"، بهدف تقييم حاجيات سلطة رقابة التمويل الصغير.

- استباق التحولات المقبلة في المعايير الدولية وضبط توجهات المحاسبة المستقبلية.

6-10 زيارة دراسية للسنغال وساحل العاج:

في إطار إتفاقية التعاون بين مجلس التحاليل الاقتصادية "CAE" والمؤسسة المالية الدولية "IFC" لدعم الإدماج المالي في تونس، الممضاة في 18 جوان 2019، قام وفد تونسي مكوّن من إطارات من وزارة المالية والبنك المركزي التونسي وسلطة رقابة التمويل الصّغير والبنك التونسي للتضامن ومجلس التحاليل الاقتصادية ومؤسستي أندا تمويل وميكروكراد تونس خلال الفترة الممتدة من 7 إلى 13 جويلية 2019 بزيارة دراسية للسنغال وساحل العاج وذلك لمقابلة الفاعلين الرئيسيين في مجال التمويل الصغير في هذين البلدين.

6-11 دورة تكوينية عبر الانترنت للحصول على

شهادة خبير في التمويل الرقمي:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة التكوينية للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي من معهد "فرانكفورت للتصرف والمالية". وقد انطلقت هذه الدورة التكوينية خلال شهر مارس 2019 وإمتدّت على مدى 6 أشهر وشملت 5 وحدات تكوينية:

الوحدة الأولى: منظومة التمويل الرقمي،

الوحدة الثانية: التقنيات الحديثة،

الوحدة الثالثة: الدفع الرقمي والتحويلات،

الوحدة الرابعة: التمويل الرقمي والدفعات،

الوحدة الخامسة: التصرف الإستراتيجي في الخدمات

المالية الرقمية

فيها: مخاطر القرض والسوق والسيولة والمخاطر العمليّاتية.

6-8 دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير معتمد لمكافحة تبييض الأموال :

شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة التكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير معتمد لمكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب من جمعية الخبراء المعتمدين لمكافحة تبييض الأموال "ACAMS". هذه الدورة التكوينية التي إنطلقت في أوت 2019 وامتدت على مدى 6 أشهر، تهدف إلى تكوين فريق رقابي مختص في مجال مكافحة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب.

6-9 دورة تكوينية حول معايير المحاسبية الدولية:

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية، خلال الفترة الممتدة من 27 سبتمبر 2019 إلى 27 فيفري 2020، حول المعايير الدولية لإعداد التقارير المالية "IFRS"، نظمها معهد التدريب ببورصة تونس للأوراق المالية "IFBT" بالشراكة مع المعهد التحضيري للإدارة والتصرف "IPAG School" والذي يعد مؤسسة معتمدة على الصعيد الدولي. وتتمثل أهداف هذه الدورة، التي أمّنها خبراء محاسبون وأكاديميون ذو خبرة عالية في:

- إتقان آليات تقديم وإعداد القوائم المالية حسب المعايير الدولية "IFRS" والقدرة على إنتاجها،
- فهم الاختلافات الرئيسية بين المعايير الدولية والمعايير المحاسبية التونسية لإعداد التقارير المالية،
- تحديد تأثير المعايير الدولية لإعداد التقارير المالية على تقييم وعرض الأصول والخصوم،

القروض الصغيرة وعمليات الدفع المسبق)،
- المعالجة المحاسبية لدى مؤسسات التمويل الصّغير (التجميع وإعادة التمويل وإعادة الهيكلة وإعادة الجدولة وشطب القروض الصّغرى)،
- مؤشر كفاية رأس المال.

6-6 دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير في التمويل الصّغير:

شارك أربعة مراقبين من الهيئة في دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير في التمويل الصّغير من معهد "Frankfurt School of Management and Finance". وتمتدّ هذه الدّورة التكوينية على 6 أشهر وذلك بداية من شهر سبتمبر وتهدف خاصّة إلى تمكين المتكويين من إتقان:

- التصرّف في القروض الصغيرة،
- إدارة المدخرات الصغيرة والتأمين الصغير،
- التصرف في المخاطر،
- التسويق والمبيعات،
- التصرّف في الأداء المالي والاجتماعي،
- التصرّف في الموارد البشرية.

6-7 دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير في التصرف في المخاطر :

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير في التصرف في المخاطر من معهد "Frankfurt School of Management and Finance". وتمتدّ هذه الدّورة التكوينية على إمتداد 6 أشهر وذلك بداية من شهر سبتمبر وتهدف إلى مزيد فهم المخاطر بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير وتحليلها والتصرّف

19 جويلية 2019 بمرسليا. وتهدف هذه الدورة إلى تكوين مختلف المهنيين الناشطين في قطاع التمويل الصغير والإدماج المالي في العالم، وذلك من خلال أكثر من عشرين مادة يتم تقديمها باللغة الفرنسية على امتداد أسبوعين.

4-6 دورة تكوينية حول مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير:

تم تنظيم دورة تكوينية بتاريخ 14 أكتوبر لفائدة مراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير حول مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير، قام بتنشيطها خبير محاسب عضو بالمجلس الوطني للمحاسبة. وتم تخصيصها للنظر في تعديلات سلطة رقابة التمويل الصغير المزمع إدراجها ضمن المذكرة عدد 18 بتاريخ 02 جوان 2017 والمتعلقة بتوضيح عناصر الأموال الذاتية الصافية والأموال الذاتية الأساسية والأموال الذاتية التكميلية وعناصر الأصول المعتمدة في احتساب المخاطر المترتبة ونسبها.

5-6 دورة تكوينية حول معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير:

شارك مراقبو سلطة رقابة التمويل الصغير، خلال شهر جانفي 2019، في ورشة تكوين تم تنظيمها من طرف الوكالة الألمانية للتعاون الفني "GIZ" وذلك بمقر الهيئة حول "معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير". وتم تنشيط هذه الدورة من طرف خبير محاسب عضو بالمجلس الوطني للمحاسبة وقد تضمنت المحاور التالية:

- المحاسبة المتعلقة بالعمليات الجارية (اسناد

المنصّات وتأثيرها على الإدماج المالي" الذي نظّمه كل من بنك "نيجارا" بماليزيا " BNM " والتحالف من أجل الإدماج المالي "AFI"، والذي شارك فيه حوالي 60 ممثلا عن 40 مؤسسة من 37 دولة.

ويهدف هذا البرنامج التكويني إلى:

- تحديد الخطوات اللازمة لإعداد التحول إلى المعاملات المرتكزة على المنصات،
- الاستفادة من خبرة مزودي المنصّات من أجل الاستعداد لهذه التحولات وتسريع الإدماج المالي،
- سن سياسات وحلول لتيسير المعاملات عبر المنصّات.

2-6 برنامج تكويني لأكاديميات ضباط الابتكار حول "التكنولوجيات المالية من أجل الإدماج المالي"

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير من 20 إلى 24 أكتوبر بأبوظبي في البرنامج التكويني "التكنولوجيات المالية من أجل الإدماج المالي" الذي نظّمته أكاديمية مسؤولي التجديد.

وتتمثل الأهداف الرئيسية للدورة التكوينية في:

- تطوير القدرات على إستعمال التكنولوجيات المالية من أجل الإدماج المالي؛
- تبادل الخبرات مع أصحاب الابتكارات لتطوير وتعزيز التكنولوجيات المالية.

3-6 دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير "بولدار"

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة التكوينية السنوية حول التمويل الصغير التي نظّمها معهد التمويل الصغير "بولدار" من 08 إلى

وقد أفرزت عمليات المراقبة على الوثائق لكل الملفات الواردة على سلطة رقابة التمويل الصغير وخاصةً منها تقارير مراقبي حسابات هذه الجمعيات، تسجيل:
- عدّة إخلالات تخصّ جوانب التصرف لجمعيات القروض الصّغيرة،
- عدّة نقائص على مستوى أعمال وتقارير مراقبي حسابات هاته الجمعيات.

ب- مهمّات المراقبة على عين المكان

في إطار المهام الموكولة إليها، تولّى فريق من مراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2019 وبإذن من المدير العام القيام بمهمتي (2) مراقبة ميدانية لمؤسسات تمويل صغير:

- (1) مهمة مراقبة لجمعية قروض صغيرة.
- (1) مهمة مراقبة حول التصرف في مخاطر الإقتراض مع التركيز على التداين المزدوج لشركة تمويل صغير.

6- تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير

تسهر سلطة رقابة التمويل الصغير على تنمية وتطوير كفاءات وخبرات عناصر فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة. حيث يشارك أعوانها منذ انتدابهم وطوال مسيرتهم المهنية صلب الهيئة في عدة حلقات تكوينية في تونس وأيضاً في الخارج.

6-1 البرنامج التكويني حول "اقتصاديات المنصّات وتأثيرها على الإدماج المالي":

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير، من 1 إلى 3 جويلية، في البرنامج التكويني حول "اقتصاديات

توصّلها بهذه المراسلات. وخلال سنة 2019، أعدت الهيئة تقريراً تضمّن أهمّ الإخلالات والنقائص التي تمت معاينتها من خلال عملية المراقبة على الوثائق الخاصة بهذه الجمعيات والمتمثلة أساساً في القوائم المالية وتقارير مراقبي حساباتها لسنتي 2016 و2017. وأرسلت نسخة منه إلى البنك التونسي للتضامن بتاريخ 10 ماي 2019 مرفوقة بقائمة في الجمعيات التي لم ترسل قط أي وثائق أو تقارير إلى الهيئة وكذلك قائمة في الجمعيات التي لم ترسل تقارير مراقبي حساباتها لسنتي 2016 و2017.

وقد واصل مراقبو الهيئة خلال سنة 2019 أعمال المراقبة للقوائم المالية وتقارير مراقبي الحسابات لسنة 2018 الواردة عليهم، وبتاريخ 27 سبتمبر 2019 تمّ توجيه مراسلة ثانية إلى البنك التونسي للتضامن ومدّه بقائمة محيئة تضمّ 120 جمعية لم تقم بإرسال قوائمها المالية وتقارير مراقبي حساباتها لسنوات 2016 و2017 و2018 وقائمة ثانية تضم 130 جمعية لم ترسل سوى بعض القوائم أو التقارير.

وإلى حدود تاريخ 05 مارس 2020، بلغ عدد الجمعيات التي أرسلت إلى الهيئة قوائمها المالية لسنة 2018 وتقارير مراقبي حساباتها بعنوان نفس السنة، 79 جمعية من ضمنها 78 جمعية ناشطة، ولم تقم 199 جمعية بإرسال قوائمها المالية وتقارير مراقبي حساباتها لسنة 2018، من بينها 110 جمعية ناشطة و89 غير ناشطة وبذلك تمثّل نسبة الجمعيات الناشطة والتي لم تُرسل إلى حدّ التاريخ المذكور أعلاه تقارير مراقبي حساباتها وقوائمها المالية لسنة 2018، حوالي 58.5٪ من مجموع الجمعيات الناشطة.

لتقديم إستفسارات حول كل عريضة.
- القيام بعمليات الإستقصاء اللازمة،
- إعلام المعنيين بمآل عمليات الإستقصاء والنتيجة
النهائية للعريضة المقدمة.

4-5 تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير

أ-مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدّمة لسلطة
رقابة التمويل الصغير

• مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات
خفية الإسم

تولى أعوان الهيئة خلال سنة 2019، مراقبة القوائم
والتقارير الدورية المرسله من قبل مؤسسات التمويل
الصغير طبقا لمقتضيات قرار وزير المالية المتعلق
بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية
لمؤسسات التمويل الصغير المؤرخ في 23 ديسمبر
2016.

• مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعيات
في إطار أعمال المراقبة على الوثائق لجمعيات
القروض الصغيرة التي لم تمتثل بعد لأحكام المرسوم
عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 05 نوفمبر 2011
المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير
وعملا بتوصيات أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة
التمويل الصغير خلال اجتماعهم المنعقد بتاريخ
2 مارس 2018، قامت الهيئة بتوجيه مراسلات إلى
كل جمعيات القروض الصغيرة الناشطة منها وغير
الناشطة ، دعتها من خلالها لمدّها بعدد من القوائم
والتقارير الضرورية لمتابعة نشاطها لسنوات 2016
و2017 و2018 وذلك في أجل أقصاه شهر من تاريخ

ووضعت سلطة رقابة التمويل الصغير على ذمة
مؤسسات التمويل الصغير البريد الالكتروني التالي :
reclamation_crm@acm.gov.tn

لتلقي جميع الشكاوى ذات العلاقة بمركزية مخاطر
التمويل الصغير سواء كانت ذات طابع فني أو مهني.
وقد قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بدراسة 4151
شكوى من قبل مؤسسات التمويل الصغير خلال سنة
2019، تتوزع كآلاتي:

موضوع الشكوى	عدد الشكاوي التي تمت معالجتها
خطأ في تاريخ الولادة	3573
خطأ في الاسم واللقب وتاريخ الولادة	552
خطأ في الاسم أو اللقب	26
المجموع	4151

2-5 مقياس التمويل الصغير :

يتمثل الهدف الأساسي لمقياس التمويل الصغير في
التعريف بقطاع التمويل الصغير من خلال مؤشرات
رئيسية تبين مدى أهميته في وصول الفئات الهشة
للخدمات المالية.

وقد تمّ إصدار 4 أعداد لمقياس التمويل الصغير طيلة
سنة 2019 (مارس وجوان وسبتمبر وديسمبر).

3-5 العرائض الصادرة عن حفاء مؤسسات التمويل الصغير :

تلقت خلال سنة 2019، سلطة رقابة التمويل الصغير
25 عريضة صادرة عن حفاء لمؤسسات التمويل
الصغير.

وقد تدخلت سلطة رقابة التمويل الصغير لحل هذه
النزاعات عبر:

- توجيه مكاتيب لمؤسسات التمويل الصغير المعنية

- إرساء خدمات الواب: ستمكن هذه الخدمات مؤسسات التمويل الصغير خاصة من التصريح بصفة فورية ودورية بالأشخاص الطبيعيين والعقود.
- إرساء نظام تنبيه مبكر في حالة حدوث تغيير في مجموع نقاط الحريف.

وتعمل سلطة رقابة التمويل الصغير بصفة مستمرة على مراقبة عمليات الاسترشاد ونوعية وجودة التصاريح ومعالجة واستغلال المعلومات المتعلقة بالحرفاء والقروض. ويتضمن الجدول التالي مجموعة من مؤشرات المتابعة للفترة الممتدة من 1 جانفي إلى 31 ديسمبر 2019:

من:

- تحفيز أعوان القروض وتحسين إنتاجيتهم،
- تقليص مدّة دراسة مطالب قروض التمويل الصغير،
- تطوير التصرف في المخاطر من قبل مؤسسة التمويل الصغير،
- تنبيه أعوان القروض وأصحاب القرار بمؤسسة التمويل الصغير بصفة مبكرة إلى مخاطر محتملة مرتبطة بالحريف المقترض،
- إضافة النسبة الفعلية الجمليّة ضمن العقد: وهو ما سيمنّ مؤسسات التمويل الصغير من التصريح بهذه النسبة كما تم تطبيقها في العقود المقدّمة للحرفاء.
- التصريح بالعناصر المعتمدة في احتساب كلفة القرض،

الحجم				
31 ديسمبر 2019	30 سبتمبر 2019	30 جوان 2019	31 مارس 2019	
1156	1077	1037	1003	عدد المستخدمين
3 851 580	3 526 627	3 224 720	2 938 812	العدد التراكمي لعمليات الاسترشاد
1 752 494	1 637 343	1 519 638	1 432 326	العدد التراكمي للعقود المطرح بها
مؤشرات				
ديسمبر 2019	سبتمبر 2019	جوان 2019	مارس 2019	
3332	3274	3110	2930	عدد عمليات الاسترشاد للمستخدم الواحد
عدد عمليات الاسترشاد للعقد الواحد				
2,198	2,154	2,122	2,052	العدد
% 219,78	% 215,39	% 212,20	% 205,18	النسبة المئوية

4-5 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمر الدولي لمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب وجريمة الاتجار بالبشر:

نظمت اللجنة التونسية للتحاليل المالية "CTAF" بالتعاون مع الاتحاد الأوروبي و "Expertise France" من 10 إلى 12 ديسمبر بتونس ورشة عمل بمشاركة العديد من الدول خصصت لدراسة ومناقشة سبل توفير آليات لمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب والاتجار بالبشر.

وقد نظم هذا المؤتمر في إطار 3 مشاريع ممولة من الاتحاد الأوروبي تهدف إلى تقديم المساعدة الفنية في مجال مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب. وقد شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير في هذه الندوة من خلال مداخلة قدم فيها دور سلطة رقابة التمويل الصغير في مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب.

5- دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير:

5-1. مركزية مخاطر التمويل الصغير:

بعد دخول الأقساط الثلاث الأولى من مركزية المخاطر الخاصة بقطاع التمويل الصغير حيز الاستغلال، تم خلال سنة 2019، إرساء القسط الرابع والمتكوّن من: - **إعتماد مؤشر ترقيم مبسط:** يتمثل في مجموعة من المعايير التصنيفية التي يتم على أساسها إسناد مجموع نقاط مبسط. وقد تمّ تركيز أنموذج التقييم المبسط بالتشاور مع مؤسسات التمويل الصغير والبنك المركزي التونسي ووزارة المالية. وسيتمكن احتساب هذا المؤشر بالنسبة لكل حريف

4-3 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمر الدولي حول التمويل الأخضر الشامل:

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير، ممثلة في مديرها العام وإطار بها، في المؤتمر الدولي حول التمويل الأخضر الشامل والذي نظّمه كل من التحالف من أجل الإدماج المالي "AFI" وبنك المغرب بتاريخ 30 أكتوبر 2019 بالرباط. وقد سبق هذا المؤتمر ورشات عمل لمدة يومين خصصت لأعضاء التحالف من أجل الإدماج المالي.

وقد تضمّن هذا المؤتمر الدولي مشاركة عديد الخبراء والإطارات من أكثر من 40 دولة. ومثلّ فرصة لسلطة رقابة التمويل الصغير للاطلاع على السياسات والاستراتيجيات والتطورات المستجدة في مجال الإدماج المالي الأخضر.

4.4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في مؤتمر 'ACAMS' السنوي حول مكافحة غسل الأموال والجريمة المالية بالشرق الأوسط وشمال إفريقيا

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير، يومي 11 و12 نوفمبر 2020، في المؤتمر السنوي العاشر حول مكافحة غسل الأموال والجريمة المالية بالشرق الأوسط وشمال إفريقيا المنعقد بأبوظبي والمنظم من طرف جمعية المتخصصين المعتمدين في مكافحة غسل الأموال "ACAMS". ويعد المؤتمر فرصة للانخراط في جمعية المتخصصين في الامتثال بمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا ودراسة التّحديات الحالية والمستقبلية وتبادل الخبرات والتجارب لتطوير خطط العمل المرتكزة على المخاطر.

الدولي في التعرف على التجربة الرواندية في مجال سياسات الإدماج الاجتماعي والمساواة بين الجنسين. كما شارك الوفد الممثل لسلطة رقابة التمويل الصغير في ورشتي عمل، عقدتا قبل المنتدى يوم 10 سبتمبر بمقر البنك المركزي الروندي. وقد خصصت أشغال الورشة الأولى لمناقشة إنجاز دراسة مقارنة لسياسات الإدماج المالي. فيما تعلقت الثانية بمعطيات حول الإدماج المالي.

4-2 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة حول مشروع "صوت 50 مليون امرأة إفريقية"

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير بتاريخ 22 أكتوبر 2019 بتونس العاصمة في فعاليات أشغال مشروع "صوت 50 مليون امرأة إفريقية" من أجل التمكين الاجتماعي والاقتصادي للمرأة في 38 دولة إفريقية وذلك من خلال توفير منصات تواصل مما سيتيح النفاذ إلى المعلومات المتعلقة بالخدمات المالية وغير المالية.

ويهدف هذا المشروع، الممول من طرف البنك الإفريقي للتنمية "BAD" بالشراكة مع منظمة السوق المشتركة لشرق وجنوب إفريقيا "COMESA" ومجموعة شرق إفريقيا "CAI" والمجموعة الاقتصادية لدول غرب إفريقيا "CEDEAO"، إلى تمكين حوالي 50 مليون امرأة إفريقية ناشطة في مجال المعاملات التجارية للوصول إلى المعلومات الضرورية لنشاطها في جميع أنحاء القارة الإفريقية.

ثلاث مكونات أساسية:

- تحسين جودة الإعلام والإتصال المحاسبي والمالي للمؤسسات الصغرى والمتوسطة،
- تكوين لفائدة المؤسسات الصغرى والمتوسطة المتدخلة،
- إنشاء منصة "تمويلي".

وخلال هذه الندوة، قدّم المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير مداخلة حول قطاع التمويل الصغير ودور الهيئة مؤكداً على أهمية هذه المبادرة في تنمية الخبرات ودعم المؤسسات الصغرى والمتوسطة في تونس.

4- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير

4-1 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العالمي لسياسات الإدماج المالي تحت عنوان "التكنولوجيا لإدماج النساء والشباب"

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير من 11 إلى 13 سبتمبر 2019 في كينغالي عاصمة رواندا في المنتدى العالمي لسياسات الإدماج المالي تحت عنوان "التكنولوجيا لإدماج النساء والشباب" المنظم من قبل التحالف من أجل الإدماج المالي "AFI" والبنك المركزي برواندا.

وقد حضر المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير، مرفوقاً بإطار من الهيئة، المؤتمر الذي تناول أحدث الابتكارات التكنولوجية القادرة على تعزيز الإدماج المالي عامة وأساساً الفئات الضعيفة خاصة منهم النساء والشباب. كما ساهمت المشاركة في هذا الحدث

لمؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم.  (2) مهمات مراقبة تتعلق بالتصرف في مخاطر التمويلات الصغرى لمؤسستي تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم، مع تركيز خاص على التداين المزدوج للحرفاء وحول التثبّت في احتسابها للنسبة الفعلية الجمالية السنوية للتمويلات التي تسنها.

• ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2020.

3- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات التكوينية والتحسينية المتعلقة بالتمويل الصغير في تونس

3-1. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة حول تحوّل القطاع المالي إلى المعايير الدولية (IFRS) لإعداد التقارير المالية

شارك المدير العام وإطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في الندوة التي نظمتها الجمعية المهنية التونسية للبنوك والمؤسسات المالية بالتعاون مع البنك الأوروبي لإعادة الإعمار والتنمية بقرت بتاريخ 16 أفريل 2019 حول "تحوّل القطاع المالي إلى المعايير الدولية "IFRS" لإعداد التقارير المالية.

3-2. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة حول تقديم برنامج "تمويلي"

شارك المدير العام مرفوقا بإطارين من سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة نظمتها "مبادرة الشرق الأوسط للإستثمار "MEII" حول بعث برنامج "تمويلي" وذلك بتاريخ 5 ديسمبر 2019 بالمعهد العربي لرؤساء المؤسسات. ويتضمّن برنامج التعاون الفني لدعم المؤسسات الصغرى والمتوسطة بتونس "تمويلي"

بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للإمتثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرّخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلّق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرّخ في 24 جويلية 2014.

2-3. إتخاذ قرارات تتعلق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل الصغير

• المصادقة على المذكرة عدد 23 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بتنقيح المذكرة عدد 13 المؤرخة في 15 مارس 2017 والمتعلقة بتحديد البرامج والتدابير التطبيقية لمكافحة جرائم غسل الأموال وتمويل الإرهاب وإنتشار التسلّح.

• المصادقة على المذكرة عدد 24 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بتنقيح المذكرة عدد 17 والمتعلقة بدراسة الملفات الخاصة بالتغييرات التي تطرأ على تركيبة مجلس الإدارة أو الهيئة المديرة لمؤسسات التمويل الصغير وبالتعيينات الجديدة للمسيرين.

2-4. إتخاذ قرارات تتعلق بالإشراف وبرقابة مؤسسات التمويل الصغير

• النظر في التقارير الدورية لمؤسسات التمويل الصغير.

• النظر في أربع (4) تقارير مراقبة على عين المكان:

 مهمة مراقبة على عين المكان لجمعية قروض صغيرة،

 مهمة مراقبة تتعلق بالتثبّت من مدى إحترام الإلتزامات القانونية فيما يتعلق بحماية الحرفاء

2- اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات

- عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2019، إثني عشر (12) اجتماعا، تم خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمها:

2-1. إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص

- إبداء الرأي حول امثال جمعية قروض صغيرة لأحكام المرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
- إبداء الرأي بخصوص تسع (9) مطالب صادرة عن مؤسسات تمويل صغير في شكل شركات خفية الاسم لفتح فروع جديدة لها غير مدرجة بمخطط أعمالها.
- إبداء الرأي بخصوص مطلب اقتناء حصص من رأس مال مؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم.
- إبداء الرأي في ثلاث (3) مطالب صادرة عن مؤسسات تمويل صغير في شكل شركات خفية الاسم للحصول على تراخيص لإسناد تمويلات بمبلغ يفوق 20.000 دينار دون تجاوز 40.000 دينار ولمدة سداد أقصاها 7 سنوات.

2-2. إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعية

المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على سلطة

رقابة التمويل الصغير

- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بتحديد سقف لسعر الفائدة السنوية المعمول بها بالنسبة للتمويلات الصغرى المسندة على موارد غير متأتية من ميزانية الدولة.
- مشروع أمر حكومي يتعلّق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93-2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق

1- تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى الفصل 43 من المرسوم عدد 117-2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي مما يضمن حيادها ويكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وقد تم ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128-2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

- تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:
- دراسة ملفات التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإبداء الرأي فيها،
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها وفروعها،
- إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للغرض أن تطلب منها أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطور نشاطها كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة مماثلة لتبادل المعلومات،
- تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدى سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام المرسوم عدد 117-2011 المذكور أعلاه ونصوصه التطبيقية،
- تقديم مقترح معلل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها،
- إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.

المحور الأول

2019

نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير

الذي يُخضع كل من سلطة رقابة التمويل الصغير ومؤسسات التمويل الصغير إلى إلزامية احترامه بكل دقة مع تذكيرها في نفس الوقت بأنّه بدخول هذا القرار حيز النفاذ فإنّ الهيئة أوضحت ملزمة بمتابعة كلّ مخالفة تتم معاينتها بتسليط العقوبة المناسبة على كل مؤسسة تمويل صغير مخلة وذلك عملاً بأحكام قرار وزير المالية المذكور. وفي حال كانت العقوبة مالية، فإن سلطة رقابة التمويل الصغير غير مؤهلة لاتخاذ أي قرار بشأن التخلي الكلي أو الجزئي عنها.

ومن جهة أخرى، شهدت سنة 2019، إنهاء أشغال إرساء القسط الرابع من مركزية مخاطر التمويل الصغير حيث أذنه علاوة عن المعلومات الضرورية ذات الصلة بالحريف، أصبح تقرير استشارة هذه المركزية يتضمن مؤشراً جديداً يتمثل في ترقيم مبسط وسهل التحليل. وبغاية مراقبة وتحليل تطور النسبة الفعلية الجمليّة المطبّقة في قطاع التمويل الصغير، قررت سلطة رقابة التمويل الصغير مزيد إثراء المعطيات التي يتم التصريح بها لدى مركزية مخاطر التمويل الصغير بإضافة الشروط المالية المضمّنة بعقد التمويل الصغير حيث أصبحت نسبة الفائدة الفعلية ونسبة الفائدة الإسمية وجميع الأعباء والعمولات التي يتم فوترتها للحريف في إطار كلّ عملية تمويل صغير، معطيات إجبارية يتم التصريح بها إلى مركزية مخاطر التمويل الصغير. وفي نفس هذا السياق، تم مؤخراً توسيع مشروع القسط الرابع لمركزية مخاطر التمويل الصغير ليشمل خدمتين جديدتين تلبية لطلب ملح صادر عن مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم تتمثلان في إرساء:

- نظام تصاريح جديد إلى مركزية مخاطر التمويل الصغير يعتمد على خدمات الواب سيمكن جميع شركات التمويل الصغير من القيام يوميا بالتصاريح ذات الصلة بالأشخاص الطبيعيين والعقود وختمها وشطب القروض
- نظام تنبيه مبكر يعلن عن حدوث تغيير في ترقيم الحريف.

المدير العام لسلطة رقابة التمويل الصغير

كلمة المدير العام

حافظ قطاع التمويل الصغير خلال سنة 2019 على نسق نموه سواء من حيث عدد التمويلات الصغرى المسندة أو كذلك من حيث المبالغ المخصصة، إذ بلغ عدد التمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعياتي 476 318 تمويلا صغيرا بمبلغ جملي قدره 1395 مليون دينار مقابل 455 871 تمويلا صغيرا خلال سنة 2018 وبمبلغ جملي قدره 1150 مليون دينار أي بمعدل نمو بلغ 21.4 %.

وبتاريخ 10 أفريل 2019، أصدرت سلطة رقابة التمويل الصغير المذكرة عدد 23 المتعلقة بتنقيح وإتمام المذكرة عدد 13 المؤرخة في 15 مارس 2017 والمتعلقة بتحديد البرامج والتدابير التطبيقية لمكافحة جرائم غسل الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار التسلح والتي تهدف إلى تحديد الالتزامات الجديدة المفروضة على مؤسسات التمويل الصغير طبقا للنصوص الترتيبية الجديدة الصادرة خلال الثلاثي الأول من سنة 2019 والمتعلقة بمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب. ويتمثل أهم ما جاءت به هاته المذكرة خاصة في تدابير العناية الواجبة تجاه المستفيد الحقيقي وتدابير العناية المشددة تجاه:

- الأشخاص السياسيين ممثلي المخاطر

- الأشخاص ذوي المخاطر العالية

-العمليات أو المعاملات ذات الصلة باستعمال التكنولوجيات الحديثة

كما شهدت سنة 2019، استكمال الإطار التشريعي والترتيبي المنظم للتمويل الصغير في تونس بصدور أحد أهم النصوص التطبيقية الذي طال انتظاره والتمثل في قرار وزير المالية المؤرخ في 12 سبتمبر 2019 المتعلق بضبط العقوبات الإدارية والمالية المسلطة على مؤسسات التمويل الصغير المخلة بأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.

وقد تم نشر هذا القرار بالرائد الرسمي عدد 77 للجمهورية التونسية الصادر في 24 سبتمبر 2019، ودخل حيز النفاذ بعد ثلاثين يوما من تاريخ نشره. هذا وقد تم إعداد هذا القرار بالاستئناس بأفضل الممارسات الوطنية والدولية في هذا المجال. وهو نص ترتيبي لا يهدف البتة وبأي حال من الأحوال إلى تسليط عقوبات على مؤسسات التمويل الصغير دون سبب وجيه، ولكنه يهدف في واقع الأمر إلى إرساء نظام عقوبات ردعي يعزز امثال مؤسسات التمويل الصغير لكل النصوص التشريعية والترتيبية التي تنشط وتنمو وتتطور في إطارها.

وقد قامت سلطة رقابة التمويل الصغير بمراسلة جميع مؤسسات التمويل الصغير لتحسيسها بأهمية هذا القرار

دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير "بولدار"	3-6	16
دورة تكوينية حول مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير	4-6	16
دورة تكوينية حول معايير المحاسبة الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير	5-6	16
دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير في التمويل الصغير	6-6	17
دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير في التصرف في المخاطر	7-6	17
دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير معتمد لمكافحة تبييض الأموال	8-6	17
دورة تكوينية حول معايير المحاسبة الدولية	9-6	17
زيارة دراسية للسنغال وساحل العاج	10-6	18
دورة تكوينية عبر الإنترنت للحصول على شهادة خبير في التمويل الرقمي	11-6	18
دورة تكوينية حول تطبيق "EXCEL AVANCE"	12-6	18
دورة تكوينية حول تطبيق "SAS"	13-6	18

19 .أ. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس

تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011	-1	20
معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2019	-2	23
تطور التمويلات الصغرى المسندة	1-2	25
أ. خلال الفترة (2017 - 2019)		25
ب. خلال الفترة (2010-2019)		26
توزيع التمويلات الصغرى حسب الجهات	2-2	26
توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاعات	3-2	28
توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي	4-2	29
توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع	5-2	30
متوسط التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير	6-2	30
تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى	7-2	31
محفظة المخاطر 30 يوما لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	8-2	33
نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة (2017-2019)	9-2	36
المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	10-2	36
أ. معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج		36
ب. المؤشرات المالية التقديرية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم		38
ت. مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم		39
مؤشرات غير مالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	11-2	40

41 - حركة تطور قطاع التمويل الصغير في تونس

الإطلاق في مشروع إعادة هيكلة جمعيات القروض الصغرى	-1	42
نحو اعتماد قانون جديد يتعلّق بدعم الإدماج المالي	-2	42

43 - الملاحق

08	1- نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير
09	1- تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير
09	2- اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات
09	1.2 إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص
09	2-2 إبداء الرأي في مشاريع النصوص التشريعية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على سلطة رقابة التمويل الصغير
10	3-2 إتخاذ قرارات تتعلق بتنظيم وتطوير قطاع التمويل الصغير
10	4-2 إتخاذ قرارات تتعلق بالإشراف وبرقابة مؤسسات التمويل الصغير
10	3- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات والدورات التكوينية والتحسيسية المتعلقة بالتمويل الصغير في تونس
10	1-3 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة حول تحوّل القطاع المالي إلى المعايير الدولية (IFRS) لإعداد التقارير المالية
10	2-3 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة حول تقديم برنامج "تمويلي"
11	4- مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير
11	1-4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المنتدى العالمي لسياسات الادماج المالي تحت عنوان "التكنولوجيا لإدماج النساء والشباب"
11	2-4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في ندوة حول مشروع "صوت 50 مليون امرأة إفريقية"
12	3-4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمر الدولي حول التمويل الأخضر الشامل
12	4-4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في مؤتمر 'ACAMS' السنوي حول مكافحة غسل الأموال والجريمة المالية بالشرق الأوسط وشمال إفريقيا
12	5-4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمر الدولي لمكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب وجريمة الاتجار بالبشر
12	5- دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير
12	1-5 مركزية مخاطر التمويل الصغير
14	2-5 مقياس التمويل الصغير
14	3-5 معالجة العرائض الصادرة عن حرفاء مؤسسات التمويل الصغير
14	4-5 تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير
15	أ- مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدمة لسلطة رقابة التمويل الصغير
15	ب- مهمّات المراقبة على عين المكان
15	6- تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير
15	1-6 برنامج تكويني حول "اقتصاديات المنصّات وتأثيرها على الإدماج المالي"
16	2-6 برنامج تكويني لأكاديميات ضباط الابتكار حول "التكنولوجيات المالية من أجل الإدماج المالي"

الرئيس

مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

محمود المنتصر منصور

الأعضاء

قاض من الرتبة الثالثة

السيد إبراهيم بن عمار

مستشار لدى المحكمة الإدارية

السيد هشام الزواوي

ممثلة عن وزارة المالية

السيدة سنية الزغلامي

ممثّل عن الهيئة العامة للتأمين

السيد أنيس بن تعاريت

ممثّل عن البنك المركزي التونسي

السيد نبيل فلفال

ممثّل عن المجلس الوطني للمحاسبة

السيد صالح الصايل

تم اختيارها لخبرتها في ميدان التمويل الصغير

السيدة هدى غزي خليفة

مراقب الحسابات



السيد لطفي الحامي

التقرير السنوي 2019



ACM

Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

التقرير السنوي 2019

Microassurance Agrément
Microcrédit Autorité
Entreprenariat
Microfinance e
IMF Règlementation de la m
Supervision de la microfinance en Tunisie
Contrôle Agréments oc
Société anonyme
Microassurance Agrément
Microfinance Microcrédit Autorité
Microcrédit Microfinance e
IMF Règlementation de la m
Contrôle Agrément de l
Société anonyme



Autorité de Contrôle de la Microfinance
سلطة رقابة التمويل الصغير

سلطة رقابة التمويل الصغير
57 مكرر نهج المختار عطية
مبنى الشركة التونسية للبنك الطابق الثالث
الهاتف: 70 013 762
الفاكس: 71 257 796
موقع الويب: www.acm.gov.tn

responsable
Inclusion
Pérennité des
Protection de